

correspondance de presse internationale

UNION EUROPÉENNE

Après le sommet
de Lisbonne

ÉCOSSE

Un nouveau
parti pour le
socialisme

GRÈCE

Dilemmes d'une
gauche traumatisée

PÉROU

Entretien avec Hugo
Blanco

BRÉSIL

Du nouveau à Porto
Alegre

TUNISIE

Desserrer l'étou !

DOSSIER

Éléments pour
une critique de
la "nouvelle
économie"

inprecor



Union européenne

<i>Lisbonne, un sommet pour rien ?</i>	François Vercammen	3
<i>Nouvelle économie et Marché Unique-bis</i>	F.V.	4
<i>Prodi dans le collimateur ?</i>	F.V.	6

Nouvelles du monde et de l'Internationale

<i>COLOMBIE : Mort de Libardo Gonzalez, fondateur du trotskisme colombien</i>	(réd.)	8
<i>GRANDE BRETAGNE : Mort de Tony Cliff, dirigeant du SWP</i>	Alan Thornett	8

DOSSIER : Éléments pour une critique de la "nouvelle économie"

<i>À propos d'un mini-krach</i>	Maxime Durand	9
<i>Crise mondiale ou nouvelle onde longue expansive ?</i>	Marc Bonhomme	13
<i>Le Canada dans la tourmente de l'endettement néolibéral</i>	Marc Bonhomme	16
<i>Les flux du changement : la culture dans une perspective historique</i>	Francisco Louça	19

Notes de lectures

<i>Livre : Fred Zeller : encore un "ancien trotskiste à vie"</i>	Jean-Michel Krivine	22
<i>Revue : Casseurs de Pub</i>	J. M.	22

Écosse

<i>Un nouveau parti pour le socialisme : le SSP</i>	Frances Curran et Murray Smith	23
<i>Le SSP fait reculer le gouvernement écossais</i>	M. S.	26

Grèce

<i>Dilemmes existentiels pour une gauche traumatisée</i>	Georges Mitralias	27
--	-------------------	----

Pérou

<i>Entretien avec Hugo Blanco</i>	propos recueillis par Pedro Brieger	29
-----------------------------------	-------------------------------------	----

Brésil

<i>Les primaires du Parti des travailleurs à Porto Alegre</i>	Luiz Marques	33
---	--------------	----

Tunisie

<i>Desserrer l'état</i>	Sayyed Murshid	36
<i>Déclaration de constitution d'un comité de défense de Jalel Zoghlami</i>	Document	23

Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secretariat unifié de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Editée par la PECI Sarl au capital de 50 000 F, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :

PECI, BP 85, 75522 PARIS Cedex 11, France.

Tél. : 33/0 1 42 38 61 10

Fax : 33/0 1 42 38 21 39

e-mail :

100641.2324@compuserve.com

Directeur de publication, gérant :

Jan Malewski.

Rédaction : Jan Malewski

Commission Paritaire n° 59117.

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir, 93106

Montreuil Cedex, France.

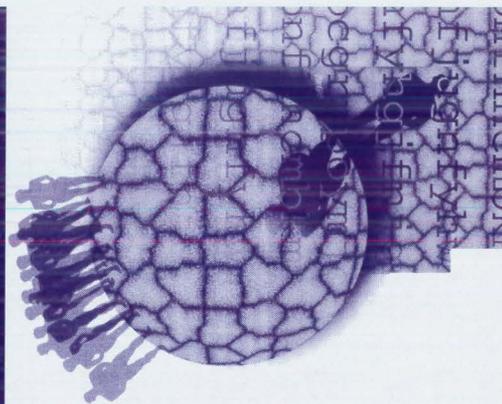
Diffusé dans les librairies par

DIF' POP' SARL, 21^{er} rue Voltaire,

75011 PARIS, France.

Tél. : 01 40 24 21 31,

Fax : 01 43 72 15 77 ou 01 40 24 15 88



Abonnement

(11 numéros par an)

- France - DOM-TOM - Europe - Afrique du Nord 190 FF (6 mois) 360 FF (1 an)
- Autres destinations 240 FF (6 mois) 460 FF (1 an)
- PLI FERMÉ (toutes destinations) 270 FF (6 mois) 520 FF (1 an)
- Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois)
- Institutions (lecteurs multiples) (600 FF, 1 an)
- Abonnement de soutien (à partir de 400 FF, 1 an)
- Découvrir Inprecor (réservé aux nouveaux abonnés; 75 FF, 3 mois)
- Lecteurs solidaires (abonnement offert à un(e) lecteur/lectrice)

Nom - Prénom :
 Rue :
 Commune / Code postal :
 Ville :
 Pays :
 Tél./Fax/E-mail :

- Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à PECI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.
- Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.
- Virements postaux à "PECI", CCP n° 3.900.41 N Paris.

Pour continuer Inprecor a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser Inprecor autour de vous (rabais pour les commandes groupées !).

En couverture de ce numéro nous avons détourné le photomontage "homo modernicus" paru dans la revue *Casseurs de Pub* n°1 (une revue que nous vous recommandons en page 22).

Lisbonne, un sommet pour rien ?

Par
François Vercammen*

Le Sommet de Lisbonne (23-24 mars 2000) était programmé comme un non-événement. Après le Sommet de Berlin, qui avait redressé de manière spectaculaire une UE en détresse, il reviendrait à la France, en décembre 2000, de "conclure", avec autorité et légitimité, la Conférence intergouvernementale (1). Au "petit Portugal", il reviendrait de lancer cette CIG mais de gérer ses dossiers en cours en "bon père de famille". Pour le reste, de ne rien faire qui fâche : résorber la crise de la vache folle, continuer à pédaler autour de la difficile harmonisation fiscale européenne, et maintenir la pression sur "la réforme du marché du travail". Les deux sommets "sociaux" ("contre la précarité et l'exclusion") au Portugal devraient être modestes.

De l'enlissement...

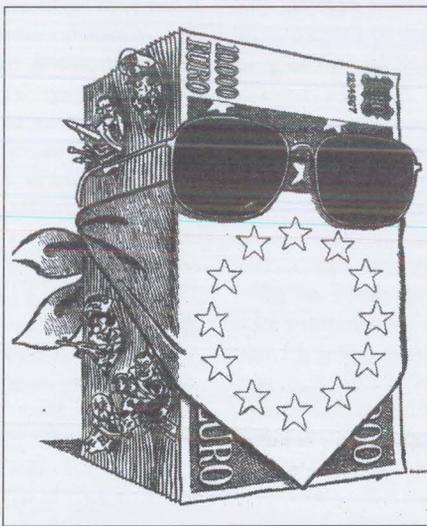
A part des problèmes de pouvoir et de prééminence entre États-membres, la raison fut qu'aucune avancée ne semblait possible dans le climat maussade de l'hiver 1999 marqué par : l'exacerbation des rapports entre la Grande-Bretagne d'une part et la France et l'Allemagne autour de la vache folle ; les discussions acrimonieuses entre les pays à "paradis fiscaux" (la Grande-Bretagne, Luxembourg) et les autres qui demandaient une taxation uniforme dans toute l'UE sur les revenus des capitaux appartenant à des résidents "étrangers". La constitution dans les coulisses, en octobre 1999, d'un "nouvel" axe entre Blair et Aznar sur la base d'un document d'orientation, irritait d'autres pays-membres, pour au moins quatre raisons :

1.— Aznar, le démocrate-chrétien, était ainsi promu alors que son parti frère d'Autriche avait concocté une alliance électorale/gouvernementale avec un parti d'extrême-droite dont le leader est un pro-nazi notoire ;
2.— Cela n'était pas gentil de la part de Blair "le socialiste" vis-à-vis de son parti frère espagnol, dans l'opposition, au moment où

celui-ci se préparait à affronter Aznar aux élections parlementaires ;

3.— La réputation brutalement antisociale du texte en gênait plus d'un dans la social-démocratie européenne : à part Jospin qui n'aime pas ce langage explicite, Schröder cherchait à amadouer le mouvement syndical dans la perspective des nouvelles conventions collectives nationales ;

4.— Et, le comble, Blair ne manquait pas d'air d'afficher aussi brutalement ses ambitions européennes, alors qu'en Grande-Bretagne il venait de mettre en sourdine sa campagne pour l'adhésion à l'Union monétaire (l'euro) par peur des dégâts électoraux.



Le désordre était à son comble quand il s'est agi de nommer le nouveau chef du FMI (traditionnellement attribué à l'UE). L'Allemagne voulait en profiter pour étaler sa "nouvelle" puissance économique et financière. Pendant plusieurs semaines, Schröder affrontait sans pudeur et publiquement à la fois Clinton et ses principaux "partenaires" de l'UE, avant d'emporter, péniblement, le morceau.

Dans un tel climat politique, la machine de l'UE se grippe. Il peut sembler bizarre que dans une affaire aussi colossale que l'unification de l'UE, le secondaire puisse prendre le pas sur l'essentiel. Il ne faut jamais oublier que l'UE est fondamentalement un regroupement de (quelques grands) États impéria-

listes. Tout élément ou événement "extérieur" ou "périphérique" influe sur le rapport de forces entre eux et cela pèse tout de suite sur les grands dossiers. Là aussi "les détails" comptent : le contenu d'abord, mais aussi la tactique pour avancer, les alliances intergouvernementales pour gagner, les formulations terminologiques, le résultat final tel qu'il est médiatisé, jusqu'à la position individuelle de chacun de ces "puissants qui nous gouvernent".

...à la relance

La situation s'est "miraculeusement" débloquée, car la volonté politique produite par la guerre du Kosovo, a renoué avec la tendance lourde. Elle a été nourrie par différents éléments.

Un élément de cohésion qui pèse favorablement, c'est le projet d'une défense autonome. L'UE avance, ses premières institutions militaires ont été mises sur les rails. Mais aussi, les gouvernements français, allemand, italien et, surtout, britannique ont fait front, jusqu'à présent, face aux pressions de Bill Clinton. Celui-ci veut leur imposer une nouvelle génération d'armes américaines, et bloquer ainsi le rapprochement commercial, voire structurel des entreprises d'armement européennes. Et cela pour imposer une solution "transatlantique" sous l'égide de ses propres "champions" (dont quelques-uns ont besoin de se renforcer).

Mais c'est sans aucun doute l'évolution de l'économie européenne qui a été le facteur déterminant, sur le plan conjoncturel et structurel. Certes, la faiblesse de l'euro face au dollar constitue un handicap, avant tout pour s'imposer à l'échelle internationale comme monnaie de réserve. Mais elle a aussi favorisé les exportations européennes, notamment vers le marché américain toujours en expansion. Cela a soutenu la reprise en Europe, au moins provisoirement. Les

* François Vercammen est membre du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

1. La CIG porte, rappelons-le, sur une réforme des institutions, l'élargissement vers l'Est de l'UE et la création définitive d'une défense autonome.

Le Sommet de Lisbonne a adopté « un nouvel objectif stratégique pour la décennie à venir : devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde... ». L'Europe-puissance, lancée suite à la guerre dans les Balkans, ajoute une nouvelle flèche à son arc : une bataille concurrentielle sans merci par (ou pour?) la mise en place de la "nouvelle économie". Comme méthode, l'UE utilisera celle qui avait réussi pour la mise en place de l'Union monétaire, et qu'elle applique, depuis juin 1999, pour sa "défense autonome" : un discours mobilisateur (qui se veut "populaire"), un calendrier précis avec ses objectifs et échéances, des vérifications régulières et des mécanismes "d'auto-contraintes".

Le vacarme publicitaire autour de cette "nouvelle économie" ne devrait pas cacher trois autres mesures du Sommet de Lisbonne. Elles sont encore plus importantes : il s'agit ni plus ni moins d'un "Marché unique-bis", c'est-à-dire d'une nouvelle étape du projet lancé en 1992 et toujours en cours.

D'abord, l'achèvement d'un « marché totalement intégré et libéralisé [à l'échelle de l'UE] des télécommunications » pour la fin de l'an 2001. C'est un marché colossal par sa taille (le nombre de consommateurs) et par les capitaux investis. Il fait le lien entre le réseau téléphonique et internet qui impulsera une nouvelle étape dans la "cyber-économie". Jusqu'à présent les échanges par internet avaient avant tout créé un marché pour les consommateurs — essentiellement les voyages, la musique, les vidéos et les livres. Mais s'ajoutera maintenant le commerce "inter-entreprises" (sans intermédiaires) : des bouleversements en cascade vont affecter les structures de l'économie (branches qui naissent d'autres qui périclitent ; redécoupages entre branches et au sein de branches : la distribution, le secteur bancaire, la fusion entre secteur téléphonique et secteur internet...).

Ensuite, une date est fixée pour l'achèvement d'un marché financier

"Nouvelle économie" et Marché Unique-bis

unifié (2005), qui enlèverait toutes les barrières afin de « favoriser les investissements ». Cela vaut en particulier pour le marché des obligations gouvernementales. Rendre l'accès aux capitaux plus facile et meilleur marché, est un objectif majeur : à côté des emprunts d'État, il y aura « la modernisation des règles relatives aux marchés publics » et, sur un autre plan (dans un autre chapitre du texte), il est question de favoriser l'éclosion des fonds de pension par un encadrement juridique et institutionnel européen.

Ces masses de capitaux seront nécessaires pour soutenir la centralisation du capital ("fusions et acquisition") mais aussi pour participer aux festivités que le Sommet de Lisbonne vient de décider en éliminant (avant fin 2000) les entraves aux services ; notamment en accélérant la libéralisation des secteurs tels que le gaz, l'électricité, les services postaux et les transports. (Jospin avait cédé à la veille même du sommet). La gestion de l'espace aérien entrera désormais dans ce champ. La vraie "pensée" de l'UE à propos du développement économique est celle-ci : « des marchés financiers efficaces et transparents favorisent la croissance et l'emploi en permettant une meilleure allocation des capitaux à moindre coût ». Pour cela, l'UE « poursuivra ses efforts visant à favoriser la concurrence et à réduire le niveau général des aides d'État ». Dans ce contexte, la pression du grand capital pour arriver à une harmonisation fiscale minimale pourrait aboutir : ce serait la cerise sur le gâteau.

En réalité, on assiste à une sorte de "Marché Unique-bis" : quinze ans après le rapport Cockburn (1985) qui ouvrait la marche vers le "Marché Unique" (janvier 1993), toute une série de rapports vont arriver en cascade pour mettre en œuvre, pendant les dix ans qui viennent, la soumission de nos sociétés à une nouvelle vague de "marchandisation".

La "nouvelle économie" est la clé magique pour ouvrir cette manne.

Elle est portée par un discours idéologique-démagogue et parée de vertus magiques. Selon ses idéologues, elle n'est pas seulement nouvelle dans la chronologie "temporelle". Elle échapperait aux cycles conjoncturels, supplanterait la "vieille" économie matérielle,

impulserait un envol de la productivité sans précédent et... créerait "le plein emploi" ! C'est ce discours qui se retrouve dans le document du Sommet.

Les derniers événements en bourse ont fait atterrir cet "enfant de Dieu" sur terre. Quant à la "disparition" annoncée de l'économie traditionnelle (notamment manufacturière), Kumar Bhattachary, un des économistes anglais les plus influents, faisait remarquer récemment : « Nous ne sommes pas des Dieux. Nous ne pouvons pas vivre de l'air pur et occuper nos journées en actionnant nos téléphones portables » (1). Quant aux progrès de la productivité aux États-Unis, et partant, aux bénéfices sur le plan social qui pourraient en découler, un des économistes de l'establishment US (Robert J. Gordon) les ramène à de justes proportions (devant la respectable Federal Reserve Bank of Chicago) : « il n'y a pas eu d'accélération de la productivité dans 99 % de l'économie [américaine] en dehors du secteur qui produit le "hardware" pour les ordinateurs. Au contraire (...) la décélération dans le secteur manufacturier s'aggrave ; si on enlève les ordinateurs du secteur de la production des biens durables, le recul s'accroît en comparant la période 1995-99 à 1972-95, et il n'y a pas de progrès du tout dans le secteur de la production de biens non-durables. » (2). La conclusion sort de la bouche d'un autre expert, Steve Hancke, ex-conseiller de Reagan : « Vous Européens, vous devez faire attention (...) Le "boom" économique américain doit beaucoup plus à la dérégulation qu'à la révolution technologique » (3).

Malgré les bons conseils des fins connaisseurs du sujet, le Conseil européen, tenu à Lisbonne, alimente la "fantaisie" de la nouvelle économie, en promettant que « le passage à une économie numérique fondée sur la connaissance, favorisée par l'existence de biens et de services nouveaux, sera un puissant facteur de croissance de compétitivité et de création d'emplois ». Voilà pour l'idéologie. Ce sont évidemment les décisions pratiques qui font triompher les patrons : « Enfin des objectifs concrets (...) qui au moins auront une chance d'avoir un effet positif pour les entrepreneurs et les

consommateurs » (4).

Il s'agit d'un train de mesures, censées être appliquées d'ici 2003. Elles portent essentiellement sur trois choses :

1. Un élargissement radical du marché de consommation des ordinateurs : chaque école (chaque classe, chaque élève ?) dans l'UE sera branchée sur l'internet. Avec ses effets multiplicateurs collatéraux dans chaque famille et, certainement, chez chaque enseignant. Un accès par internet à tous les services publics de base, qui, à leur tour, devraient être équipés en conséquence. Cela s'accompagnera d'une baisse radicale des coûts d'accès. Le tout coiffé par un plan d'action européen qui mettra en place une "autoroute de l'information" pour interconnecter les différents réseaux à l'échelle du continent ;

2. Un appui multiforme aux capitaux « qui sont directement tributaires d'un environnement réglementaire favorable à l'investissement, à l'innovation et à l'esprit d'entreprise » (Conseil européen). Cela signifie une série de mesures juridiques-institutionnelles, fiscales, (anti-)sociales très favorables au "capital-risque" et aux PME : montant du capital de départ, garantie bancaire et conditions d'endettement, baisse des coûts de la gestion de l'entreprise. Un aspect important est la synergie, orchestrée et payée par l'État, organisant « les interfaces clé entre les entreprises et les marchés financiers, entre la R[cherche] & D[éveloppement] et les instituts de formation, entre les services de conseils et les marchés technologiques ». Ce n'est pas dû au hasard si le Conseil a adopté le projet d'un « espace [européen] de la recherche », avec sa coordination inter-étatique, son ouverture accrue au secteur privé, l'adoption d'un brevet communautaire, la circulation des chercheurs dans l'UE...

3. La formation de la main d'œuvre pour la familiariser avec l'ordinateur et l'internet est indispensable. Elle vise l'école, mais aussi un environnement général où la formation permanente tout au long de la vie active devrait se faire au moindre coût, hors l'école et l'entreprise. L'école sera fortement bousculée au-delà de l'ordinateur dans les classes : il s'agira d'une véritable "marchandisation" de tous les rapports sociaux (cf. la réforme Allègre en France).

1. Cité par le Financial Times du 17 avril 2000.

2. "Has the "new economy" rendered the productivity slowdown obsolete?", juin 1999.

3. Interview dans Corriere della Sera du 18 avril 2000.

4. Financial Times du 25 mars 2000.

excédents budgétaires dans la plupart des pays européens ont fourni une belle "cagnotte". Les gouvernements (sociaux-démocrates, pour la plupart) ont pu lâcher du lest sur le plan des dépenses sociales, tout en continuant une politique néolibérale structurelle (privatisations, flexibilisation, dérégulation). Ainsi, même le gouvernement Blair "refait du social" (santé, enseignement)... à un an des élections parlementaires.

Deuxièmement, il y a des changements dans la structure des économies. Le mouvement de fusions d'entreprises continue à battre des records en Europe (malgré des échecs cuisants : la fusion avortée entre la Deutsche Bank et la Dresdner Bank). Mais surtout l'acquisition de l'allemand Mannesmann par le britannique Vodafone AirTouch (constituant ainsi un géant de dimension mondiale), s'est faite sans que le gouvernement allemand n'intervienne. Un verrou très symbolique a sauté : celui de l'intervention des États pour protéger leur(s) champion(s) nationaux. Ce sont les actionnaires (c'est-à-dire le marché) qui ont prévalu. « *Un tournant fondamental pour le capitalisme européen* » (2). Cela annonce d'autres "méga-fusions" transnationales (intra-européennes) qui sont en cours ou qui vont suivre dans les secteurs de l'énergie, des banques et assurances, des télécommunications, de la distribution...

D'où la nécessité de disposer de masses de capitaux supplémentaires et bon marché.

Lisbonne a tranché

C'est à partir du Forum de Davos que les sommets de l'UE ont procédé au réajustement tactique.

Cette assemblée du capitalisme "global" était avant tout indispensable aux classes dominantes réunies pour un exercice de "bilan et perspectives", après la défaite politique et morale à Seattle. Mais les États-Unis sont venus aussi pour y marquer leur hégémonie (Clinton dans son discours sur "L'état de l'Union" : « *Les États-Unis n'ont jamais été aussi forts et les Américains aussi prospères* »). La haute conjoncture aux États-Unis, qui se prolonge encore (même si ses fondements sont dangereusement volatiles) a sans doute "convaincu" l'UE.

Ainsi, l'exemple américain qui ne semble pas s'essouffler et la relance économique en Europe ont remobilisé les élites européennes autour de l'UE. Il deviendra « *le sommet le moins controversé depuis 1997* » (Amsterdam), selon Blair.

Dès le début février, la préparation du sommet de Lisbonne (prévu fin mars) se tien-

dra dans d'autres conditions. De fait, le texte de Blair-Aznar de l'automne 1999 revenait sur la table. Il avait entre-temps gagné des appuis importants en Italie (Amato) et en Allemagne. Jospin, harcelé chez lui par le mouvement social, allait sacrifier quelques ministres. Mais il était déjà préparé pour imposer à la France une nouvelle mesure néolibérale : c'est à Lisbonne, à la veille de l'ouverture du sommet, qu'il acceptera les privatisations des services refusées jusque-là. L'UE pouvait ouvrir une nouvelle offensive.

Le Sommet se laisse facilement résumer :

1.— Compléter le Marché Unique sur le plan financier et franchir le pas vers "la nouvelle économie" avec, à court terme, les mesures pratiques qui s'imposent (voir l'encadré).

2.— Pour l'immédiat, ne rien décider sur le plan social, mais mettre en place les mécanismes de fonctionnement qui permettent de décider à Paris (Nice) en décembre 2000.

La cohérence entre les deux est simple : L'intégration poussée des marchés et « *l'intensification de la concurrence signifieront que, d'une manière ou d'une autre, les rigidités structurelles européennes [il est question ici du social] vont être cassées. Les réformes adoptées à Lisbonne ne seront que le début* » (3).

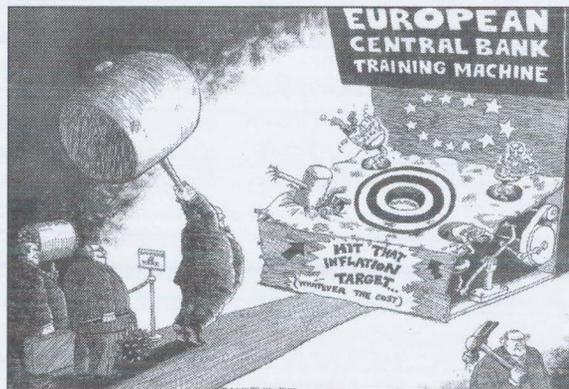
En clair : le démantèlement de l'État-providence en cours dans chaque pays sera coordonné, "européanisé". Ce n'est pas anodin. Et pour gagner l'appareil social-démocrate (syndical et politique), cela se fera sous le cri de « *vers le plein emploi par la nouvelle économie* ». (4)

« L'État social actif »

La réunion préparatoire des Ministres des Affaires sociales, du mois de février, avait annoncé la couleur : s'il s'agissait toujours de « *combattre la précarité et l'exclusion sociale* », la « *modernisation de la sécurité sociale* » arrivait maintenant au centre du discours autour d'une des notions idéologiques-clé de la "troisième voie" : le passage de l'État-providence à "l'État social actif".

La notion est confuse à dessein. Mais son but pratique est très clair : miner le système de protection sociale actuelle par quelques règles simples. L'allocation sociale n'est plus automatique et universelle. Elle ne découle plus d'un droit mais d'une prestation ; cette prestation peut être imposée par

l'État, sous la menace de perdre en partie ou en totalité la jouissance de l'allocation. Elle n'est plus générale, mais liée à l'individu.. Du même coup, on brise un des fondements de la solidarité au sein du monde du travail. En "activant l'individu", on le culpabilise, on "le montre du doigt" aux yeux de la société et du monde du travail. Blair s'est rendu célèbre et odieux en s'en prenant, le lendemain de sa victoire électorale, aux jeunes mères célibataires.



Le but est bien sûr de comprimer radicalement les dépenses sociales, avec en perspective leur privatisation (partielle). Toutes "les caisses" (allocations) du système de protection sont dans le collimateur : chômage, famille, retraite, santé... Le cas des retraites est un cas particulièrement "juteux" pour le capital financier. Mais cela vaut aussi pour le travail intérimaire.

Tous les gouvernements de l'UE essaient d'appliquer ces règles depuis un certain temps. Elles figurent régulièrement dans les rapports de l'OCDE et sont évoquées dans les réunions des conseils des ministres (surtout l'ECOFIN, la réunion des Ministres des finances).

Mais l'obstacle est très difficile à prendre car la sécurité sociale est le fruit de 100 ans de conquêtes ouvrières, qui a pris, depuis 1945, un caractère global, universel et normatif. Elle est le résultat des grandes luttes, la cristallisation d'un rapport de forces entre le capital et le travail, incarnée dans des organisations ouvrières et dans un sentiment diffus de justice sociale dans la classe ouvrière. Elle a ses complexités et ses spécificités, pays par pays (qui nous rend aussi la tâche difficile pour développer une alternative à la fois européenne et concrète).

2. Titre de l'éditorial du *Financial Times* du 5 février 2000.

3. *Financial Times* du 25 mars 2000.

4. Il faut y ajouter une troisième mesure, sans doute décidée dans les coulisses : ramener Prodi et "sa" Commission en position subordonnée par rapport au Conseil des ministres, avec Solana à la tête de l'UE. Voir encadré en p. 6

Prodi dans le collimateur ?

C'est l'histoire d'une cabale. A peu près simultanément les critiques fusèrent. "Bruxelles" est critiqué, ici et là, dans la presse de plusieurs pays-membres. "Bruxelles" c'est la Commission, et la Commission, c'est son président, Romano Prodi. Les critiques étaient disparates. Soit elles étaient trop banales pour être jetées sur la place publique : « Prodi ne soigne pas ses relations avec les médias ; son porte-parole est confus ; il n'est pas assez ferme en réunion avec ses Commissaires, etc. » Soit elles ne tenaient pas la route : « Prodi n'a pas de vision sur l'avenir de l'UE. Prodi sous-estime l'élargissement vers l'Est. Prodi ne s'occupe pas de son administration ». Ces critiques sont absurdes car ce que Prodi faisait, il l'avait annoncé dans son discours d'intronisation comme président de la Commission. Et ce qu'il avait dit là, il l'avait négocié dûment avec ceux qui l'avaient fait roi : Blair, Schröder, D'Alema, Aznar. Alors, si tous ces arguments sont dérisoires ou faux, mais aboutissent tous à la même conclusion, c'est qu'il doit y avoir une vraie bonne (et forte) raison pour pousser Romano Prodi

dehors. Cette raison tient du non-dit : le conflit de pouvoir entre la Commission et le Conseil européen, c'est-à-dire les (grands) États-membres.

Et cela se focalise sur deux personnes : Prodi, en perte de vitesse, et Javier Solana, qui monte en flèche. Derrière, il y a l'architecture institutionnelle de l'UE.

La Commission, c'est pour l'essentiel le gardien des Traités, surtout l'application du Marché unique. La Banque Centrale Européenne, c'est l'Union monétaire. La Cour de Justice Européenne : l'intitulé indique bien son domaine. Tout le reste, ce sont les gouvernements des États-membres sous diverses appellations (Conseil européen, conseils des ministres, ...). C'est tout ce qui leur est explicitement attribué, plus « faire de la politique », au moins s'ils sont d'accord entre eux, parce qu'en général il leur faut l'unanimité. Dans ce découpage, il y a des vides et quelques superpositions. Mais quant à la politique étrangère et de défense, c'est clair : elle est du ressort des gouvernements, en exclusivité.

Sauf que, par manque d'un porte-parole unique, représentatif et politique (par exemple un Président de l'UE élu/désigné pour une certaine période), plusieurs personnages peuvent être tentés de remplir ce vide : le président du Conseil des Ministres

pendant le semestre où son pays "préside" l'UE (le ministre finlandais a ainsi joué un rôle non négligeable dans la négociation finale avec Milosevic) ; le commissaire pour les relations extérieures (membre de la Commission), en l'occurrence le britannique Chris Patten, et... le président de la Commission lui-même, en l'occurrence Prodi.

Depuis le sommet de Berlin, et le tournant politique qui y a eu lieu, cette incohérence ne peut plus subsister. Il faut un instrument politique fort, une personnalité directement liée au Conseil, et pas à la Commission. Ainsi fut créé un poste de "Haut Représentant de l'UE pour la politique étrangère et de sécurité". Solana fut enlevé de l'OTAN, où il était secrétaire général. Une de ses principales tâches est la mise en place d'une défense commune européenne, autonome vis-à-vis des États-Unis. Tâche très délicate. Avoir servi à la tête de l'OTAN l'aidera. Du même coup, on l'a aussi nommé secrétaire général de l'Union de l'Europe Occidentale (UEO), pour neutraliser cette survivance militaire américano-européenne. Et, chose rarement mise en évidence, il est aussi le secrétaire général du Conseil des Ministres (c'est-à-dire des États-membres), qui, rappelons-le, concentre en ses mains l'essentiel du pouvoir législatif, exécutif et

constitutionnel de l'UE. A cette fin, Javier Solana dispose d'un appareil administratif du Conseil des Ministres.

Solana travaille, beaucoup, efficacement et habilement. Sur le plan militaire, deux comités de hauts officiers, deux comités de diplomates, au service du Conseil européen ont vu le jour. Quant à la politique étrangère, il a déposé sur la table du Sommet de Lisbonne un rapport fracassant (co-signé avec Patten) sur les faiblesses de l'activité de l'UE au Kosovo. Cela lui a permis de reprendre les choses en main par une résolution sans ambiguïté adoptée à Lisbonne. Ce n'est qu'un début. Il y aura certainement une renégociation interne, car la Commission gère pour le moment la politique commerciale (extérieure) et les multiples programmes d'aide et humanitaires (qui englobe une centaine de délégations et mission autour de la planète). Une partie non négligeable du budget de l'UE !

La cabale contre Prodi a permis de signifier à la Commission qu'elle est et reste un organe subordonné au Conseil, qui, lui, est dans les mains de la tróika franco-germano-anglaise. Le Sommet en France, fin décembre 2000, sera certainement l'occasion d'une mise en scène conforme à cette refonte du pouvoir dans l'UE. ■

C'est depuis 1998, que la Commission a essayé de lancer le débat pour en faire une politique européenne (dans une Communication, intitulée « Moderniser et améliorer les systèmes de protection sociale »). Mais sur ce plan non plus, ce n'est pas simple : la politique sociale n'est pas du ressort "communautaire". Elle appartient aux États nationaux, donc aux Conseils des ministres où l'on décide en général à l'unanimité.

Tout en ne prenant aucune mesure concrète sur le fond, le Sommet de Lisbonne — les gouvernements réunis — a pris la décision politique de prendre l'obstacle à court terme. Deux points de procédure devraient inquiéter le mouvement ouvrier et syndical. D'abord, un "Groupe à haut niveau" (!) est chargé de faire « une étude sur l'évolution future de la protection sociale dans une perspective à long terme, en accordant une attention particulière à la viabilité des régimes de retraite... ». Ensuite, en analogie avec les conseils des ministres qui suivent l'application des Grandes orienta-

tions de politique économique (GOPE), « le Conseil européen [des premiers ministres et chefs d'État] se réunira chaque année au printemps pour débattre des questions économiques et sociales ». Curieusement ce ne sont pas les ministres des affaires sociales, mais ceux de l'économie et des finances (le fameux ECOFIN) qui veilleront sur cette "politique sociale", comme ils le font déjà pour les GOPE. Certes, d'autres ministères peuvent y contribuer, mais, dit le texte, « il n'est nul besoin de nouveaux processus ». Le but est de couper court à toute velléité de mettre en question les critères de l'Union monétaire (le traité de Maastricht et le pacte de stabilité). Par ailleurs, la Commission préparera un rapport de synthèse (c'est-à-dire un bilan) à soumettre aux instances citées, et, véritable innovation, il y aura, comme pour les critères de Maastricht à l'époque, « [définition] des calendriers spécifiques pour réaliser les objectifs à court, moyen et long terme » ; « [établissement] d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs et des critères d'évaluation par rapport aux meilleures per-

formances mondiales... » ; « [traduction de] ces lignes directrices européennes en politiques nationales et régionales en fixant des objectifs spécifiques », et « une évaluation et un examen par les pairs » c'est à dire une forte contrainte sur chaque gouvernement de l'UE.

« Vers le plein emploi » !

En fait, ces décisions s'inscrivent parfaitement dans la logique et les normes établies de l'UE. Le chapitre sur l'emploi dans le traité d'Amsterdam déclarait déjà que « l'objectif est un niveau d'emploi élevé », mais cela se fera « d'une manière compatible avec les GOPE ». Celles-ci sont basées sur « un élargissement de l'échelle de salaires vers le bas [avec] une réduction de 20 % à 30 % du coût salarial des activités peu qualifiées ». Cela implique « une réduction équivalente des allocations de chômage et des prestations sociales... » (5).

Le Conseil européen promet de « porter le taux d'emploi [actuellement de 61 % en

moyenne] à un niveau aussi proche que possible de 70 % d'ici à 2010. Et à faire en sorte que la proportion de femmes actives [actuellement de 51 % en moyenne] dépasse 60 % d'ici à 2010 ». Selon les calculs, cela signifierait 20 millions d'emplois à créer ! Cette "promesse" rappelle irrésistiblement les "prévisions" du rapport Ceccaldi des années 80 (3 à 5 millions d'emplois à créer par l'instauration du Marché unique) et les 15 millions d'emploi évoqués dans le *Livre blanc* de Jacques Delors (6), ramené, en cours de route, à « la réduction de moitié du chômage » avant l'an... 2000 (dont Kohl s'était fait le champion à un moment donné). Aujourd'hui, il ne s'agit plus d'emplois à plein temps, à durée indéterminée, avec un salaire complet et selon les normes sociales légales et les droits reconnus. Ce sont des emplois "à l'américaine", produit de la "nouvelle économie" !

La première chose à attendre, liée à cette transfiguration de la notion d'"un travail", sera la réorganisation de l'appareil statistique : quel emploi ? qui est chômeur ? Pour l'exemple : aux États-Unis, pour être comptées parmi les chômeurs, les personnes doivent prouver qu'elles ont activement cherché un emploi dans les 7 jours qui ont précédé le sondage ; 2 heures de travail par semaine suffisent pour sortir des statistiques ! Si on retire des statistiques (ce qui se fait déjà dans plusieurs pays de l'UE) tous ceux et celles qui suivent une formation, et si on peut expulser tous ceux et celles qui n'ont pas accepté un travail ou une formation "proposés", la route vers le "plein emploi" est ouverte !

La mise en place de "l'État social actif" cadre parfaitement avec le vrai objectif de l'UE : « réformer le marché du travail » en faisant sauter ses prétendues « rigidités structurelles ». Cet objectif est à son tour lié au « nouvel objectif stratégique » : engager la bataille concurrentielle dans l'arène mondiale. Cela fait peser une menace mortelle sur la cohésion du monde du travail en Europe.

C'est cela qui est maintenant inscrit à l'ordre du jour et qui deviendra une priorité politique de l'UE. Déjà appliqué en partie dans tous les pays-membres, elle aura la force d'une "coordination intergouvernementale".

La politique de plein emploi vise à exploiter au maximum toute la main d'œuvre dis-

ponible dans la société, notamment les femmes et les vieux. Cela nécessite un véritable bouleversement pour répondre aux nouvelles technologies. Mais cette insistance sur une formation moderne vise aussi à conquérir une base dans la société chez les jeunes, fascinés par le modèle culturel "américain" (portable, ordinateur, vidéo, CD, DVD).

Depuis les années 80 les patrons (et les médias à leur service) avaient déjà exploité le conflit inter-générationnel. Ils avaient besoin d'une main d'œuvre jeune, plus énergique et plus malléable. Il fallait obtenir le départ de la vieille génération sans menacer la paix sociale. Le système des préretraites fut la

génération y gagnerait : ceux et celles qui le veulent, auront une formation "moderne" ; chacun(e) selon ses capacités trouvera un emploi (certes pas à des conditions tout de suite optimales, mais quand même...) et les plus "dynamiques" pourront se faire du fric. Les nouveaux "héros" du marché et de la "cyber-économie" le prouvent...

Sur plusieurs plans, la condition travailleuse se trouve gravement détériorée. Toute la politique néolibérale pousse vers l'inégalités accrue au sein du monde du travail. Dans plusieurs pays, les contrats à durée indéterminée (CDI) sont minoritaires par rapports aux contrats à durée déterminée (CDD) et les part-time : ce qui était atypique enco-

re au début des années 90 est devenu la règle. Les lois sociales sont allègrement "évitées" ; ou bien ridiculisées (par exemple des contrats de travail d'une demi-heure... à répétition !).

Malgré la relance économique, les patrons freinent des quatre fers sur les salaires. Cette politique restrictive devient un argument pour élargir le système des primes liées aux résultats de l'entreprise et pour favoriser l'épargne salariale ou l'actionnariat ouvrier. A côté de la division entre allochtones et autochtones, hommes et femmes, différentes strates de revenus, d'insertion sociale, de qualification, de comportement social-culturel divisent de plus en plus le monde du travail, en plus d'une individualisation accrue. La politique fiscale joue à cet égard un rôle très perfide. Les "entreprises" de la "nouvelle économie" condensent et renforcent les affres de cette jungle sociale.

La social-démocratie est euphorique depuis Lisbonne : « le plein emploi revient, l'économie marche ». Un nouveau consensus social est en élaboration où les sommets de la bureaucratie syndicale prendront leur part du boulot. Le sommet que l'UNICE organisera à Bruxelles fournira une indication importante à cet égard.

La résistance continuera. Mais il faudra bien prendre la mesure de la nouvelle ampleur de l'offensive néolibérale, de son écho dans la population et son impact structurel dans le monde du travail. ■



Tony Blair en vainqueur de la contre-réforme

réponse, mais elle était trop partielle et, surtout trop coûteuse. Depuis lors, s'y était ajouté un bombardement idéologique autour de la "bombe démographique" (à l'envers de celle du Sud) qui rendrait les retraites par répartition "impayables". La vieille génération fut ainsi accusée "d'égoïsme" et de "corporatisme". Le même argument fut utilisé quant aux salaires : leur augmentation empêcherait la création d'emplois, voire déboucherait sur leur suppression, mènerait aux licenciements. Mais d'un point de vue patronal, tout cela fut « trop tard et trop peu » : pour y arriver le patronat se heurtait à une classe d'âge dans les entreprises qui constitue aussi la colonne vertébrale du mouvement syndical et de la résistance.

Avec l'introduction massive de nouveaux outils de travail, "le nettoyage" du marché du travail pourrait se faire plus rapidement, et à bon compte : le processus progressif et graduel de la dérégulation passerait à une brusque accélération. Les idéologues de la bourgeoisie expliquent que toute la jeune

5. cf. la communication de la Commission européenne Croissance et emploi..

6. Publié en 1993 sous le titre *Croissance, compétitivité et emploi*.

Les nôtres

Libardo Gonzalez, fondateur du trotskisme en Colombie

Victime d'une crise cardiaque, notre camarade Libardo Gonzalez est mort le 27 mars, alors qu'il se rendait à l'Université nationale de Bogota, où il était attendu pour un exposé sur la situation internationale.

Âgé de 58 ans, il avait fondé au début des années 1970 "Espartaco", le premier groupe trotskiste de Colombie. Militant exemplaire, il avait préféré s'éloigner du PSR (section de la IV^e Internationale) lorsque certains de ses dirigeants se furent engagés dans la médiation entre la guérilla et le gouvernement colombien en 1981. Il n'est revenu au sein de la direction de notre organisation qu'après que celle-ci soit parvenue à redresser son cours politique, en 1985. Dans une situation difficile il n'a cessé de chercher la voie pour regrouper les révolutionnaires dans une organisation plus forte qui respecte la démocratie en son sein et dans le mouvement de masses. Il a pris part à l'intégration du PSR au sein de "A Luchar", puis il fit partie de ceux qui tentèrent de construire le "Corrente de renovacion socialista". Après l'échec de ce projet politique Libardo se consacra à l'analyse et à la formation politique. Son engagement lui a valu d'être détenu par l'armée en 1982 et en 1992. Professeur d'Université, il a écrit de nombreux ouvrages d'histoire de la Colombie et d'analyse économique. Il n'a jamais cessé de plaider en faveur de la IV^e Internationale, diffusant sa presse et traduisant ses écrits. Lorsque la mort l'a surpris, il envisageait de publier les derniers écrits d'Ernest Mandel et il collaborait avec l'organisation "Presentes por el socialismo".

Les nôtres

Tony Cliff, dirigeant du Socialist Workers Party de Grande Bretagne

Tony Cliff (pseudonyme d'Ygaël Gluckstein) est mort le 9 avril 2000, à l'âge de 82 ans. Il a consacré sa vie à construire le Socialist Workers Party (Parti socialiste ouvrier), devenu la plus grande organisation de l'extrême-gauche britannique. Malgré une série de désaccords politiques et analytiques, il est clair que Cliff a apporté une contribution importante à la politique révolutionnaire en Grande Bretagne. Son énergie et son inté-

1. L'Alliance socialiste de Londres (LSA) a été constituée par la gauche radicale britannique, originellement à l'initiative du Socialist Party (SP, ex-tendance "Militant" du Labour party) et sans l'engagement du SWP. Ce dernier a par contre joué un rôle essentiel pour relancer la LSA en août 1999 (cf. le dossier publié dans *Inprecor* n° 446 d'avril 2000).

2. Tommy Sheridan est député du Parti socialiste écossais (SSP) au Parlement écossais. Pour plus d'informations sur le SSP on se reportera à l'article de Murray Smith publié en p. 23.

3. Alain Krivine, porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, section française de la IV^e Internationale) est député au Parlement européen.

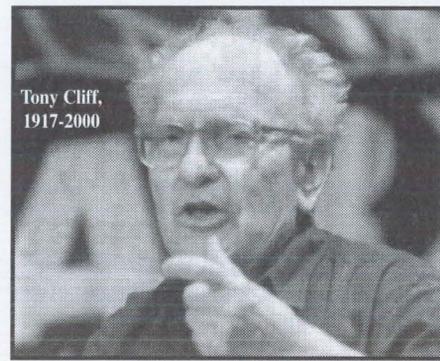
grité nous manqueront et sans lui le mouvement ouvrier sera un peu plus pauvre.

Cliff devint trotskiste dans sa Palestine natale dans les années 30. Il devint aussi un adversaire du sionisme et un défenseur des droits nationaux des Palestiniens. Après un séjour en prison en Palestine, il arriva en Grande-Bretagne peu après la fin de la deuxième guerre mondiale et rejoignit le principal groupe trotskiste de l'époque, le Revolutionary Communist Party (RCP). Même s'il n'en était pas le créateur il devint rapidement le principal défenseur de la théorie du "capitalisme d'État" — l'idée que l'URSS était un pays capitaliste dominé par l'État, et pas un État ouvrier dégénéré comme Trotsky l'avait développé dans "La révolution trahie". Ces idées ont été consignées, en 1948, dans un important travail intitulé "Le Capitalisme d'État en Russie" (publié en 1955). Après son exclusion du RCP, à la fin des années 40, il fonda le groupe appelé "Socialist Review" (Revue Socialiste), qui deviendra plus tard Internationalist Socialists (IS, Socialistes internationalistes) et ensuite, en 1974, prendra le nom de SWP.

J'ai rencontré Cliff pour la première fois il y a environ 40 ans, quand j'étais un jeune délégué syndical (shop steward) dans l'industrie automobile d'Oxford et encore membre du Parti communiste, même si j'étais un dissident. A ce moment, il y avait deux organisations trotskistes à Oxford : la SLL, Socialist Labour League (healyste), et l'IS de Cliff. La SSL était en plein essor car elle venait de gagner la direction de l'organisation de jeunesse du Labour Party, les Young Socialists. Elle recrutait beaucoup de jeunes et son intervention syndicale était impressionnante dans certains secteurs de l'industrie. L'IS était beaucoup plus petite et cherchait à s'implanter dans l'industrie. Mon intérêt croissant, comme celui d'autres militants de l'automobile, pour le trotskisme, était stimulé par les contacts avec le groupe étudiant du SLL à l'université. Mais nous avions aussi des discussions avec Tony Cliff. On essayait d'organiser une réunion où il prendrait la parole. A ce moment, Cliff fut le promoteur d'une démarche "basiste" dans le travail syndical, résumée dans la formule "le socialisme par en bas". Cela se traduisit notamment dans son refus de conquérir des positions dirigeantes dans l'appareil syndical. Nous avions une opinion totalement opposée sur ce point. Bien entendu, la clé de la tactique était de construire à la base. Mais faire et réussir cela et ensuite laisser la direction dans les mains de la droite, qui l'utiliserait pour combattre la gauche syndicale à la base, n'avait à notre avis aucun sens.

Pas convaincus non plus par sa théorie du "capitalisme d'État", nous avons tenté d'organiser un débat contradictoire entre Cliff et Healy. Finalement, en absence de Cliff, ce débat eut lieu entre Healy et un membre local de l'IS. Une des conséquences les plus dommageable de cette dernière théorie fut la ligne politique que Cliff en déduisit "Ni Washington ni Moscou", ce qui amena l'IS à des hésitations et des ambiguïtés quand l'impérialisme s'engagea dans la guerre contre le peuple du Viêt-nam.

Notre adhésion à la SLL de Healy, quelques années plus tard, était largement le fruit du désaccord avec les deux points-clé de Cliff : le "basis-



Tony Cliff, 1917-2000

me" et le "capitalisme d'État".

Lors de la chute du Mur de Berlin et de l'effondrement de l'URSS et des régimes staliniens à l'Est, Cliff y vit une confirmation irréfutable de sa théorie du capitalisme d'État. Cette position fut partagée par tout le SWP ; cela lui donna une forte confiance en soi au moment où les Partis communistes étaient en chute libre et où des secteurs de la gauche révolutionnaire tiraient des conclusions pessimistes de ces événements. Le SWP de son côté n'était pas affecté par ce bouleversement puisque « ces États étant de toute façon capitalistes, qu'est-ce qui avait changé ? ». Cette confiance en soi avait donné un avantage certain au SWP sur le plan militant.

Pourtant les difficultés immenses à "importer" dans l'ex-URSS l'économie de marché généralisée, c'est à dire... le capitalisme, devraient suffire à admettre que le mode de production capitaliste n'y avait pas dominé, jugement qui n'impliquait nullement un quelconque soutien à la direction bureaucratique.

Avec environ 5000 membres le SWP est devenu la principale organisation d'extrême-gauche du pays. Mais elle restait une organisation dogmatique, autocratique et "insulaire". Son objectif prioritaire était le recrutement, quitte à écraser les autres organisations radicales.

Au cours de la dernière période pourtant — celle qui a précédé le décès de Cliff — le tournant droitier du mouvement ouvrier britannique sous la houlette de Blair, a mis à l'ordre du jour la nécessité de l'unité à gauche, afin de trouver une parade politique. Paradoxalement, la lourde défaite du mouvement ouvrier des années 80 et le niveau historiquement le plus bas des grèves impulsent aujourd'hui une réorganisation de la gauche afin de dégager une alternative au blairisme.

Une des conséquences de cette situation nouvelle est l'ouverture du SWP au dialogue et à l'activité commune avec les autres forces de l'extrême-gauche. Le SWP dirige aujourd'hui la London Socialist Alliance (1) qui participe aux élections municipales, et qui pourrait continuer à organiser des campagnes communes après les élections. Au meeting central de la LSA, le 15 avril, Paul Foot du SWP partageait le podium avec Tommy Sheridan (2) et Alain Krivine (3). Le sujet : comment reconstruire une gauche en Europe. C'était inimaginable, il y a un ou deux ans !

Tony Cliff a réussi à construire une organisation substantielle. Il y a consacré la majeure partie de sa vie. Si cette organisation poursuit son cours politique actuel, elle contribuera à un progrès sans précédent de la gauche en Grande-Bretagne et ailleurs.

Alan Thornett

Éléments pour une critique de la "nouvelle économie"

Après les odes à la gloire de la " nouvelle économie ", présentée comme étant une nouvelle forme de régulation, la chute des indices boursiers au cours de la seconde semaine d'avril a relancé le débat sur la conjoncture économique et, au delà de celui-ci, sur l'éventualité d'un retournement de la phase dépressive de l'onde longue, dont on date généralement le début de la crise de 1974.

Les économistes marxistes considèrent en général, à la suite d'Ernest Mandel, que si le début d'une phase dépressive de l'onde longue est dû à l'accumulation des contradictions qui minent le mode de régulation lors d'une phase expansive, le retournement de l'onde (et donc une nouvelle phase expansive) implique des facteurs exogènes à l'économie : une modification des rapports de forces entre les classes, une impulsion politique d'une direction bourgeoise affermie, une "révolution technologique" permettant des gains de productivité, etc. La remontée du taux de profit au cours des deux décennies précédentes, l'ouverture (encore inégale) au commerce des marchés nouveaux (Europe de l'Est, ex-URSS, Chine...) enfin la durée de la haute conjoncture aux États-Unis (la neuvième année de croissance) sont parmi les facteurs qui alimentent le débat sur l'éventualité d'une nouvelle onde longue expansive. L'histoire de l'économie capitaliste nous enseigne par ailleurs que les facteurs permettant une onde longue expansive diffèrent à chaque fois et qu'il serait erroné d'imaginer aujourd'hui un retour aux "trente glorieuses" — au mode de régulation de l'économie capitaliste durant la "guerre froide".

Sans avoir la prétention de trancher ce débat, nous publions dans ce numéro plusieurs articles qui donnent différents éclairages sur les contradictions de l'économie actuelle : le mini-krach boursier du vendredi 14 avril 2000 analysé par Maxime Durand, la "nouvelle économie" et le rôle de l'endettement dans les relations économiques du Canada et des États-Unis, vus par Marc Bonhomme. Nous comptons revenir sur le sujet avec d'autres articles dans nos prochains numéros. Le capitalisme étant aussi une société dans laquelle la marchandise marque le développement social dans son ensemble, nous avons choisi de compléter ce dossier par l'analyse des flux culturels dans l'histoire du capitalisme, proposée par Francisco Louça. [J. M.]

À propos d'un mini-krach

Par
Maxime Durand*

La mini-crise boursière d'avril 2000 a été épongée en quelques jours. Elle reste néanmoins le symptôme de déséquilibres plus fondamentaux qui font peser des doutes sérieux sur la capacité de la "nouvelle économie" à fonder une nouvelle onde longue expansive.

Derrière les raisons immédiates de la mini-crise

Deux éléments ont été les déclencheurs de la crise. Le premier est le jugement rendu dans l'affaire Microsoft qui a été interprété comme la fin des super-profits liés aux technologies de l'informatique. Le 24 avril, l'action Microsoft a perdu en une journée 15,7 % et se situe en baisse de 44 % par rapport à la fin 1999. Le second facteur est l'annonce de l'indice de l'inflation qui, avec 0,7 % en un seul mois, semble marquer un brusque saut en avant et confirme un léger mouvement de redémarrage de l'inflation.

Comme c'est bien souvent le cas, les facteurs qui déclenchent une crise n'en sont pas les causes profondes, et les chocs boursiers résultent souvent d'une tendance à l'exagération, à la sur-réaction. Mais ces deux signes, dans l'esprit des intervenants, venaient jeter un doute inquiétant sur deux des principaux ressorts de l'euphorie ambiante. L'affaire Microsoft est venue souligner que l'accumulation sans fin de profits considérables n'est pas garantie. Rappelons que Bill Gates est l'un de ces trois hommes dont les fortunes réunies dépassent, selon les calculs du PNUD, le PIB des 48 pays les plus pauvres. Que le géant de la "net-économie" puisse ainsi trébucher a été perçu comme un message inquiétant.

La flambée inflationniste, si elle devait se confirmer, viendrait mettre un terme à l'un des traits les plus frappants de la "nouvelle économie", à savoir la possibilité pour l'économie américaine de connaître un cycle de croissance relativement élevée, de retour à un quasi-plein-emploi (pour les normes américaines) sans que l'inflation redémarre et vienne provoquer le retournement du cycle. Cette très grande sensibilité de Wall Street à

l'inflation ne peut certainement pas s'analyser comme la crainte d'une perte de compétitivité tant la contrainte extérieure est relâchée. Ce dont il s'agit, c'est de la répartition des revenus, et l'inflation intervient ici d'une double manière.

Pour les détenteurs d'actifs financiers, toute hausse des prix vient réduire la valeur réelle des patrimoines ainsi que les revenus qu'ils procurent. L'inflation est en outre un indicateur de tension sur le marché du travail et reflète la résistance des patrons à une amélioration de la situation des salariés. De ce point de vue, l'économie américaine a toujours été marquée par cet enchaînement cyclique : la reprise fait reculer le chômage et, grâce à ce meilleur rapport de forces, les salariés obtiennent des augmentations plus rapides de leur pouvoir d'achat. Les patrons répondent en augmentant leurs prix pour maintenir leurs marges, puis la Federal Reserve Bank (la Banque centrale) augmente

* Maxime Durand est membre du Groupe de travail économique de la Ligue communiste révolutionnaire (section française de la IV^e Internationale).

"Nouvelle économie"

les taux d'intérêt, de manière à freiner l'activité. Tout cela confère à l'économie des États-Unis un profil cyclique assez répétitif.

Une nouvelle économie ?

Mais, justement, le dernier cycle a donné l'impression que ces mécanismes étaient neutralisés et c'est l'une des composantes (avec les nouvelles technologies) de cette fameuse "nouvelle économie". C'est ce qui explique également que le cycle actuel est présenté comme particulièrement vigoureux et exceptionnellement long. Il a semblé en effet que la baisse du taux de chômage ne poussait plus les salaires, ni les prix, à la hausse. Les choses sont un peu plus compliquées et méritent qu'on revienne un peu en arrière pour considérer l'ensemble du dernier cycle, en distinguant deux phases. Après la récession du début des années quatre-vingt-dix, le cycle redémarre normalement, et la croissance est de l'ordre de 2,7 % entre 1991 et 1995. Puis, à partir de 1996, la croissance trouve un second souffle et passe à une moyenne annuelle de 3,7 %, de surcroît plus régulière. C'est donc sur une période assez réduite que s'esquisse cette "nouvelle économie". Les principales caractéristiques de cette phase conjoncturelle atypique sont les suivantes :

— l'investissement continue à croître beaucoup plus vite que le PIB et constitue donc un élément dynamique ;

— il permet de dégager des gains de productivité plus élevés que par le passé ;

— ces gains de productivité permettent au salaire réel de recommencer à croître (d'autant plus que la durée du travail augmente) sans trop rogner la part des profits ;

— l'inflation est contenue pour deux raisons : la première est que les gains de productivité compensent une bonne partie des hausses de salaire ; la seconde est que les États-Unis bénéficient d'une baisse du coût des importations, grâce à la montée du dollar et à la baisse des prix des matières premières ;

— la consommation se met elle aussi à progresser beaucoup plus vite que le PIB sur la base d'une baisse du taux d'épargne : elle augmente nettement plus vite que le revenu des ménages, dont l'endettement progresse très vivement. Cet endettement correspond, pour 200 ou 300 milliards de dollars, au fait que des ménages empruntent des dollars pour acheter des actions ;

— les dépenses publiques baissent en proportion du PIB (notamment les dépenses

militaires dans la première moitié des années quatre-vingt-dix), et les exportations marquent le pas ;

— l'équilibre économique entre offre et demande se réalise par une accélération des importations qui creuse le déficit extérieur. Il faut ici rapprocher deux chiffres : au quatrième trimestre 1999, la croissance atteint 7 % en rythme annuel, mais le déficit extérieur s'est dégradé encore un peu plus pour atteindre un rythme équivalant à 400 milliards de dollars annuels.

Un impérialisme high tech

La nouvelle économie américaine mélange donc deux ingrédients qu'il est difficile de démêler : il y a une composante "high tech" et une composante "néo-impérialiste". La première correspond à la partie "saine" du phénomène, qui permet d'entrevoir les prémices d'une nouvelle onde longue : la reprise de l'investissement a engendré un redémarrage de la productivité. Il s'agit au fond d'un mécanisme qui n'a d'ailleurs rien de "nouveau". Ce qui était inhabituel, c'était au contraire la longue phase précédente caractérisée, depuis le milieu des années quatre-vingt, par une restauration du profit sans reprise de l'accumulation. Les nouvelles technologies jouent évidemment un rôle décisif, mais cela n'a rien de nouveau non plus : dans chaque cycle, un certain nombre de secteurs jouent un rôle moteur autour d'innovations-phares. Il faut d'ailleurs noter en passant à quel point cette configuration dément les analyses simplistes du capitalisme financier comme opposé à l'investissement productif : les États-Unis sont à la fois le pays le plus financiarisé et celui où l'investissement productif a le plus augmenté au cours du dernier cycle.

Il est assez symbolique cependant de constater que l'on parle d'un Nouvel Age, uniquement parce que les capitalistes recommencent à investir et réalisent des gains de productivité ! Le problème est que ce retour à un fonctionnement plus vertueux du capitalisme, à un "quasi-fordisme" où la part des salaires rattrape son retard repose sur des effets de domination asymétriques à l'égard des autres régions du monde. Les États-Unis disposent en effet du pouvoir de faire financer l'accumulation de leur capital par le reste du monde. Quelques chiffres sont nécessaires pour prendre la mesure de ce phénomène. En 1992, l'investissement productif représentait 10 % du PIB et il est passé à 12,5 % en 1999 : les flux d'investissement supérieurs à cette barre de 10 % du PIB représentent, une fois cumulés, 250 milliards de dollars. Sur la même période 1992-

1999, le déficit cumulé de la balance extérieure représente 225 milliards de dollars. Autrement dit, l'effort supplémentaire d'investissement a été financé à 90 % par le reste du monde.

Un déficit extérieur représente en effet une entrée de capitaux et, de manière symétrique, un excédent commercial implique une sortie de capitaux. On en vient donc à mettre le doigt sur un phénomène relativement bien connu mais qui prend depuis deux ou trois ans une importance renouvelée : c'est le Japon et l'Europe qui financent la reprise de l'accumulation aux États-Unis. Ce développement inégal de l'accumulation suffit à affirmer que le modèle américain n'est pas facilement reproductible dans toutes ses dimensions.

Euphorie maîtrisée ou correction inévitable ?

La manière dont Wall Street, y compris le Nasdaq, a avalé le mini-krach est assez fascinante. Mais elle ne doit rien au soutien des institutions financières internationales dont on voit d'ailleurs mal de quels instruments d'intervention directe et immédiate elles pouvaient disposer. La manière dont les marchés ont repris le contrôle a été bien décrit par Stephen Roach, économiste en chef de la banque Morgan Stanley Dean Witter, dans un entretien au Monde : « personne n'a envie de voir ce marché arrêter de monter. Les investisseurs refusent d'accepter la réalité ». Ce n'est probablement que partie remise et cela pose la question de la difficile régulation des marchés financiers. Celle-ci est indirecte et passe par la politique monétaire, autrement dit par les taux d'intérêt.

Mais la dernière livraison du rapport économique du FMI (*World Economic Outlook*) souligne les contradictions de cette intervention (1). Dans son chapitre 3, il montre que la bonne politique consiste à freiner préventivement l'envol spéculatif par une hausse mesurée des taux d'intérêt et, si survient un krach, à baisser généreusement les taux d'intérêt de manière à arroser les marchés de liquidité comme cela a été le cas après le krach d'octobre 1987. Mais dans son chapitre 1, le FMI (ou un autre de ses experts) recommande une politique de resserrement progressif des taux d'intérêt qui vient un peu tard et risque de durcir le retournement cyclique si on en croit l'analyse du précédent de 1929 proposée dans le chapitre 3.

Le guidage à vue est d'autant plus difficile que la Bourse a largement décollé de toute détermination objective, ce que les analystes appellent les "fondamentaux". Le dernier rapport du FMI cherche à mesurer

1. <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2000/01/index.htm>.

l'ampleur du dérapage de diverses manières. Le ratio le plus répandu est le PER (*Price/Earning ratio*) qui compare le cours d'une action au bénéfice par action réalisé par l'entreprise. Ce ratio est aujourd'hui aux États-Unis de l'ordre de 30 alors que la théorie financière évaluerait aujourd'hui à 20 ce qui serait cohérent avec les autres paramètres (taux de croissance, taux d'intérêt, prime de risque). Tout cela est fragile mais on peut admettre l'ordre de grandeur d'une surévaluation de 50 %, ce qui signifie que les cours devraient baisser d'un tiers pour retrouver des valeurs d'équilibre.

Ce raisonnement correspond à une logique simple : les actions sont un droit de tirage sur le profit et leur valeur doit donc refléter la rentabilité qui sous-tend la rémunération financière. L'écart entre rentabilité et capitalisation boursière est devenu particulièrement "monstrueux" dans le cas des entreprises de haute technologie cotées sur des marchés spécialisés comme le Nasdaq aux États-Unis. Pour que l'économie réelle confirme les paris pris sur l'avenir sous forme

point de vue du capital en général. Les "vraies" entreprises sont donc seulement exposées à un risque de rachat de la part d'entreprises indûment gonflées. Le second biais provient de la capacité des actions Internet à capter l'apport d'argent frais au détriment du cours des entreprises "traditionnelles" même si elles sont en fait plus rentables. Bref, cette situation absurde, où Yahoo ! pèse autant que General Motors, devra se dénouer d'une manière ou l'autre.

Plus dure sera la chute ?

Trois inconnues pèsent sur les modalités de la correction à venir : son amplitude, sa profondeur et son impact sur l'économie réelle. La première question concerne les rapports entre les deux secteurs des marchés financiers, "traditionnel" et "high tech". La surévaluation des cours étant surtout le fait du second (mais pas seulement), on pourrait imaginer une correction sélective épargnant le cœur traditionnel de la Bourse et qui pourrait même le renforcer si les investisseurs se désengageaient du secteur high tech pour se reporter vers le second — un peu comme les capitaux fuyant les Bourses des pays émergents étaient venus doper les marchés financiers du Nord en 1998. La seconde inconnue concerne, mais les deux questions sont évidemment liées, la profondeur de la correction. Il faut prendre en compte ici l'existence d'investisseurs institutionnels importants — notamment les fonds de pension — qui tendent à stabiliser les marchés en formant une sorte de plancher stabilisateur. Ces fonds de placement n'ont pas vraiment la possibilité de quitter la Bourse : la seule alternative serait de se déporter vers

les obligations et bons du Trésor, mais cette voie est étroite et peut d'ailleurs être contrôlée par les pouvoirs publics.

C'est sans doute la troisième dimension qui fournira la clé de ces deux inconnues précédentes : la question est ici de savoir dans quelle mesure un décrochage boursier va se transmettre à l'économie réelle. De ce point de vue, le modèle capitaliste actuel comporte deux talons d'Achille, qui sont "l'effet richesse" et le déficit extérieur des États-Unis. L'effet richesse désigne le fait que les particuliers américains, pris dans leur ensemble, consomment beaucoup parce qu'ils disposent, au moins potentiellement, d'un patrimoine financier confortable. Si celui-ci est brusquement dévalorisé, ces pertes conduiront les ménages à réviser à la baisse leur comportement de consommation

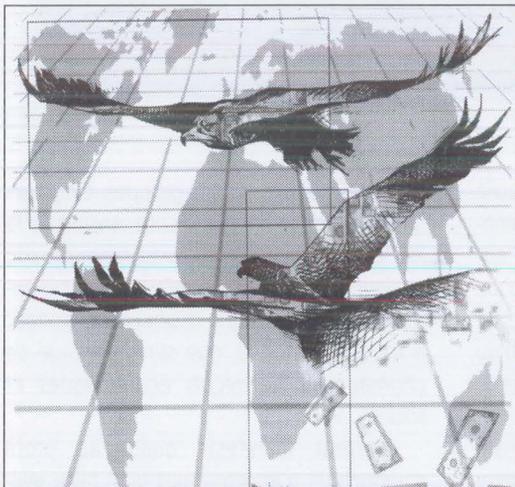
et à contribuer ainsi à durcir le retournement conjoncturel. Ce mouvement risque fort de faire boule de neige, en cas de faillite de ménages lourdement endettés pour consommer ... ou pour spéculer.

Le second point faible est la balance des paiements américaine. L'impérialisme dominant dispose du privilège d'avoir un déficit important et une monnaie toujours aussi forte. L'Europe et le Japon enregistrent des excédents commerciaux qui sont recyclés pour le financement de l'accumulation aux États-Unis. Mais cela ne peut fonctionner qu'à l'intérieur de certaines limites. La première est le dynamisme de l'économie américaine qui légitime le dispositif d'ensemble ; la seconde est le cours de l'euro par rapport au dollar qui a constamment baissé depuis la mise en place de la monnaie commune. Supposons que la Fed augmente les taux pour freiner l'inflation, la croissance et le déficit extérieur. Le ralentissement de l'économie devrait alors mettre un terme à la montée du dollar qui pourrait même redescendre par rapport à l'euro. Mais dans ce cas, le processus peut-il être réellement contrôlé de part et d'autre de l'Atlantique ? Ce n'est pas évident. Si le freinage est brutal aux États-Unis et s'accompagne d'une baisse du dollar, la montée des taux d'intérêt et la perte de compétitivité déclencherait une onde de choc récessive qui inverserait la conjoncture en Europe, de telle sorte que ce que l'on pouvait raisonnablement prévoir au lendemain de la crise financière de 1998 finirait par se traduire. Ce retournement s'accompagnerait inévitablement de tensions accrues à l'intérieur de l'Europe, en fonction des réactions divergentes de chaque pays à ce que les économistes appellent un "choc asymétrique".

Économie virtuelle contre économie réelle ou dividendes contre salaires ?

« *Le capital porteur d'intérêt, forme aliénée du rapport capitaliste* » : cette formule de Marx — c'est le titre du chapitre 24 du livre 3 du *Capital* — montre que le miracle de la multiplication des pains qui s'opère en Bourse fascine le capital depuis longtemps. On a là « *de l'argent produisant de l'argent, une valeur se mettant en valeur elle-même, sans aucun procès qui serve de médiation aux deux extrêmes* ». En étant persuadé que ce miracle résulte d'une application astucieuse des nouvelles technologies, les nou-

2. La capitalisation d'une entreprise est la valeur totale de ses actions, calculée sur la base de leur cours en Bourse.



de surévaluation, il faudrait en somme que les profits soient multipliés dans des proportions considérables, ce qui impliquerait des taux d'exploitation — heureusement — hors de portée.

La situation ne peut pas durer, ne serait-ce que parce qu'elle entre en contradiction avec une règle essentielle de fonctionnement concret du capitalisme qui porte sur la concurrence entre capitaux. Celle-ci est en effet profondément faussée. La taille des capitalisations (2) ne reflète plus la taille réelle des capitaux. Qu'une entreprise comme AOL, qui n'est au fond qu'une entreprise de service informatique de taille moyenne, ait pu racheter un géant de l'industrie des loisirs comme Time Warner est parfaitement symbolique de la nouvelle économie, mais est en même temps complètement irrationnel du

"Nouvelle économie"

veaux patrons de start-up tombent donc dans une illusion fort ancienne à laquelle Marx répond par avance : « pour les économistes vulgaires qui essaient de présenter le capital comme source indépendante de la valeur et de la création de valeur, cette forme est évidemment une aubaine puisqu'elle rend méconnaissable l'origine du profit ».

Mais peut-on vraiment s'enrichir en dormant ? La réponse devrait aller de soi, surtout pour des marxistes armés de la théorie de la valeur : il ne peut s'agir que d'un transfert, d'un prélèvement que réalisent les revenus financiers sur la richesse produite. Au fond, c'est parce que les salaires sont bloqués (et que l'investissement productif n'augmente pas à moyen terme) qu'une partie de la valeur ajoutée peut être captée par les boursiers habiles : l'argent qui leur tombe du ciel n'est rien d'autre que du salaire non versé. L'idéologie particulière du nouveau capitalisme prend alors la forme d'une vaste entreprise d'auto-persuasion qui cherche à se convaincre — comme au temps de Marx — du pouvoir du capital (ou de l'Internet) de faire de l'argent en dehors de tout processus d'exploitation. C'est ce que Marx appelle le "fétiche capitaliste".

En réalité, la montée impressionnante de la Bourse depuis quelques années correspond à une configuration particulière où le taux de plus-value augmente mais pas le taux d'accumulation, et cette plus-value non accumulée est le moteur de la finance. Ce n'est donc pas par hasard que les hymnes à la nouvelle économie s'accompagnent d'éloges de l'actionnariat salarié. Le but recherché est d'institutionnaliser cette nouvelle règle : les salaires doivent être gelés, et la progression de la rémunération des travailleurs ne doit plus passer que par "l'épargne salariale" ou les fonds de pension. On cherche ainsi à légitimer le mode actuel de répartition des revenus, à s'attacher une base sociale, à diviser le salariat entre ceux qui ont des actions et les autres, et à acheter de cette manière le blocage du salaire, comme celui de la protection sociale.

Est-ce que cela peut continuer ? La réponse est au fond politique et sociale. L'un des éléments constitutifs de la nouvelle économie est de vouloir obtenir "le beurre et l'argent du beurre", autrement dit d'avoir une croissance soutenue tout en contenant la progression des salaires. D'un point de vue

strictement économique, il n'y a aucune limite à cette configuration dont le seul tort est d'être extrêmement inégalitaire. Mais si cette configuration est rejetée, si les salariés se remettent à revendiquer leur part, alors la fuite en avant peut se transformer en déroute, tout simplement parce qu'on ne peut pas distribuer plus de richesse que l'on en crée. Si la croissance se maintient quelques années à 3 % ou 4 % et que la masse salariale augmente elle aussi de 3 % ou 4 % alors une progression annuelle de 30 %, de 50 % voire de 100 % des profits boursiers n'est plus tenable.

le, et parce qu'il agence l'économie mondiale de telle sorte que s'étendent périodiquement les zones de dépression économiques. Il s'est installé dans une phase à dominante récessive, plus longue que des épisodes comparables de son histoire. Le cycle actuel qui se développe sur fond de crise de surproduction peut difficilement être perçu comme la mise en place d'un nouvel ordre économique, mais l'effondrement final n'est pas non plus automatique. Le plus probable est aujourd'hui le passage progressif à une décélération générale, qui s'étalerait jusqu'en 1999, et pourrait être masqué par les



Nous sommes en tout état de cause entrés dans une phase d'instabilité boursière : si le mini-krach a pu être épongé, l'euphorie a été refroidie et on peut prévoir de nouveaux faux pas. Un krach en Bourse ne signifierait pas pour autant le krach (final) du capitalisme. On pourrait même dire que le capitalisme a aujourd'hui besoin d'un tel choc qui entraînerait une bonne dévalorisation du capital, la ruine des petits intervenants parasites, et un coup de fouet vers de nouvelles fusions. C'est sans doute la condition nécessaire, d'un point de vue strictement économique, à une nouvelle phase durable de croissance. Mais une telle remise à zéro des compteurs casserait en même temps toute tentative de "vendre" l'actionnariat salarié et jetterait un violent coup de projecteur sur les limites du capitalisme actuel.

Les coordonnées d'une nouvelle onde longue

Dans un article paru il y a deux ans (3), nous avançons la conclusion suivante : « le capitalisme mondial ne réussit pas à jeter les bases d'une nouvelle onde longue expansive, parce qu'il est incapable d'assurer une croissance soutenue de la demande salaria-

profits élevés des grands groupes. On pourrait alors entrer dans une crise ouverte de la légitimité néolibérale. Il faudra bien que soit un jour prochain tiré le bilan de tant d'années d'austérité qui ne débouchent, partout à travers le monde, que sur davantage de chômage et de reculs économiques et sociaux. »

L'erreur manifeste quant au profil conjoncturel n'implique pas qu'il faille réviser le pronostic d'ensemble sur une nouvelle onde longue expansive. Il est absolument essentiel de dissocier les deux questions. La théorie des ondes longues, telle que nous l'interprétons, consiste à montrer qu'une nouvelle phase expansive suppose que le capitalisme mette en place un modèle cohérent défini par quatre éléments (4) :

- un mode d'accumulation du capital ;
- un type de forces productives matérielles ;
- un mode de régulation sociale ;
- le type de division internationale du travail.

Or, les réponses du capitalisme contemporain à ces exigences sont partielles, contradictoires et socialement peu légitimes. La cohérence du modèle, si tant est qu'elle existe, repose en effet sur des évolutions régressives sur chacun de ces points.

3. Maxime Durand, "Les ambivalences de la conjoncture mondiale", *Inprecor* n° 423, avril 1998.

4. Christian Barsoc, *Les rouages du capitalisme*, Éditions La Brèche, Paris 1994.

1. Le mode d'accumulation du capital est exclu, d'un double point de vue, géographique et social. Les pays du Sud et de l'Est sont soumis à une dépendance renouvelée, extrêmement sélective, et les salariés à une nouvelle loi d'airain selon laquelle leur salaire est un fardeau et ne doit pas augmenter. Même entre les États-Unis, l'Europe et le Japon, se creusent aussi les dissymétries.

2. Les nouvelles technologies ne sont pas un mirage et sont porteuses de transformations et de progrès très profonds, mais ils se heurtent à une logique marchande qui en appauvrit les effets sociaux. Le capitalisme d'aujourd'hui transforme l'or du progrès technologique en plomb social : la réduction possible du temps de travail en chômage et en marginalisation sociale, la gratuité informationnelle en marchandisation de tout, y compris du vivant.

3. Le mode de régulation sociale fonctionne sur le mode de la dénégation : satisfaire les besoins sociaux, ce serait vivre au-dessus de ses moyens. On réduit donc le champ des services publics et de la protection sociale partout dans le monde, au nom de la priorité à la consommation marchande qui est au fond celle du capital.

4. La division internationale du travail, enfin, fonde un développement profondément inégal et restaure les processus impérialistes les plus classiques.

Certes, la cohérence économique de l'ensemble est jusqu'à un certain point assurée par la montée des inégalités et par le renforcement des effets de domination : la consommation des riches se substitue à celle, bloquée, des salariés et le pouvoir du dollar-roi devient le ciment du système monétaire international. Mais le capitalisme n'a pas seulement besoin d'une cohérence comptable, il doit aussi offrir un modèle de société. Il doit accumuler (c'est « la Loi et les prophètes » pour Marx), innover, transformer la société, s'affirmer comme modèle universel. Or, la cohérence inégalitaire entre en contradiction avec ces exigences : malgré la restauration spectaculaire du profit, l'accumulation ne redémarre pas dans la même proportion, la croissance à moyen terme reste médiocre et la redistribution des fruits de cette croissance ne concerne qu'une minorité de la population mondiale.

S'il fallait donner un critère synthétique pour définir le démarrage d'une phase expansive, c'est que le profit retrouvé stimule à nouveau le dynamisme de l'accumulation, ce qui est au fond l'essence du capital. Or, jusqu'à preuve du contraire, ce n'est le cas actuellement qu'aux États-Unis dans des conditions qui empêchent la généralisation

de ce résultat et, ailleurs, l'accumulation ne progresse que sur de courtes périodes qui relèvent donc d'un mouvement conjoncturel.

Les incertitudes majeures qui pèsent sur la conjoncture (ce qui est en soi un trait de cette conjoncture) et l'éventuelle imprécision de certaines caractérisations théoriques ne doivent pas obscurcir ce qui demeure notre postulat fondamental. Le capitalisme réellement existant peut fonctionner plus ou moins bien au regard de ses propres critères,

mais il est structurellement incapable de se transformer en un système capable de distribuer de manière égalitaire les fruits de sa réussite. Et celle-ci nécessite de plus en plus l'exploitation et la relégation comme contreparties. Les profits boursiers n'ont d'autre origine que la non-satisfaction des besoins sociaux, telle est au fond l'essence du capitalisme contemporain. L'anticapitalisme doit y puiser une légitimité renouvelée, et chacun sait qu'il n'est pas coté en Bourse !

Crise mondiale ou nouvelle onde longue expansive ?

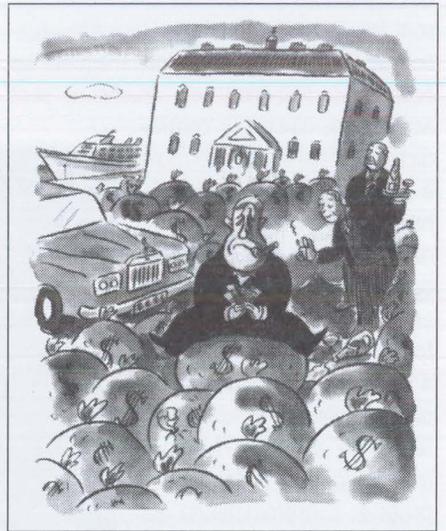
Par
Marc Bonhomme*

La "nouvelle économie" (télé-informatique, bio-technologie, efficacité énergétique et énergies douces, nouveaux matériaux) est-elle en mesure de soutenir une nouvelle onde longue expansive ? Ou bien une crise économique mondiale nous pend-elle au bout du nez suite à une crise boursière majeure ?

Durant ces 25 dernières années, la bourgeoisie, au moins en Amérique du Nord, a su rétablir le taux de profit d'après-guerre. Elle a développé une panoplie de nouvelles technologies émergentes qui ont commencé à se développer à grande échelle dans certains secteurs, surtout aux États-Unis. On peut donc dire que les conditions économiques et technologiques de la phase ascendante d'une nouvelle onde longue sont partiellement réunies au sein du centre stratégique du capitalisme mondial et à sa périphérie impérialiste. La récente croissance de la productivité aux États-Unis en est le signe.

Remarquons que la création préalable d'une demande solvable finale (autrement dit d'un accroissement de la consommation populaire) ne fait pas partie de ces conditions (contrairement à ce que pensent les keynésiens). Celle-ci est plutôt la conséquence de la vague d'investissement initial et son ampleur serait la conséquence des capacités du prolétariat à imposer une redistribution. Notons en passant que c'est généralement au début de la phase expansive (et récessive) que se joue le drame « réforme ou révolu-

tion ». Une fois sorti des souffrances de la longue phase récessive de l'onde précédente et de la lutte individuelle pour la survie qu'elle induit, le prolétariat redevient combatif libérant une colère longtemps réprimée. Que cette reprise de la riposte



débouche ou non sur une révolution dépend en grande partie de l'accumulation de forces idéologiques et organisationnelles au cours de la phase précédente. Un rapport de forces très favorable dans une conjoncture appropriée peut déboucher sur la révolution à moins d'être stoppé par de grandes

* Marc Bonhomme est économiste, membre de la section québécoise de la Quatrième Internationale et de l'exécutif du Parti de la démocratie socialiste (PDS) du Québec.

"Nouvelle économie"

réformes qui en même temps prolongeront la phase ascendante de la nouvelle onde longue.

Si l'histoire du capitalisme n'est pas un perpétuel recommencement, on doit remarquer que le passage de la phase récessive à la phase expansive s'est accompagné par le passé d'une destruction/dévalorisation du capital (la fois précédente marquée tant par la dépression des années 30 que par la seconde guerre mondiale). Une telle dévalorisation/destruction du capital est nécessaire pour permettre un élargissement des marchés et donc une vague d'investissements suffisante pour soutenir une accumulation de capital élevée et prolongée. L'ouverture très partielle des marchés de l'Est (depuis la RDA jusqu'à la Chine), mais accompagnée d'une importante dévalorisation du potentiel industriel qui y était installé, pourrait jouer ce rôle. Sans doute devrait-elle s'accompagner de nouvelles grandes destructions physiques du capital dans des pays industrialisés de la périphérie, dont les guerres de l'Irak et des Balkans constitueraient les prodromes.

Le château de cartes américain

Même si les conditions économique-technologiques d'un changement de phase sont à peu près réunies, tel est loin d'être le cas des conditions politico-institutionnelles, qui sont les plus déterminantes. L'actuelle situation de l'économie américaine, à laquelle les économies québécoise et canadienne sont accrochées, illustre la contradiction. Cette économie roule à plein régime mais sur la base, d'une part, du capital mondial qui la finance, comme le montre un déficit extérieur de plus en plus profond qui atteint presque les 4 % du PIB américain ; d'autre part, du déficit record du secteur privé américain (revenus moins dépenses des entreprises et consommateurs) qui atteint, en 1999, 6 % du PIB (niveau record depuis 1945).

Il est d'ailleurs remarquable de constater que la décennie 1990 a vu, tant aux États-Unis qu'au Canada, le déficit privé se substituer au déficit public et l'inflation des actifs financiers se substituer à l'inflation des produits et services.

Bill Gates et consort baignent donc dans la prospérité,

d'une part, grâce au chaos mondial provoqué par la libre circulation du dollar US (appuyé par une menace militaire et une culture commerciale hollywoodienne de plus en plus anesthésiante) et, d'autre part, grâce à la bulle boursière qui, créant une richesse virtuelle chez les ménages les plus riches, les incite à désépargner alors que les ménages moins riches empruntent davantage suite à des taux d'intérêt relativement bas rendus nécessaires, à la fois pour diriger le capital-argent vers la bulle boursière et pour soutenir la consommation. Ainsi la boucle est-elle bouclée.

Le moindre choc économique ou politique pourrait crever la bulle boursière américaine hypertendue, probablement par l'intermédiaire d'un tarissement du financement extérieur. Comme beaucoup de compagnies ont des actifs financiers comme collatéraux à leurs emprunts, le financement des fonds de roulement et des investissements en serait affecté. L'éclatement de la bulle aurait aussi un effet important sur la consommation suite à une brusque hausse de l'épargne pour compenser la disparition d'actifs financiers que possèdent directement ou indirectement environ la moitié des ménages (les plus riches), sans compter la proportion grandissante des petits porteurs empruntant sur marge pour spéculer.

S'ensuivrait probablement une crise majeure qui, à son tour, pourrait s'étendre au restant du monde, à moins que la Banque centrale américaine ne fasse un tournant de 180 degrés favorable à une politique moné-

taire très laxiste qui permettrait un retour en force du déficit budgétaire. Mais l'endettement tant public que privé, déjà à un niveau record, s'en trouverait accentué. L'économie américaine (et canadienne) s'en trouverait encore plus instable, ce qui pousserait la bourgeoisie américaine à rechercher une solution plus durable sur la base de sa force hégémonique, monétaire et militaire.

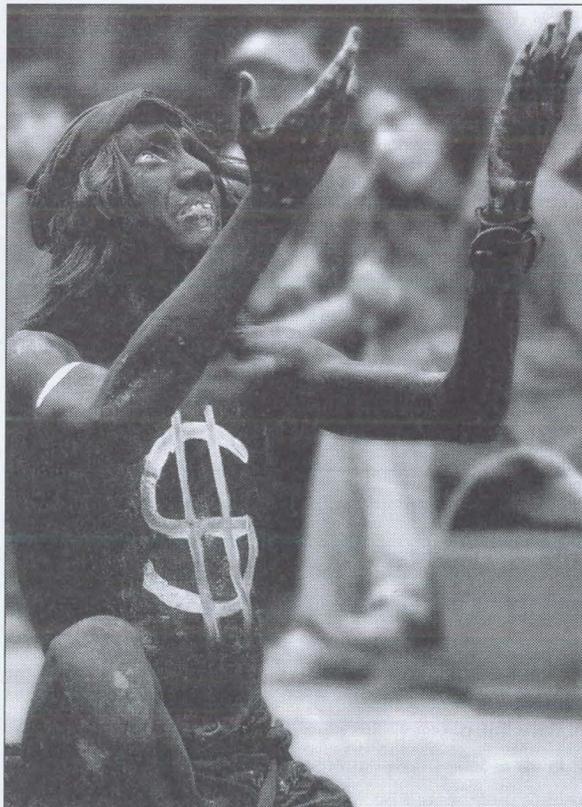
Craignant ce scénario comme la peste, ou l'anticipant, la bourgeoisie américaine a enjoint la bourgeoisie japonaise de non seulement s'enfoncer encore plus dans les déficits publics pour redevenir le moteur de l'économie est-asiatique (la relance par la baisse des taux d'intérêt à court terme étant devenu impossible avec un taux de 0,04 % !). Et pour être certain que l'énorme épargne japonaise continue d'irriguer les États-Unis, la bourgeoisie américaine demande à la Banque du Japon de financer le déficit japonais par l'inflation monétaire (techniquement par des prêts directs de la Banque du Japon au gouvernement japonais). Pas mal pour des néolibéraux champions de la lutte anti-inflation et des déficits zéro ! Comme quoi le néolibéralisme n'est qu'une idéologie de convenance.

À cause de sa faiblesse militaire et de sa récession prolongée, le Japon est vulnérable aux pressions américaines dans une zone de fortes tensions militaires. Par contre les États-Unis n'ont pas le même pouvoir de pression sur l'Union européenne (UE) avec son PIB qui dépasse celui des États-Unis, sa croissance modeste, sa puissance nucléaire et dorénavant aux trois quarts unifiée dans une même zone monétaire. Ce sont les divisions internes de l'UE, et une plus grande résistance populaire aux politiques néolibérales, qui l'empêchent de devenir à moyen terme une puissance hégémonique à l'égal des États-Unis.

Cependant, les bourgeoisies de l'UE ne sont pas aux prises avec le déséquilibre externe des États-Unis. Le surplus de la balance des paiements européenne permet à ses banques et transnationales de constamment se renforcer mondialement, y compris aux États-Unis. Les exemples les plus patents en sont les fusions Daimler-Chrysler au profit de la multinationale allemande et celle BP-Amoco au profit de la multinationale britannique.

Un capitalisme unifié ?

Quelles conditions politico-institutionnelles manque-il finalement au capitalisme pour déboucher vers la phase expansive d'une nouvelle onde longue ? Il faudrait d'abord unifier le capitalisme sous une direc-



tion hégémonique incontestée.

Le candidat le plus évident, les États-Unis, devrait ré-acquérir sa capacité à diriger le processus en cours de concentration et de centralisation accélérées du capital (les fusions et acquisitions), c'est-à-dire de régler son problème structurel de balance des paiements qui le gangrène depuis 30 ans. Pour cela, ou bien la bourgeoisie américaine impose une cure de grande austérité au peuple américain (et aux Amériques surtout du Nord), particulièrement aux classes dites moyennes, pour baisser les importations, ce qui suppose le recours à des méthodes fortes pour contenir les tensions sociales ; ou bien elle renforce et se sert de sa puissance militaire encore plus qu'elle ne l'a fait jusqu'ici pour imposer un financement permanent à bon marché non seulement du déficit de sa balance des paiements mais aussi de ses exportations de capitaux, le tout sur le dos des peuples du monde. Même cette seconde option supposerait de toute façon une stabilisation de la balance des paiements et une ré-allocation des ressources vers davantage de dépenses militaires, comme c'est déjà commencé.

Pour devenir hégémonique, l'Union européenne devrait parvenir à s'unifier en un État européen fort capable à la fois d'infliger une défaite historique aux prolétariats du continent, particulièrement allemand et français, et de se re-militariser pour être capable de tenir tête puis vaincre les États-Unis. Cette voie est lourde de grands conflits sociaux et d'affrontements de grande ampleur avec les États-Unis.

Quant au Japon, l'étroitesse relative de son marché intérieur, sa relative faiblesse militaire, son incapacité à institutionnaliser sa zone d'influence dans une APEC sous son contrôle, le forcera à continuer à accepter la domination américaine à moins de l'émergence d'un hégémonisme européen avec lequel il pourrait s'allier.

Quelle que soit la puissance hégémonique qui s'imposerait (sans doute à travers d'importantes guerres régionales) resterait à résoudre le problème du déclenchement d'une vague d'investissements capable de soutenir une accumulation de capital élevée et prolongée. La clef de cette possible vague réside moins dans la privatisation et la modernisation au sein des actuels pays impérialistes que dans l'équipement massif en infrastructures privatisées des très grands pays émergents que sont la Chine, l'Inde, la Russie, l'Indonésie et quelques pays importants de leur immédiate périphérie (Viêt-nam, Pakistan, Bangladesh, Ukraine).

Au départ, cette vague pourrait être financée par les fonds de pensions et les

fonds communs de placement des classes dites moyennes — à qui elles offriraient le prix de consolation de l'enrichissement dans l'austérité — sur lesquels surferaient les capitaux propres des bourgeoisies impérialistes et nationales. En fait, dans la mesure où le prolétariat des pays impérialistes reste gagné par les illusions de l'individualisme néolibéral et consent à être consolé par la culture hollywoodienne, il sera possible à la bourgeoisie de lui proposer un pacte social à la japonaise basé sur le paradigme : épargner aujourd'hui, consommer à la retraite (quitte à dévaluer ces épargnes à la russe si les choses tournaient mal). Même l'impôt d'aujourd'hui pourrait être transformé en épargne individuelle légalement obligatoire. Ensuite, une épargne similaire des immenses masses du Tiers monde pourrait prendre la relève dans la mesure où elles seraient mises au travail.

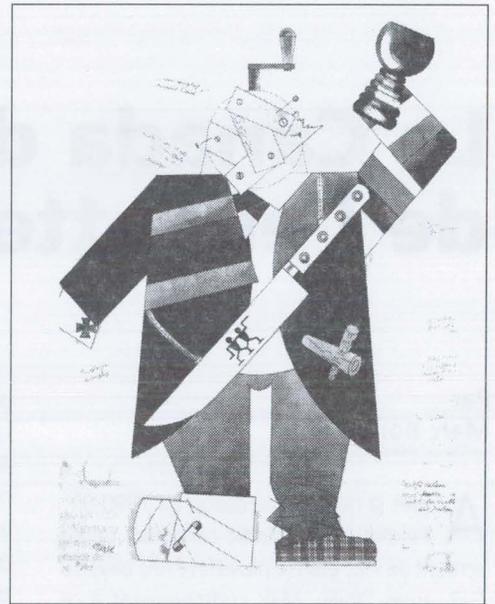
La sourde résistance du Tiers monde

Ce qui empêche le déploiement de cette stratégie (en plus des contradictions inter-impérialistes déjà mentionnées) ce sont les directions politico/économiques d'importants pays du Tiers monde. Celles-ci ne sont pas assez fortes à la fois pour imposer à leurs peuples une pleine intégration de leurs marchés nationaux à l'ordre impérialiste et pour obtenir de l'impérialisme une part satisfaisante du butin.

La transition indonésienne d'un capitalisme de clique (crony capitalism), héritier des capitalismes nationaux de la guerre froide à qui on concédait une marge de manœuvre d'accumulation nationale, est encore loin d'une affaire conclue tellement la croissance des inégalités et de la misère, suite à la crise de 1997, rend très délicate toute stabilisation d'un capitalisme à façade démocratique.

La pleine intégration de l'Inde au marché mondial ne sera pas plus facile comme le montre la présente montée de l'ethnicisme qui répond à la tentative, mûe par le FMI, de démantèlement progressif d'un capitalisme national très étatisé et bureaucraté, qui cherche à maintenir son propre processus d'auto-accumulation et même d'hégémonisme régional à l'aide de sa puissance nucléaire.

Que dire enfin de la Russie, enlisée dans la transition d'un capitalisme mafieux résultant d'une décomposition de la bureaucratie, dont la nouvelle direction semble aspirer à assurer à sa bourgeoisie naissante un statut impérial, aspiration lourde d'affronte-



ments futurs. La bureaucratie chinoise, quant à elle, a pu et a su rétablir un processus d'auto-accumulation à la base, tant dans les campagnes que dans les villes, processus complété par un important apport de capitaux extérieurs introduisant plusieurs technologies nouvelles, processus qu'elle parasite grâce au pouvoir qu'elle conserve par des méthodes de plus en plus répressives. Mais cette bureaucratie saura-t-elle achever sa transition en privatisant les grandes industries étatiques, au prix d'un lourd chômage, tout en devenant une pure classe capitaliste ?

Ces pays, qui comptent près de la moitié de la population mondiale, ne constituent pas un environnement stable de loi et d'ordre garantissant d'une part la jouissance de la propriété privée et le respect des contrats, et d'autre part une pleine intégration dans le marché mondial et une ouverture sans contrainte à la libre circulation des capitaux.

Certes, au prix de fortes répressions et de sanglantes guerres régionales, qui engendreraient davantage de misère et d'inégalité, peut-être même une régression sociale suite à des catastrophes écologiques ou nucléaires, le capitalisme pourrait encore une fois s'en sortir.

Les classes ouvrière et populaire y consentiront-elles ou bien plutôt, dans la suite de Seattle, parviendront-elles à s'unifier pour parvenir à un gouvernement mondial démocratique et socialiste sur la base de l'égalité des nations et des sexes ? Pour répondre à cette question angoissante, le rôle du prolétariat des pays impérialistes paraît déterminant. ■

Le Canada dans la tourmente de l'endettement néolibéral

Par
Marc Bonhomme

Après la dernière récession de 1990-92, l'endettement public canadien, relativement au PIB, était le plus élevé des pays du G-7, après l'Italie. Mais contrairement à ce dernier pays, la part de financement extérieur était hors proportion pour un pays du G-7 ou même pour un pays riche membre de l'OCDE.

La croissance (relative au PIB) de l'endettement public et extérieur au Canada a débuté au moment précis où éclatait la crise de 1974-75 (1). Depuis lors, les reprises ont été anémiques (relatif faible taux de croissance du PIB, de l'emploi et de la productivité) même si elles ont été longues et les crises-récessions de plus en plus profondes (taux de croissance négatif) même si elles ont été relativement courtes (1974-75, 1981-82, 1990-92). Cette crise de l'endettement public et extérieur trouve sa source dans le tournant de l'onde longue il y a 25 ans.

Le plein d'endettement privé durant les trente glorieuses

Pourquoi ce changement de phase de l'onde longue ? Un courant de gauche prétend qu'une fois épuisée la reconstruction d'après-guerre et une fois atténuée la peur du stalinisme, l'absence prolongée de chômage de masse, qui en fut la conséquence, renforça le prolétariat au point que l'importante hausse des salaires, des conditions de travail, des services publics et des programmes sociaux diminua de beaucoup le taux de profit. S'ensuivit une baisse brutale des investissements précipitée par la brusque montée des prix du pétrole après la guerre de Kippour en 1973. Cette analyse, en plus de suggérer au prolétariat (et au Tiers monde) de modérer son ardeur combative pour aider au rétablissement du taux de

1. Cette crise marqua le début de la phase dépressive de l'onde longue (qui dure encore) suivant la phase expansive 1945-1975, dite des trente glorieuses.

profit, oublie que c'est justement la fulgurante croissance de la demande solvable due à la force ouvrière (et la course aux armements due à la guerre froide), renforcée il est vrai par une croissance de l'endettement privé, qui a permis le prolongement de la phase expansive de l'onde longue.

Un autre courant de gauche, bien que reconnaissant pleinement l'importance de l'ampleur de la reconstruction d'après-guer-



re induit par la peur des révolutions comme facteur politique explicatif essentiel, insiste sur un autre facteur, économique celui-là, que fut le déploiement à grande échelle d'une panoplie de technologies structurantes, tant scientifiques (ordinateur, télévision, transistor, nucléaire, jets) qu'institutionnelles (le complexe bungalow/électroménager/auto/pétrole, expérimenté aux États-Unis dès les années 20, qui généralisa à la majorité du prolétariat des pays impérialistes les acquis technologiques scientifiques du tournant du siècle). Ces technologies, mises au point durant les années 30 et 40, mais dont la dépression puis la guerre avaient empêché la généralisation, purent se déployer grâce non seulement aux hausses salariales mais à la généralisation du crédit hypothécaire garanti par l'État et aux investissements publics dans les infrastructures urbaines et de transport et les services publics.

La dépression et la guerre, qui furent en fait le paroxysme de la phase dépressive de l'onde longue précédente, avaient auparavant réduit la composition organique du capital (approximativement le ratio capital/travail) tant par des faillites généralisées durant la dépression des années 30 que par des destructions et par l'usure du capital fixe durant la guerre. Ainsi le terrain était-il prêt pour un effort gigantesque de renouvellement du capital fixe, y compris le stock de logement, au retour de la paix sur la base des technologies nouvelles et d'une demande solvable assurée par le crédit puis relayée par un relatif plein emploi.

À la longue, cependant, ces technologies nouvelles se répandirent à travers la plupart des entreprises réduisant par-là les profits de monopoles. La rapide accumulation du capital, plus rapide que la croissance de la demande solvable qui elle-même commençait à ralentir suite à la hausse de l'endettement privé, avait provoqué une importante hausse de sa composition organique et des difficultés de réalisation du capital, faisant par-là diminuer le taux de profit.

La politique fiscale envenime la crise de l'endettement public

La phase dépressive de l'onde longue, par elle-même, engendra la crise de l'endettement public tant par le ralentissement des entrées fiscales que par la hausse automatique des dépenses sociales, en particulier de soutien du revenu. De plus, le PIB réel croissant lentement, le ratio dette/PIB se mit à croître. Puis la bourgeoisie se mit de la partie pour envenimer l'endettement public avant de le résoudre à sa façon.

Dans un premier temps, au cours de la période 1976-1979, la bourgeoisie chercha le moyen à la fois de maintenir les profits et de les ré-investir au taux de profit historique. Pour maintenir ses revenus, elle obtint une baisse de l'imposition de ses profits et de ses revenus de placement, ce qui accrut le gonflement de la dette publique. Mais que faire des profits et revenus de placement qu'elle ne pouvait plus investir dans la production

d’une façon rentable ? La bourgeoisie les prêta massivement aux gouvernements.

Comme d’une part la demande privée de capital-argent s’était effondrée, et qu’elle n’était pas compensée par les emprunts publics, et que d’autre part l’offre de ce même capital-argent était devenue pléthorique, les taux d’intérêts, c’est-à-dire le prix du capital-argent, s’effondrèrent au point que les taux réels en devinrent par moments négatifs à cause d’une importante poussée inflationniste qui elle-même avait été déclenchée par les monopoles pour maintenir leur taux de profit aux dépens du prolétariat et des PME. Le problème, pour la bourgeoisie, c’était que l’inflation avait dégénéré en spirale inflationniste parce que le prolétariat restant organisationnellement fort et combatif malgré la hausse du chômage, sa partie syndiquée parvenait très souvent à gagner l’indexation des salaires d’où la riposte d’une nouvelle hausse des prix par les monopoles et ainsi de suite.

En conséquence, l’endettement public (comme d’ailleurs celui du Tiers monde) devint une solution de facilité pour les gouvernements (d’autant qu’avec des taux négatifs plus ils s’endettaient moins ils étaient endettés en termes réels !). La bourgeoisie canadienne, en 1976, tenta d’abord de briser cette spirale inflationniste en imposant une politique de gel des prix et des salaires. C’est ainsi que le gouvernement canadien Trudeau, à la grande consternation de la bourgeoisie, parvint brièvement à unir l’ensemble du prolétariat dans une brève grève générale. La bourgeoisie en vint à réaliser qu’il lui fallait trouver un autre moyen pour infliger une défaite majeure au prolétariat afin de rétablir la rentabilité du capital. Pour cela il fallait rompre avec le paradigme de l’État providence.

L’offensive monétariste

Les bourgeoisies les plus fortes, essentiellement celles des pays anglo-saxons, firent consensus sur la nécessité de provoquer un chômage massif par le moyen d’une dure politique d’austérité monétaire et de répression contre les syndicats. Ce fut le gouvernement américain, au travers de sa banque centrale (la Réserve fédérale), encouragé par le gouvernement Thatcher, qui donna le signal du tournant néolibéral dès 1979. La hausse brutale des taux d’intérêt était devenue possible non seulement à cause de l’affaiblissement idéologique du prolétariat et du consensus bourgeois pour le briser organisationnellement au travers de la politique monétaire mais aussi parce que les États, tant impérialistes que du Tiers

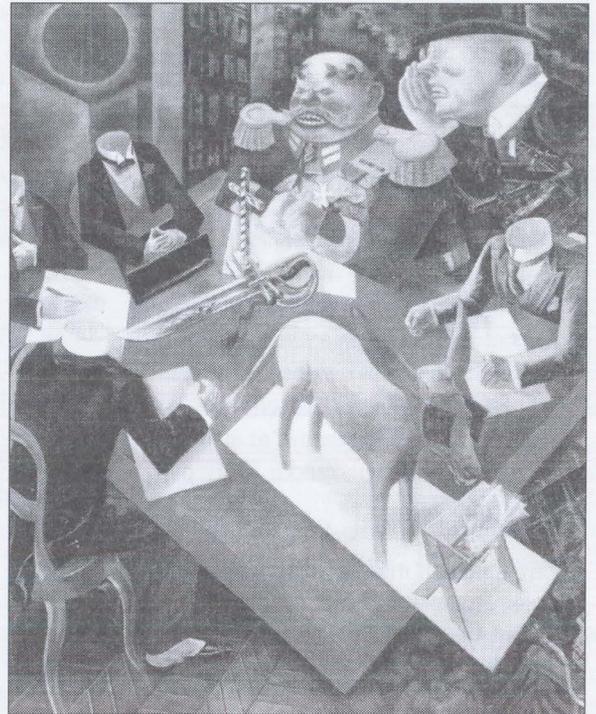
Monde, étaient devenus l’élément dynamique de la demande de capital-argent. Il y eut là une importante ingérence du politique dans l’économique, que rendait possible la structure de la demande de capital-argent (2).

Cette brusque politique d’austérité monétaire, d’un point de vue bourgeois, avait le double avantage de mettre à genoux le prolétariat (donc de faciliter la stagnation salariale et des conditions de travail) tout en offrant une solution expéditive à la rentabilisation du capital en subventionnant le capital par l’impôt au travers du mécanisme de la hausse du taux d’intérêt réel ! Les conséquences pour les gouvernements du Tiers Monde, puis des pays de l’Est, ont été dramatiques, permettant la mise sous tutelle des plus faibles d’entre eux par les programmes d’ajustement structurels du FMI. Dans les pays impérialistes, la conséquence, au niveau des États, fut un superendettement public (à différent degré et avec 10 ans de retard pour le Japon) par l’intermédiaire de l’effet boule de neige (emprunter pour payer l’intérêt).

Echec de l’application du reaganisme au Canada

Durant la décennie 1980, l’austérité monétaire ne s’accompagnait pas du tout d’une austérité budgétaire. Au contraire, le reaganisme fut un champion du keynésianisme militaire et donc de l’endettement public et extérieur tout en réduisant de beaucoup les impôts des plus riches. La Grande-Bretagne de Thatcher s’en tira mieux au niveau de l’endettement grâce aux rentrées fiscales du pétrole de la Mer du Nord et aux nombreuses privatisations dont elle fut la pionnière. Mais seuls les purs pays anglo-saxons (États-Unis, Grande-Bretagne, Australie et Nouvelle-Zélande) purent appliquer à fond la nouvelle politique néolibérale.

En Europe surtout, mais aussi au Canada, les prolétariats nationaux résistèrent mieux. Au Canada, au milieu des années 80, le nouveau gouvernement Mulroney recula devant les personnes âgées (3). Cette incapacité des gouvernements canadiens à appliquer intégralement le reaganisme dans la décennie 1980 résulta en emprunts massifs pour financer les services publics et les programmes sociaux,



qu’ils ne parvenaient pas à démanteler ni à restructurer, tout en devant emprunter à un taux d’intérêt élevé et continuer à diminuer l’imposition des profits et des revenus élevés.

En fait, le gouvernement Mulroney fut à ce point coincé qu’il cessa d’indexer les seuils d’exonération fiscale et les paliers d’imposition, augmentant ainsi automatiquement chaque année les impôts des dites “classes moyennes” (petite bourgeoisie et salariat aisé). Ces augmentations automatiques ont été le facteur principal pour arriver au déficit zéro au cours de la décennie suivante. Rien de surprenant alors que ces “classes moyennes”, ne recevant plus l’équivalent en services de leurs prestations fiscales (à cause de la politique du déficit zéro qui détourne plus du quart des impôts vers le paiement des intérêts), soient dorénavant

2. Il faut ici se rappeler que si sur le marché des produits et services, y compris pour la force de travail, le prix est déterminé en dernière analyse par le temps de travail socialement nécessaire, tel n’est pas le cas pour le marché du capital-argent, c’est-à-dire pour cette partie du capital qui se transforme momentanément en argent entre deux cycles de reproduction du capital. Le capital-argent n’étant pas de l’argent, bien qu’il en ait la forme, n’est pas un produit du travail mais un pur rapport social. Le prix du capital-argent est donc lui aussi un pur rapport social, c’est-à-dire qu’il est déterminé tant par les rapports de force entre la bourgeoisie et le prolétariat qu’entre les capitaux financier et manufacturier (qui ne sont pas séparés par une muraille de Chine !) et entre les bourgeoisies nationales.

3. Tout comme le gouvernement Chrétien, 10 ans plus tard, qui n’a finalement pas osé les attaquer frontalement en renonçant à sa contre-réforme du programme des prestations aux personnes âgées.

"Nouvelle économie"

tentées par le discours de la réduction des impôts.

Reste que la grande contribution du gouvernement Mulroney à la cause bourgeoise, suite à son échec d'application des politiques à la Reagan, est d'avoir réussi à intégrer le Canada à l'Accord de libre-échange (ALÉ) en 1989, contre la grande majorité du peuple canadien et même contre une importante partie de la bourgeoisie. Ce gouvernement l'avait préparé en rendant le Canada de plus en plus dépendant des marchés financiers extérieurs de façon à pouvoir invoquer les diktats de Moody's et Standard and Poor pour justifier d'abord l'ALÉ, puis l'ALÉNA en 1994.

L'ALÉNA devait garantir l'accession sans entrave au grand marché américain pour se procurer les dollars US, en dégageant un important surplus commercial, afin de payer les intérêts sur la dette extérieure. La bourgeoisie canadienne savait fort bien qu'une fois piégé dans l'ALÉNA, le prolétariat canadien allait devoir accepter les normes néolibérales de compétitivité salariale, fiscale et budgétaire. Au prix d'une forte dévaluation du dollar canadien dans la première partie de la décennie, précipitée par la crise de 1990-92 (beaucoup plus forte au Canada qu'aux États-Unis), la stratégie de Mulroney fut un succès dont les nombreuses guérillas commerciales États-Unis-Canada (bois, porc, blé, magazines) rappellent toutefois la fragilité.

Austérité monétaire et austérité budgétaire

La décennie 1990, plus exactement après la crise de 1990-92, inaugura une période d'austérité budgétaire qui conduisit au déficit zéro grâce à une longue période de prospérité — toute relative pour le prolétariat en particulier pour les femmes et les jeunes — qui continue. La bourgeoisie canadienne profita et profite toujours de sa

4. Cette substitution dans le débat public (entre remboursement de la dette et programmes sociaux) est possible du fait que la plus grande partie du remboursement de la dette se fait soit par des surplus hors budget, soit par des postes de dépenses contingentes finalement alloués au paiement de la dette en fin d'année, soit par des remboursements de dette des secteurs particuliers (hôpitaux) budgétisés en tant que dépenses de programme. Ainsi la priorité donnée à ce remboursement n'est pas visible, alors les quelques milliards d'augmentation des dépenses de programme sont rendus très visibles au moment du discours du budget.

5. Par exemple, à un taux d'intérêt courant disons de 5 %, une obligation à un taux nominal de 20 % se vend quatre fois son prix d'achat.

dépendance vis-à-vis de l'hégémonie américaine, grandement accrue par l'ALÉNA, au point que le moteur de la prospérité canadienne est devenu le très important surplus d'exportations nettes vers les États-Unis dont l'actuelle prospérité est financée par la fuite des capitaux mondiaux vers les États-Unis.

Reste maintenant à la bourgeoisie canadienne à ajuster sa structure fiscale à la contre-réforme fiscale reaganienne des années 80. Cela entraîne des débats au sein même de la bourgeoisie au sujet de la priorité à donner soit au remboursement de la dette soit à la diminution des impôts, débat recyclé dans l'opinion publique à laquelle on parle de choisir entre les programmes sociaux et la baisse des impôts des "classes moyennes" (4).

Reste que l'austérité budgétaire des années 90 a obligé la bourgeoisie américaine comme la bourgeoisie canadienne à accepter une baisse rapide des taux d'intérêt à court terme à partir de 1994-95 pour éviter une crise qui s'annonçait, même si les taux d'intérêt réel restent relativement élevés par rapport aux taux d'avant 1979. Ce ré-ajustement (nécessaire pour éviter une série de banqueroutes au capital financier et peut-être quelques troubles sociaux) a rendu moins intéressants les prêts à l'État. Il est devenu beaucoup plus lucratif de vendre à prix fort sur le marché secondaire les vieilles obligations d'État à haut taux d'intérêt afin de les réinvestir sur le marché boursier (5). La pérennité de la bulle spéculative boursière dépendant d'injections de fonds sans cesse croissants, il faut alors réduire les impôts et la dette d'État au détriment des dépenses sociales.

Le piège de la baisse des taux d'intérêt

Ce récent phénomène démontre qu'une baisse des taux d'intérêt, dans une conjoncture à la baisse, n'est pas incompatible avec les intérêts du capital financier. Bien entendu, cette baisse des taux au milieu de la décennie était aussi dans l'intérêt immédiat du prolétariat puisqu'elle a été suffisante pour éviter un retour de la crise. Mais elle a favorisé un regain de croissance de l'endettement des salariés, qui atteint un taux historique record par rapport au revenu disponible. Cela signifie que la baisse des taux d'intérêt, même si elle soulage momentanément le prolétariat, l'enchaîne plus fortement au capital financier. Les salariés se trouvent déjà de plus en plus liés au capital financier par l'obligation d'assurer l'essentiel de leurs retraites par l'intermédiaire de fonds

de pension. Ces fonds et dépôts sont de plus en plus placés sur les marchés boursiers, y compris ceux du régime public de pensions du Québec et bientôt du Canada. Plus un prolétaire a de dettes, plus il est enchaîné à son emploi. Plus sa retraite dépend de la performance des fonds de pension, plus il dépend des succès de la spéculation même si celle-ci détruit par ailleurs la qualité et même l'existence de son emploi.

C'est peut-être là le dilemme faustien le plus méconnu de notre époque et qui, en dernière analyse, explique l'immobilisme syndical et la tolérance dont jouissent les directions syndicales acquises à la régulation de l'économie par le marché.

C'est donc une erreur profonde pour les salariés de revendiquer la baisse des taux d'intérêt comme moyen de lutte contre le capital financier. Cette revendication renforce politiquement le capital financier. Pour frapper le capital financier, il faut lui enlever l'arme de la dette qui rend, en dernière analyse, le débiteur esclave du créancier. Pas plus que pour la dette extérieure du Tiers Monde, les paiements d'intérêts sur la dette publique des pays impérialistes, comme résultant d'une grève fiscale, n'ont à être payés ; il faut aussi lui enlever les moyens qui lui permettent de s'assujettir l'ensemble des épargnes populaires, d'où la revendication de la nationalisation des institutions financières (sans rachat ou au moins avec un paiement différé jusqu'à la réalisation du plein emploi).

D'aucuns (tel le Premier ministre québécois Bouchard) prétendent que le déficit zéro libère l'État de l'emprise du capital financier. Rien de plus faux et cela à cause tout simplement du remboursement du principal. Par exemple, pour l'année 1999-2000, année de déficit zéro, le gouvernement du Québec devra emprunter plus de 5 milliards de dollars pour renouveler la partie de sa dette qui vient à échéance. Si dans un contexte de baisse des taux cela est avantageux, il pourrait en être tout autrement si le gouvernement du Québec adoptait des politiques progressistes ou enclenchait résolument le processus de l'indépendance : soudainement la hausse de sa prime de risque ferait dégringoler la cote de crédit de Moody's et Standard and Poor. À moins donc de prétendre se libérer de la dette à la manière du satrape roumain Ceausescu, en remboursant le principal au prix d'immenses souffrances populaires, le seul moyen restant demeure le gel, le moratoire ou l'annulation. ■

Les flux du changement : la culture dans une perspective historique

Par
Francisco Louça*

La production d'œuvres d'art est caractérisée par une logique et une temporalité propres ; très souvent, elle anticipe le futur et contribue à l'élaboration de mondes alternatifs. Pourtant, les créatrices et les créateurs sont actifs dans des sociétés concrètes et leur horizon est largement défini par les potentialités de leur époque. Dans le même sens, la création d'une culture spécifique, dans le sens général d'une cohérence des formes communicationnelles — que ce soit dans le domaine de la mode, de la nourriture, de la littérature, de l'architecture ou encore de la musique — comme par exemple l'évolution des langages, ou d'autres artefacts sociaux, sont en grande partie circonscrits par leur époque. Le niveau technologique, les structures sociales et les processus historiques de formation du savoir définissent le cadre dans lequel une œuvre d'art et, plus largement, les cultures sociales globales évoluent.

Dans ce sens, ce texte soutient qu'il existe des flux propres à la production culturelle et que nous pouvons mieux les comprendre en prenant en compte les facteurs indiqués ci-dessus. Ce schème explicatif est crucial

pour comprendre les formes communicationnelles organisées qui prévalent dans nos sociétés modernes marquées par le développement du capitalisme.

En deux mots : les changements majeurs qui affectent l'économie sont liés étroitement à des transformations profondes de la structure sociale, aux formes que prennent le travail et les pouvoirs, ainsi qu'aux modes communicationnels dominants. Les flux qui caractérisent la production culturelle ne peuvent être compris si l'on fait abstraction de ces facteurs.

Le tableau ci-dessous développe en partie cette argumentation. Chaque époque y est définie par la révolution industrielle, véritable *mælström* qui a transformé les relations sociales et forgé chacune des expériences spécifiques de la modernité. Ce tableau est donc divisé en trois parties : tandis que la révolution industrielle originelle donnait le ton pour le processus de modernisation — depuis ses débuts à la suite des Lumières et du XVI^{ème} siècle — le *modernisme* a constitué le langage émergent de la lutte contre la domination du marché. Il ne s'agissait pas d'une lutte contre la technologie ou les machines — qui d'ailleurs étaient révérees par les futuristes et d'autres modernistes — mais bien d'une opposition aux

relations impersonnelles forgées par le marché et la réification générale produite par le capitalisme. Le triomphe du marché contre cette opposition radicale est parachevé par son extension dans ce qui était auparavant le monde partiellement autonome de la production artistique : cette période est communément appelée le *postmodernisme*. Comme Frederic Jameson l'explique : « *Le modernisme [était] l'expérience et le résultat d'une modernisation incomplète, [quant au] postmodernisme, il commence à faire son apparition lorsque le processus de modernisation ne doit plus se débarrasser de traits archaïques, n'a plus d'obstacles devant lui et fait régner triomphalement sa propre logique autonome* » (1)

Cela dit, le postmodernisme — à l'image du modernisme — n'est aujourd'hui ni culturellement dominant, ni hégémonique. Comme nous pouvons le voir dans le tableau ci-dessous, ces deux concepts peuvent être considérés comme des **traits** émergents de la production culturelle, représentatifs des conflits qui se déroulent au niveau systémique. Mais le modernisme et le postmodernisme forment des tendances étroitement associées aux ruptures et autres fractures historiques de leur époque respective. Ils ont été témoins de véritables tremblements de terre. Ces tremblements de terre sociaux étaient d'ailleurs clairement ressentis par leurs contemporains : l'œuvre drama-

Tableau 1 *La production de la culture dans une perspective de longue durée*

	Période	Révolution industrielle	Traits culturels émergents	Modes de communication	Centres de production culturelle
1848-1890	2ème onde longue	production industrielle de moteurs à vapeur	réalisme	conversation	Londres
années 1890	période de transition				Paris
1890-1940	3ème onde longue	production industrielle de moteurs électriques et à combustion	modernisme, expressionnisme, cubisme, futurisme	écrit	Paris, Berlin, Vienne, St.Petersbourg
1940-50	période de transition		rock n' roll	radio, film	New York
1950-...	4ème onde longue	production industrielle de machines électriques et électroniques	postmodernisme, pop, punk	mode, publicité, cinéma, télévision	New York, Los Angeles
?	période de transition		MTV	transmission électronique d'information, clips	

* Francisco Louça, dirigeant du Parti socialiste révolutionnaire (section portugaise de la IV^e Internationale) est député du Bloc de gauche au Parlement portugais. Universitaire, il a notamment publié *A Maldição de Midas — A Cultura do Capitalismo Tardio*, Lisboa 1994, Editora Cotovia.

1. Jameson, Fredric, *Postmodernism or, The Cultural Logic of Late Capitalism*, London, 1991, éd. Verso, p.366.

“Nouvelle économie”

tique et maintes fois citée de Paul Klee, *Angelus Novus*, est une représentation des transformations imposées par la deuxième révolution industrielle et une source d'inspiration pour les réminiscences de Walter Benjamin : « *C'est un Ange qui semble sur le point de s'éloigner de quelque chose qu'il contemple intensément. Ses yeux sont fixés, sa bouche ouverte, ses ailes déployées. C'est ainsi que l'on s'imagine l'Ange de l'Histoire. Son visage est tourné vers le passé. Là où nous ne percevons qu'une chaîne d'événements, lui voit une catastrophe unique qui ne cesse d'accumuler des ruines et les jette à ses pieds. L'Ange aimerait pouvoir rester, ressusciter les morts et relever ce qui a été jeté en bas. Mais une tempête souffle depuis le Paradis : le vent est d'une telle force qu'il empêche l'Ange de replier ses ailes. Cette tempête le propulse irrésistiblement vers l'avenir auquel il tourne le dos, tandis que la pile de ruines qui lui fait face monte jusqu'au ciel. Cette tempête, nous l'appelons progrès.* » (2)

Cette vague de progrès a envahi la vie quotidienne et a transformé les modes de production, de distribution et de communication à la fin du XIX^{ème} siècle. La culture du nouveau siècle faisait partie intégrante de cette catastrophe. « *Il faut être absolument moderne* », disait Rimbaud. La nouvelle révolution industrielle et technologique en cours a imposé une nouvelle version de ce dicton : « *nous ne pouvons être que postmodernes* ». La structure de cette évolution est le sujet du tableau 1.

Comme ce tableau nous l'indique, les décalages et les retards sont considérables entre les événements et les tendances lourdes. De plus une marge d'autonomie subsiste entre les différentes transformations technologiques, ce qui permet l'émergence de nouvelles méthodes de diffusion et de nouvelles expériences issues du processus de modernisation et de ses équivalents sur le plan de la culture. Cependant, c'est bien la création de nouveaux moyens de production qui donne son rythme à la transformation

d'ensemble : comme l'indique Castells, la création de la « *galaxie Gutenberg* » au XV^{ème} siècle est un exemple indiscutable de ce type d'évolution : ce bond en avant a permis le développement « *d'un système essentiellement dominé par un esprit typographique et l'ordre alphabétique phonétique* » (3). Comme l'alphabet était la “technologie conceptuelle” dominante — depuis la Grèce de 700 avant Jésus-Christ —, il a été imposé comme infrastructure privilégiée pour la codification du savoir cumulatif. Mais l'alphabet est devenu un mode de communication dominant seulement lorsque le développement industriel a permis de d'établir l'écrit comme mode d'expression direct et le livre comme instrument culturel privilégié des élites.

Par conséquent, durant toute cette

époques décrites dans ces deux tableaux n'étaient pas uniformes, et leur production culturelle demeuraient *a fortiori* un paysage turbulent, marqué par la diversité et la contradiction. Les traits culturels émergents n'étaient ni hégémoniques ni dominants durant l'entièreté de ces périodes, bien qu'ils signalent une vision particulière de la tempête modernisatrice, et constituent en fin de compte les aspects les plus reconnaissables de cet héritage.

Le réalisme représentait la première interprétation d'un monde en plein changement, et ce nouveau monde réservait un rôle spécifique au monde du divertissement : les romans populaires, le théâtre et l'opérette ont constitué, durant des siècles, les précurseurs de l'industrie culturelle qui a marqué la deuxième moitié du XX^{ème} siècle. Bien que ce

Les modes de production culturels

Période	Caractéristique dominante	Mode de construction du sens	Technique de production culturelle	Attitude sociale construite	Tendance émergente dans la production culturelle
1ère et 2ème onde longue	capitalisme libéral	diffusion hiérarchique du savoir, “aura” de l'œuvre d'art (Benjamin)	production discontinue et limitée d'œuvres individuelles	révérence, admiration	modernisation prométhéenne
3ème onde longue	fordisme	reproductibilité technique des œuvres d'art, effet de distanciation	production dense d'artefacts discontinus	contemplation, concentration	modernisme apollonien
4ème onde longue	capitalisme tardif	culture “anti-aura” et populiste, effet de réification globale	flux continu	distracted	postmodernisme dyonisiaque

période, les sons et les images demeuraient à l'extérieur du discours écrit et étaient relégués dans le domaine séparé et légèrement ésotérique de la production artistique.

Une nouvelle époque s'est ouverte avec l'extension du mode de production fordiste à l'ensemble du tissu social, notamment par la reproduction mécanique des œuvres d'art. La radio et le cinéma — la première forme d'art distinctement médiatique — sont alors devenus les modes dominants de la communication. Enfin, et nous arrivons à aujourd'hui, un nouvel ordre alphabétique, ou plutôt un nouveau métalangage digital est en train de s'imposer comme infrastructure culturelle dominante : « *Une transformation historique de dimensions historiques similaires [à celles de la création de l'alphabet] se déroule 2700 ans plus tard. Il s'agit de l'intégration de divers modes de communication dans un réseau interactif.* » (4)

Ces transformations d'époque sont thématiques dans le tableau 2.

Comme nous l'avons déjà précisé, les

secteur économique soit demeuré séparé de la production de la “haute culture”, la dissémination des principes marchands dans ce domaine a anticipé l'esthétisation de la vie quotidienne — un tel bouleversement nécessitant toutefois une nouvelle rupture technologique majeure.

Le modernisme était une réponse à ces premiers développements : en opérant une rupture avec les esthétiques de la représentation artistique et le discours théorique basé sur la séparation entre les mondes de l'art et de la vie sociale (5), la révolution moderniste s'est construite sur une remise en question du processus de modernisation capitaliste. Cette évolution a engendré la peinture non figurative et expressionniste, la nouvelle poésie lyrique, la philosophie de l'existentialisme et le cinéma d'auteur. En attaquant le marché et non la technologie, les modernistes ont été fascistes avec Marinetti et communistes avec Maïakovsky : ils ont salué l'avènement de l'automobile, la vitesse et le mouvement, les couleurs tran-

2. Benjamin Walter, *Illuminations*, London, 1973, éd. Fontana, p.p. 259-260.

3. Castells, Manuel, *The Information Age : Economy, Society and Culture*, volume I, *The Rise of the Network Society*, Oxford 1996, éd. Blackwell, p. 331.

4. Castells, *ibidem*, p. 328.

5. Lash, Scott, & Urry, John, *The End of Organized Capitalism*, Madison 1987, éd. University of Wisconsin Press, p.113.

chées et les sentiments forts. Picabia, Duchamp, Fernand Léger, Diego Rivera ont peint des machines et la possibilité de rénover la vie sociale dans un nouveau monde technologique ; tandis que Frank Lloyd Wright, Le Corbusier et Mies appliquaient cette nouvelle vision à l'architecture et remodélaient la vie urbaine.

Mais le modernisme était enraciné dans la haute culture, et sa résistance se centrait sur des notions telles que l'authenticité, l'originalité et le caractère d'unicité de l'œuvre d'art : son discours était celui de la créativité (6) et la défense de l'aura des artefacts artistiques. Dans ce sens, l'art dans la société revendiquait une séparation radicale des formes culturelles et du cadre social — ce qui lui a donné un pouvoir d'attraction immense, tout en causant son échec. En quelques décennies, le marché a conquis ce dernier bastion de la culture critique et l'a transformé en une industrie.

La diffusion très large de la télévision a constitué le changement crucial de l'après Deuxième Guerre Mondiale. De fait, l'industrie cinématographique, épice de la production culturelle depuis le début du XX^{ème} siècle, s'est transformée : d'une production épisodique de pièces uniques, visionnées par des publics importants et rassemblés dans des lieux spécifiques, on est passé à la production de flux d'images et de sons pouvant être vus simultanément dans tous les lieux privés. L'expérience collective simultanée s'est métamorphosée en une expérience individuelle simultanée. Ce flux continu abolit les efforts de mémoire et impose une perte d'historicité en mélangeant des films, des informations, des séries et des concours sur un même niveau de discours et en segmentant tous les sons et images en autant de morceaux d'*infotainment*.

La grande conséquence de cette évolution réside dans l'utilisation continue de ce potentiel pour construire des temporalités fictives et, par ce biais, pour permettre l'appropriation technologique de la subjectivité. Cette évolution a généré un nouveau type spécifique de populisme médiatique qui a constitué la base de l'industrie du divertissement (7).

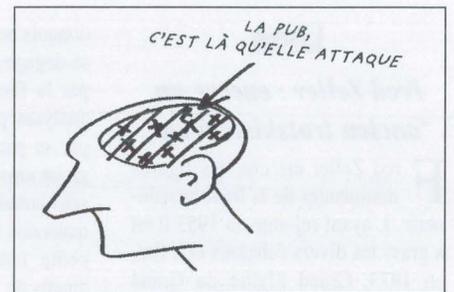
Les conséquences sociales de cette transformation profonde de la culture ne sont pas encore complètement comprises. L'importance grandissante de la publicité, de la consommation du discours sur la consommation et de la narration du désir inscrite dans la réclame, institue l'image comme forme finale de marchandisation et de réification : le produit est identifié à sa marque ou à son logo. La publicité devient la forme dominante de la production des signes dans

la culture postmoderne. Jameson décrit de ce fait le postmodernisme comme le mode de production dans lequel la culture a une fonction et une place précise (8). La mode et le *fast food*, les films de série B et les *remakes*, le pop art de Warhol, les parodies et le kitsch, la science fiction, la musique et la vidéo réduite à de simples clips peuplent cet univers de pastiche — pour reprendre le concept popularisé par Thomas Mann. Les catégories spatiales ont remplacé les catégories temporelles, la profondeur historique est reléguée aux oubliettes par l'éphémère et les superficialités triviales se substituent à la concentration de l'attention.

Comme ce processus fait partie de notre quotidien, ses implications demeurent encore largement indéfinies, bien que deux d'entre elles découlent directement du type de communication imposé par la révolution culturelle. En premier lieu, le décentrage des identités et le relâchement — ou plutôt la déstructuration — des groupes et des grilles de compréhension forment un effet crucial des médias électroniques et des changements spatio-temporels qui caractérisent nos sociétés capitalistes en voie de dislocation (9). Mais, en second lieu, l'iconographie de la modernité impose une opposition bipolaire entre le Net et le Soi, de telle sorte que « *dans cette situation de schizophrénie structurelle entre fonction et signification, les structures de communication sont de plus en plus remises en cause* » (10).

Comment donc est-on arrivé à ce point où des machines produisent des machines et où de l'information produit de l'information, ce qui nous transporte d'une culture de la réalité virtuelle dans une culture de virtualité réelle, comme le souligne Castells dans son important ouvrage (11) ? La réponse réside dans les mutations technologiques associées à la révolution informationnelle et communicationnelle qui est en train d'émerger à travers la quatrième onde longue, et dans le processus concret de sélection sociale déterminant la forme de ce paradigme technico-économique, qui remet en cause le mode de développement qui prévaut encore dans la période de manque d'ajustement (*mismatch*) et de transition que nous vivons actuellement.

Pour comprendre ce cadre, nous suivons les suggestions de Jameson et nous reprenons le concept de capitalisme tardif, comme il a été utilisé par l'École de Francfort, en particulier par Adorno et Horkheimer, et plus récemment par Ernest Mandel (12). Le concept de capitalisme tardif décrit la galaxie des structures économiques, des méthodes de production et des substrats économiques dérivés de l'expansion



de la marchandisation dans les domaines de la Nature, du Soi ou de l'Inconscient — en bref, un processus de réification de l'ensemble des relations sociales. Le capitalisme tardif désigne ainsi les transformations technologiques diffusées depuis les années 1950, ainsi que les mutations culturelles que ces dernières produisent depuis les années 1960. En tant que constellation culturelle, cette époque a connu une longue maturation : dans les premières décennies de ce siècle, le mouvement Dada et le surréalisme ont anticipé des aspects clés du postmodernisme, bien qu'ils aient ancré leurs pratiques dans une attitude de dénonciation de l'économie de marché, considérée comme l'ennemie de l'art (mais il faut considérer également la collaboration de personnes comme Dali avec une des dictatures les plus ignobles, à savoir celle de Franco). Pourtant, c'est seulement lorsque la technologie permettant la production de flux continus d'infotainment est devenue accessible que le postmodernisme s'est imposé.

Contrairement à McLuhan et à tant d'autres commentateurs, la victoire du postmodernisme n'a pas représenté l'imposition d'une culture universelle : nous ne vivons pas dans un village global, mais dans des « *hameaux personnalisés, produits globalement et distribués localement* » (13). Chaque artefact culturel est lié à des facteurs locaux et la production iconique est encore médiatisée par des frontières régionales et nationales, tandis que leur compréhension demeure largement locale. Mais les icônes sont produites industriellement, forment les fragments et les bits de notre communication sociale et annoncent le triomphe de l'esthétique de la distraction. ■

6. Lash & Urry, *ibidem*, p. 226.

7. Jameson, *op.cit.*, p.74.

8. Jameson, *ibidem*, p. 406.

9. Lash & Urry, *op.cit.*, p. 229.

10. Castells, *op.cit.*, p. 3.

11. Castells, Manuel, *The Information Age : Economy, Society and Culture*, *op.cit.*

12. L'ouvrage d'Ernest Mandel, *Der Spätkapitalismus*, a été publié en français sous le titre : *Le troisième âge du capitalisme*. (Nouvelle édition revue et corrigée par l'auteur : éditions de la Passion, Paris 1997, 560 pages, 195 F.).

13. Castells, *op.cit.* p. 341.

Livres

Fred Zeller : encore un "ancien trotskiste à vie"

Fred Zeller est une des figures marquantes de la franc-maçonnerie. L'ayant rejointe en 1953 il en a gravi les divers échelons et a fini, en 1973, Grand Maître du Grand Orient de France.

Pourtant, curieusement, il est encore considéré comme "un des nôtres" par nombre d'anciens trotskistes qui n'ont pas renié leur engagement de jeunesse. Comment expliquer cette énigme quand on garde à l'esprit les lignes mordantes de Trotski contre « ceux qui se fixent pour tâche le redressement "moral" de l'humanité » grâce à une institution de collaboration de classes, « soupape de sûreté des tendances révolutionnaires » (1) ? Rappelons également que dès le début, la III^e Internationale, fondée en 1919, avait refusé l'adhésion des franc-maçons.

La publication récente de *Témoin du siècle* (2) de Fred Zeller vient lever une partie du voile. Il est indiscutable que l'homme qui l'a le plus marqué au cours de sa longue vie (87 ans et ce n'est pas fini ...) est bien Léon Trotski. Il en parle longuement à plusieurs reprises et termine son livre par un chapitre titré « Ni rire ni pleurer, comprendre » qui était une des maximes favorites du "Vieux", tirée du philosophe Spinoza.

Zeller avait rejoint les Jeunesses socialistes en 1930 puis avait évolué vers l'extrême-gauche avec elles tout en demeurant très critique vis-à-vis du PC stalinien. Cette évolution devient inacceptable pour le PS qui en 1935 décide de les exclure en même temps que des éléments trotskistes qui avaient pénétré dans la SFIO pour y faire de l'"entrisme", recommandé par Léon Trotski. Or voilà qu'au même moment, en octobre 1935, le trotskiste David Rousset transmet à Zeller une invitation pour se rendre en Norvège afin d'y rencontrer le "Vieux" récemment expulsé de France. Fred Zeller a alors 23 ans et il est littéralement

conquis non seulement par l'aura qui se dégage du compagnon de Lénine, par la finesse et la justesse de ses analyses politiques mais également par sa patience, son talent pédagogique ainsi que par le climat serein, sans jamais aucune manifestation de mauvaise humeur, qui règne dans sa petite famille. Il restera un mois auprès de Trotski, accomplissant les fonctions de secrétaire, puis rentrera en France où il rejoindra le Parti Ouvrier Internationaliste tout en continuant d'animer les Jeunesses socialistes révolutionnaires (JSR) qui avaient été exclues de la SFIO. Toute cette période est racontée de façon passionnante en relatant des entretiens avec les personnages les plus divers, allant de Léon Blum au fondateur du PC français, Boris Souvarine, et en passant par les deux envoyés du Komintern qui en 1935 essayèrent de l'acheter pour que les JSR suivent la ligne stalinienne... Pendant l'Occupation les trotskistes sont très divisés et Zeller participera à la formation et aux activités résistantes du Mouvement National Révolutionnaire (MNR). Après la Libération il retrouvera ses camarades trotskistes mais une crise très dure va secouer la section française de la IV^e Internationale et devant « la fin de l'espoir d'un regroupement des oppositions socialistes de gauche » Zeller va délaisser l'activité militante pour se consacrer à la peinture et se retirer dans un village du Midi. C'est alors qu'il prendra contact avec la franc-maçonnerie (son père était déjà franc-maçon).

Son parcours ultérieur est alors très contradictoire à nos yeux (pas aux siens ...) car il continue à juger le monde avec ses « lunettes trotskistes », qu'il s'agisse de la révolution coloniale, de mai 68 ou existait une véritable « situation révolutionnaire », ou encore de l'appréciation du « grand mérite historique du bolchevisme [qui] fut d'avoir su créer un organisme qui permit d'engager avec efficacité l'offensive vers le pouvoir et de le prendre ». Tout en reconnaissant les qualités personnelles de Léon Blum, il demeure un critique virulent de sa politique de Front populaire et de non-intervention en Espagne, un critique acerbe de la politique du PS après la Libération, et pourtant, en 1958, lors de l'arrivée de De Gaulle au pouvoir, il retourne dans la « vieille maison ». Il ne semble pas avoir eu beaucoup d'illusions car sa description des bagarres dans le PS ne manque pas de sel de même que celle de l'intronisation de Mitterrand au congrès d'Épinay de 1974 : « Et

c'est ainsi que le chef d'une petite armée composite s'empara sans coup férir du vieux parti de Jaurès ». Pendant ce temps Zeller qui semble se contenter d'avoir une carte socialiste, s'active au sein du Grand Orient pour y faire triompher ses idées gauchistes. Et là on demeure pantois car, à le lire, on a vraiment l'impression qu'il est toujours infecté du virus trotskiste et qu'il fait de "l'entrisme" dans l'institution maçonnique pour la faire bouger. Par exemple en 1968 : « Au Conseil nous n'étions que trois nouveaux arrivants face à trente frères dépassés par les événements et trop frileux pour s'engager. Que d'efforts a-t-il fallu pour arracher, enfin, à 4 heures du matin, la décision de solidarité publiquement avec le grand mouvement contestataire ». Cependant il parviendra à se faire entendre, à faire évoluer le Grand Orient qui acceptera de le suivre et finalement il n'est pas mécontent de son travail : « Si je n'avais pas engagé l'Ordre dans cette direction, il ne fait aucun doute que nous serions devenus une organisation de vieillards sclérosés ».

Comment concilier sa vision toujours assez "trotskiste" de l'Histoire et de la situation mondiale actuelle avec sa seule activité maçonnique pour améliorer individuellement les êtres humains ? Pour notre grand Maître il convient de regarder la réalité en face : nous sommes devant une révolution technologique sans précédent, « L'Etat capitaliste a aujourd'hui des moyens illimités pour étudier tous les problèmes qui conditionnent finalement son destin » et surveiller en permanence les réactions des classes sociales qui risqueraient de le menacer. Ses moyens de répression se sont démesurément renforcés : « les polices politiques et les armées du monde entier sont sur le point de dominer complètement la société moderne (...) Toute velléité d'utiliser la violence directe afin de s'emparer du pouvoir se heurtera aussitôt à l'efficacité des armes modernes ». Alors que faire ? « Il ne reste sans doute pour la plupart qu'à tenter de réaliser, chacun à sa façon, un petit bonheur, et de vivre le moins mal possible dans le temps si court que nous passons sur cette terre ».

Pas enthousiasmant, le camarade Zeller ! Car le perfectionnement individuel a besoin d'être défini et compter seulement sur lui pour améliorer la situation de l'humanité est aussi crédible qu'attendre qu'un dieu compatissant tourne enfin son regard vers la terre. De plus l'argument du progrès technique a tou-

jours été utilisé contre les révolutionnaires depuis l'apparition du fusil à répétition... Il ne faudrait quand même pas oublier que les armes sont manipulées par des hommes et que ceux-ci peuvent être perméables aux idées. Bien évidemment il n'est pas question de recommencer Octobre 1917 mais pas non plus de le renvoyer dans les oubliettes de l'Histoire comme si nous n'avions plus rien à apprendre de cette première révolution socialiste victorieuse. C'est d'ailleurs Zeller lui-même qui affirme que « la révolution d'octobre fait bien partie de la grande histoire de l'humanité ». Si nous demeurons persuadés que le socialisme ne s'instaurera pas à petits pas, sans que les détenteurs des grands moyens de production s'en aperçoivent, si nous croyons toujours qu'il y aura encore des situations révolutionnaires où la balance penchera en fonction du rapport de forces, nous nous efforçons d'utiliser les enseignements des luttes du passé pour imaginer celles qui nous attendent et qui différeront car la société n'est plus la même. Cependant nous persistons à croire que même dans la situation la plus révolutionnaire, les salariés ont besoin d'être groupés et coordonnés par des organisations révolutionnaires déterminées à franchir le pas, c'est-à-dire à en finir avec le pouvoir de la bourgeoisie. C'est bien Fred Zeller lui-même qui rapporte ce que lui avait confié en 1973 le président Pompidou : « Mai 68, à part quelques bosses, quelques voitures incendiées et la kermesse dans les rues encombrées d'ordures de toute sorte, personne n'a vraiment cherché à prendre le pouvoir. Entre nous... vous le savez bien... Et pourtant ! » Et pourtant !

Jean-Michel Krivine

Revue

Casseurs de Pub

Peut-être l'avez-vous remarqué au fin fond de votre Maison de presse, cachée sous les kilos de ces magazines dont la publicité est la raison d'être... Sinon, cherchez-la, *Casseurs de Pub* (3) vaut l'effort !

Résolument anti-con, rassemblant d'excellentes fausses publicités, illustrée magnifiquement avec (pour les plus vieux) un vague air soixante-huitard, ce dossier détourne « l'image comme forme finale de marchandisation et de réification », le produit « identifié à sa marque ou à son logo » (cf. F. Louça en p. 21).

A lire et à faire lire.

J. M.

1. Léon Trotsky, « Où va la PSOP ? », *Œuvres*, tome 20.

2. Fred Zeller, *Témoin du siècle — de Blum à Trotsky, au grand Orient de France*, Grasset, Paris 2000, prix 139 FF.

3. Casseurs de Pub, la revue de l'environnement mental, Dossier n° 1, novembre 1999, prix 25 F. Édité par le Comité des Créatifs Contre la Publicité, 11, place Croix-Pâquet, 69001 Lyon.

Un nouveau parti pour le socialisme : le SSP

Par
Frances Curran et Murray Smith*

Le 6 mai 1999, Tommy Sheridan, tête de liste du Parti socialiste écossais (SSP) à Glasgow, est élu député au premier Parlement écossais depuis trois siècles. Cette percée électorale a porté le SSP, créé seulement quelques mois auparavant, sur le devant de la scène politique. Mais les racines du nouveau parti remontent plus loin.

Aux origines, la mobilisation contre la poll tax

En introduisant la poll tax en 1989, Margaret Thatcher, alors premier ministre, a commis une double erreur. Jusque-là elle avait su attaquer le mouvement ouvrier secteur par secteur, choisissant son terrain, préparant l'affrontement, battant les uns après les autres sidérurgistes, ouvriers du Livre, municipalités de gauche et comme pièce de résistance, les mineurs. Mais cette fois-ci elle essayait d'imposer un nouvel impôt local qui frappait tout le monde et qui faisait payer les plus démunis au même taux que les riches. Ce faisant, elle a provoqué un mouvement de masse qui a battu en brèche la poll tax et contribué puissamment à sa propre chute. Sa deuxième erreur était d'introduire cette taxe d'abord en Écosse, c'est-à-dire dans une partie du Royaume-Uni où son gouvernement n'avait jamais disposé d'une majorité et où le mouvement ouvrier avait de fortes traditions de lutte.

Nous ne retraçons pas ici l'histoire, par ailleurs passionnante, de l'énorme mobilisation populaire qui a mis en bas la poll tax, seule victoire du mouvement ouvrier britannique dans une période marquée par de lourdes défaites. Ici il s'agit seulement de souligner son importance dans la genèse du SSP. En Écosse, le mouvement contre la poll tax a rapidement pris une grande ampleur. La branche écossaise de *Militant* (courant trotskiste pratiquant depuis longue date l'entrisme au sein du Parti travailliste), qui allait devenir la principale composante du SSP, y a joué un rôle de premier plan, défen-

dant la stratégie de refus du paiement de l'impôt, combinée avec des mobilisations de masse et des actions directes.

La campagne a donné lieu à un dense réseau de comités de quartier, fédérés au niveau national, dont le principal porte-parole fut Tommy Sheridan, de *Militant*. Mais si *Militant* a joué un rôle prépondérant, cette lutte fut aussi l'occasion d'un vrai travail unitaire rassemblant des militants d'extrême-gauche, trotskistes ou libertaires, ainsi que des travaillistes, des syndicalistes, des communistes, des nationalistes et beaucoup de gens qui venaient à l'action politique pour la première fois au travers de cette campagne. C'était le creuset d'une collaboration entre des forces d'origines diverses, le début d'un changement de comportement et de mentalité.

Scottish Militant Labour sort du Labour Party

Suite à la campagne contre la poll tax et en butte à la normalisation du Parti travailliste menée d'une main de fer par son dirigeant Neil Kinnock, l'organisation écossaise de *Militant* est sortie du parti en 1992 (un an avant la branche anglaise) pour créer une organisation indépendante : *Scottish Militant Labour* (SML). Profitant de l'autorité acquise au cours de la campagne contre la poll tax, surtout dans les cités populaires de Glasgow, le SML a enregistré les premiers succès électoraux de l'extrême-gauche en Écosse, faisant élire à Glasgow plusieurs conseillers municipaux et régionaux. Le succès le plus spectaculaire fut l'élection au conseil municipal de Glasgow de Tommy Sheridan, alors qu'il purgeait une peine de six mois de prison ferme pour avoir participé à une action visant à empêcher une saisie immobilière pour non-paiement de la poll tax.

C'était en 1992, l'année où, à la surprise générale, le fade John Major, successeur de Thatcher, avait gagné de justesse les élections législatives. En Écosse cette victoire avait créé une double déception. D'abord, c'était reparti pour cinq années de plus d'un

gouvernement des tories (conservateurs), toujours aussi minoritaires en Écosse. Ensuite, l'échec des travaillistes éloignait la perspective de la mise en place d'un Parlement écossais autonome. La conséquence en a été un renforcement de la conscience nationale, étroitement liée aux revendications sociales.

En même temps, le recentrage à droite du Parti travailliste, commencé sous Kinnock, se poursuivait sous le bref règne de son successeur John Smith, mort en 1994, pour être parachevé par Tony Blair. En Écosse le SNP, parti nationaliste bourgeois avec une direction petite-bourgeoise et une base populaire, cherchait avec un certain succès à développer un discours de gauche pour récupérer les voix des électeurs travaillistes déçus. À gauche, le sentiment grandissait qu'il fallait essayer de mettre en place une alternative socialiste au *New Labour* de Blair. Le potentiel avait déjà été démontré par les succès de SML et le fut de nouveau par la candidature de Tommy Sheridan à Glasgow aux européennes de 1994, où il a fait 7,5 % sur la ville. À cette époque, le SML aurait très bien pu basculer dans un triomphalisme auto-proclamatoire. Au contraire, l'organisation a compris qu'elle ne pouvait pas constituer à elle seule l'alternative, mais qu'il fallait travailler à la mise en place d'une force anticapitaliste unie et pluraliste.

Luttes et débats à gauche

Au début des années 1990 avaient commencé les *Socialist Forums*, rencontres annuelles coorganisées par le Mouvement socialiste écossais (SSM, gauche travailliste), le courant *Liberation* (gauche du SNP) et le Parti communiste d'Écosse (CPS, un des fragments nés de l'éclatement du Parti communiste de Grande-Bretagne). En 1994, pour la première fois, des représentants de

* Frances Curran et Murray Smith sont responsables des relations internationales du SSP. Nous leur avons proposé de profiter de la tribune d'*Inprecor* pour présenter l'expérience de leur parti, ce qu'ils ont bien voulu faire. Les intertitres et les notes sont de la rédaction d'*Inprecor*.

SML ont assisté au Forum. Par la suite ils ont accepté l'invitation de coorganiser le Forum de 1995. A cette occasion Alan McCombes au nom de SML a lancé publiquement l'idée d'un bloc électoral, d'une Alliance socialiste, pour contester les premières élections au Parlement écossais, dont la perspective commençait à se concrétiser avec la victoire universellement prévue des travaillistes aux élections législatives britanniques.

Les années suivantes ont été marquées par de nouvelles luttes : la grève de Timex à Dundee en 1993, la campagne contre la privatisation de l'eau, campagne par ailleurs réussie, puisqu'à la différence de l'Angleterre l'eau n'a pas été privatisée en Écosse. En 1994-95 a eu lieu la campagne contre la Loi de justice criminelle (CJA), marquée par des manifestations de masse illégales. La loi a fini par être adoptée mais elle n'a jamais été utilisée comme prévu contre les militants écologistes partisans des méthodes d'action directe. Parallèlement il y a eu la campagne contre la construction d'une autoroute dans le sud de Glasgow. Dans ces dernières mobilisations les militants politiques traditionnels ont côtoyé, plus encore qu'à l'époque de la poll tax, les militants écologistes radicaux dont un certain nombre devaient par la suite se retrouver dans l'Alliance socialiste et au SSP.

Une occasion perdue

L'idée d'une alliance socialiste faisait son chemin, avec pourtant des réticences dans le SSM, dont une partie des militants restaient au Parti travailliste, et encore plus dans le courant *Liberation*, entièrement intégré au SNP. Mais les choses allaient s'accélérer grâce à l'intervention d'Arthur Scargill, dirigeant du Syndicat des mineurs et de la grève historique de 1984-85. Scargill venait de quitter le Parti travailliste, en annonçant en novembre 1995 son intention de lancer un nouveau parti. Ce projet intéressait nombre de forces politiques en Écosse comme en Angleterre. Cela aurait pu être l'occasion de lancer un nouveau parti socialiste pluraliste. Malheureusement, les conceptions politico-organisationnelles de Scargill — ultra-centralisatrices, autoritaires, voire stalinienne — ont gâché ce potentiel, avec le résultat que son parti, le *Socialist Labour Party* (SLP) est réduit aujourd'hui à l'ombre de lui-même et que ce n'est que cinq ans plus tard qu'on commence à voir à Londres les contours d'une nouvelle gauche radicale anglaise.

En Écosse des discussions entre Scargill et des représentants des organisations du Forum ont échoué sur deux points. D'abord le refus du pluralisme, c'est-à-dire de l'en-

trée dans le nouveau parti de courants politiques organisés (Scargill voulait écarter surtout le *Militant* et le SWP). Ensuite, le refus de Scargill d'envisager une section autonome du parti en Écosse. Par son attitude inflexible Scargill a fait sa seule contribution, involontaire, à l'émergence d'une nouvelle force politique. L'idée qu'il allait de toute façon lancer son parti, y compris en Écosse, a agi pour surmonter les réticences et accélérer le lancement de l'Alliance en février 1996.

De l'Alliance socialiste écossaise...

Que représentait cette nouvelle Alliance socialiste écossaise (SSA) au moment de sa naissance ? Le SML y est entré en tant que courant organisé. Le *Socialist Movement* y est aussi entré, quelques adhérents restant au Parti travailliste. Le courant *Liberation* n'est pas venu en tant que tel, mais de nombreux militants de la gauche du SNP ont adhéré, à ce moment-là ou plus tard. Le CPS ne l'a pas non plus rejoint mais nombre de ses militants et responsables y ont adhéré, dont son secrétaire général, Bill Bonnar. Il y avait en plus quelques petits courants d'extrême-gauche, ainsi que des indépendants représentatifs de différents mouvements sociaux, tel Rosie Kane, figure de proue de la mouvance écologiste radicale. Faisant le lien entre l'écologie et la lutte anticapitaliste, un des slogans de l'Alliance et ensuite du SSP sera « *Si tu veux être vert, il faut être rouge* ».

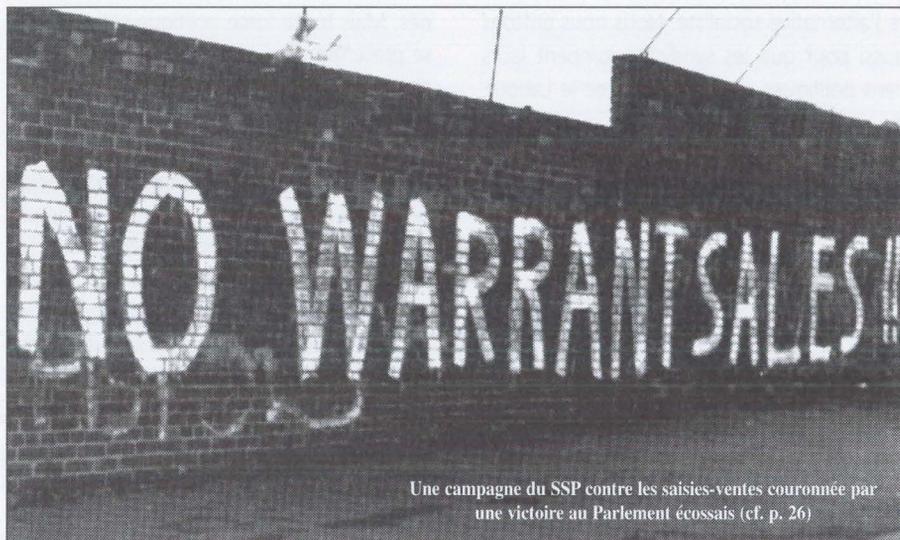
La SSA avait dans les deux ans et demi de son existence entre 400 et 500 adhérents. Elle était essentiellement limitée aux villes de Glasgow, Edimbourg et Dundee, avec une structuration assez lâche. Le poids de SML était écrasant par rapport aux autres forces. Pour établir un climat de confiance il avait été décidé qu'aucun courant n'aurait plus de 40 % des places dans la direction. Un indice du chemin parcouru en deux ans est que personne n'a cru nécessaire de maintenir cette règle au moment du lancement du SSP. L'Alliance a eu un impact considérable, à la fois dans les luttes, notamment celles de défense des services publics, et sur le terrain électoral. Elle a organisé un soutien conséquent à la longue grève des dockers de Liverpool. En novembre-décembre 1996 la SSA a joué un rôle important de soutien à la première grève avec occupation en Écosse depuis dix ans, à l'usine Glaciers. Cette lutte de défense de l'emploi a été victorieuse, faisant dire au secrétaire général du Congrès des syndicats écossais (STUC) qu'il s'agissait de « *la victoire du mouvement syndical la*

plus significative depuis l'occupation [des chantiers navals] d'UCS en 1972 ». Des dirigeants de l'occupation ont rejoint la SSA. L'Alliance s'est aussi présentée aux élections, en particulier aux élections législatives britanniques de juin 1997 où elle a été présente dans 16 circonscriptions, dont toutes celles de Glasgow. Dans une élection marquée par un raz-de-marée travailliste après 18 ans de gouvernements de droite, la SSA a obtenu des scores tout à fait honorables, et posé ses marques pour l'avenir.

Ces élections ont marqué un tournant dans la vie politique écossaise, non seulement à cause de la défaite des conservateurs mais aussi à cause de la politique de décentralisation (*devolution*) conduisant à la création de parlements autonomes en Écosse et au Pays de Galles. A partir de ce moment-là la vie politique en Écosse est devenue de plus en plus nationale, distincte de celle de l'Angleterre. Un référendum en septembre 1997 a largement approuvé le projet d'autonomie proposé par Blair, ouvrant la voie à la mise en place du Parlement écossais. Au cours de son existence, la SSA avait pris une décision capitale qui lui a permis de bien se positionner dans ce nouveau cadre politique : elle s'était prononcée pour une Écosse indépendante et socialiste. Cette prise de position est devenue sa carte de visite et plus tard celle du SSP. Le nationalisme écossais n'est que marginalement caractérisé par un sentiment anti-anglais primaire. Il est beaucoup plus l'expression de l'aspiration profondément démocratique du peuple écossais à maîtriser son propre avenir. Historiquement, l'aspiration à l'autonomie ou à l'indépendance a toujours été portée davantage par la gauche et le mouvement ouvrier que par la droite et aujourd'hui le sentiment indépendantiste est le plus fort dans la classe ouvrière et dans la jeunesse. Il est donc naturel de fusionner cette aspiration démocratique avec l'aspiration à la transformation sociale. Et dans cette fusion se trouve la clef de tout projet d'émancipation sociale en Écosse.

...à un nouveau parti

Le SSP a été lancé en septembre 1998. Le SML a transféré son appareil et ses locaux au nouveau parti. Son journal, *Scottish Socialist Voice*, est devenu celui du SSP. La création du parti représentait à la fois une continuité avec l'expérience de la SSA et une rupture. Il ne s'agissait pas d'un simple changement de nom, mais de franchir un pas qualitatif. Le pari était de rassembler des forces beaucoup plus importantes que celles de l'Alliance, de devenir une véritable alternative politique. Dans les discussions avant



Une campagne du SSP contre les saisies-ventes couronnée par une victoire au Parlement écossais (cf. p. 26)

le lancement du SSP, la question a été posée : d'où exactement viendraient les forces pour un nouveau parti ? Existentes-elles vraiment ? Il était impossible de répondre à l'avance à cette question. La preuve du pudding étant qu'on le mange, la seule façon de vérifier si les forces existaient, c'était de s'y lancer.

Le pari était réussi. La différence qualitative dans l'impact du parti comparé à celui de l'alliance s'est fait sentir immédiatement. A un niveau de masse le fait d'être un parti a été compris comme une preuve de sérieux. L'Alliance était une étape nécessaire pour tester la collaboration entre les différentes forces, mais une étape qu'il fallait bien dépasser. En créant un parti, le SSP se posait comme alternative aux travaillistes et aux nationalistes et commençait à être perçu comme telle. Mais ce qu'exigent ceux qui nous écoutent, et ils l'exigent fortement, c'est que le SSP « ne soit pas un parti comme les autres ». Dans le profil du parti le contenu politique est bien sûr important : le fait de se prononcer clairement pour le socialisme et de mettre en avant ici et maintenant des propositions qui répondent aux besoins du plus grand nombre. Mais aussi important est le fait d'être présent dans toutes les luttes, petites et grandes, de ne pas simplement se pointer au moment des élections pour disparaître après. Non pas que les élections ne soient pas importantes. Loin du SSP les platitudes gauchistes du genre « les élections ce n'est pas notre terrain, notre terrain c'est les luttes ». C'est sans doute vrai à l'échelle de l'Histoire que les choses importantes ne seront pas décidées par les élections, mais par les actions de masse. Mais aujourd'hui les élections sont un excellent moyen de faire de la politique, de faire connaître nos propositions à une échelle de masse. Il n'y a aucune contradiction avec les luttes. Les deux se complètent et se renfor-

cent, toute notre histoire depuis dix ans en témoigne.

Il est aussi nécessaire de cultiver l'image d'un SSP « propre », de tirer un trait entre nous et le monde politique des scandales et des pots-de-vin. C'est donc important, par exemple, que nos candidats se présentent aux élections en s'engageant à être « un député ouvrier qui vivra avec un salaire d'ouvrier » et que Tommy Sheridan ne prenne que la moitié de son salaire, versant le reste au parti et à des associations diverses. C'est surtout important dans un pays où la social-démocratie n'a aucune tradition de ce genre.

Percée électorale

C'est dès la première tournée de meetings à l'automne 1998 que le nouveau parti a commencé à décoller, à connaître un afflux de nouveaux adhérents et à créer de nouvelles sections au-delà de la base géographique de la SSA. Son premier test électoral a été dans une élection partielle européenne dans le nord-est de l'Écosse. Dans une circonscription pas très favorable, couvrant les villes de Dundee et d'Aberdeen mais aussi des terres agricoles parmi les plus riches d'Europe, le SSP a obtenu 2 500 voix, plus de 2 %. C'était modeste, mais c'était suffisant pour établir sa crédibilité.

A partir du premier congrès du SSP en février 1999, les énergies se sont toutes tournées vers la préparation des premières élections législatives écossaises de mai 1999, qui coïncidaient avec les élections municipales. La campagne électorale se mêlait au travail de construction du SSP. De 600 à 800 adhérents au congrès de février, le parti a passé le cap des 1 000 au mois d'avril.

Il avait été décidé de présenter des listes dans chacune des huit régions du pays, y compris dans celles où le parti était inexis-

tant. Cela a permis de mener une campagne vraiment nationale et de donner à chaque électeur en Écosse la possibilité de voter pour le SSP. C'était la première élection organisée à la proportionnelle, mais en partie seulement. Sur un Parlement de 129 membres, 56 étaient élus à la proportionnelle par région et 73 dans des circonscriptions au scrutin uninominal à un seul tour. Le SSP s'est présenté dans 18 circonscriptions, en concluant un accord avec le Parti socialiste des travailleurs (SWP) qui s'est présenté dans quatre.

Au niveau national le SSP a obtenu 2 % des suffrages (46 000 voix) et son score de 7,25 % à Glasgow a permis l'élection de Tommy Sheridan (1). Mais les célébrations à Glasgow ont été quelque peu tempérées par une mauvaise nouvelle. Le parti de Scargill avait obtenu 55 000 voix, dépassant le SSP dans toutes les régions sauf Glasgow et l'Ouest. L'étonnement des militants frôlait l'incrédulité. Le SLP était très faiblement implanté en Écosse et avait été quasiment invisible pendant la campagne. Confusion d'étiquettes, notoriété de Scargill ? Heureusement la spéculation n'a pas duré longtemps. Les élections européennes du mois de juin ont constitué un nouveau test grandeur nature. Le SSP est passé de 2 % à 4 %, dépassant dans toutes les circonscriptions le SLP, lequel est tombé à 0,95 %. En grande partie grâce à l'élection de Tommy Sheridan, le SSP était dès lors établi comme l'alternative socialiste à gauche du Labour (2).

L'année qui s'est écoulée depuis les élections a été cruciale pour consolider le SSP. Son deuxième congrès en février 2000 a reflété la croissance du parti, ainsi qu'un renforcement de sa cohésion politique. En dehors de l'ex-SML, devenu le Mouvement socialiste international (ISM), le principal courant organisé est constitué par le Réseau communiste républicain, courant d'extrême-gauche. Mais la grande majorité des nouveaux adhérents n'ont d'autre affiliation que le SSP. Il ne comporte à l'heure actuelle aucun courant organisé qu'on pourrait qualifier de réformiste.

Le parti continue à s'affirmer comme force politique. Les succès électoraux continuent, avec un score de 10 % à l'élection partielle de Hamilton en septembre 1999, et de 4 % à Ayr en mars 2000. Les derniers sondages lui donnent 5 % des intentions de vote au niveau national avec des pointes de 13 % à Glasgow et 11 % dans la région centrale, ce qui assurerait trois députés.

1. Cf. *Inprecor* n° 436 de juin 1999.

2. Cf. *Inprecor* n° 437/438 de juillet-août 1999.

Tommy Sheridan écrit une colonne hebdomadaire dans la *Daily Record*, premier quotidien d'Écosse, lu par 2 millions de personnes (sur une population de 5 millions).

Avec ses 2 000 adhérents et plus de 50 sections à travers le pays, et son audience électorale, les responsabilités du SSP sont énormes. Nous avons la possibilité de construire un parti qui peut se présenter comme alternative crédible aux travaillistes et aux nationalistes. Comme autres courants politiques de gauche organisés, il n'y a que le SWP, qui n'a pas voulu intégrer la SSA ni le SSP, (mais la porte reste ouverte) et les restes du SLP et du PC. L'essentiel est ailleurs. Nous nous adressons à ceux qui votent encore à contrecœur pour le Parti travailliste, à ceux qui ne votent plus et à ceux qui soutiennent un SNP aujourd'hui écartelé entre le besoin électoraliste d'être perçu comme à gauche du Labour et le besoin de se présenter comme gérant fiable des intérêts du grand capital dans une Écosse indépendante. D'autant plus qu'aujourd'hui les sondages le placent devant le Labour.

Un parti porteur d'un projet de société

Nous avons établi notre image de marque comme parti qui se fixe comme perspective le socialisme et qui se bat quotidiennement pour défendre la classe ouvrière. D'abord nous sommes pour la rupture avec le capitalisme, pour le socialisme. Il n'y a pas de place aujourd'hui pour un parti de plus qui accepte le capitalisme comme horizon indépassable. Nous luttons bien sûr contre la politique néolibérale, mais sans cultiver l'illusion que le Parti travailliste pourrait revenir à un âge d'or keynésien et restaurer l'État providence. Tout en étant prêts à nous battre sur des questions concrètes aux côtés des militants qui restent dans ce parti, nous appelons à nous rejoindre pour construire

3. Cette rencontre s'est tenue à l'initiative du Bloc de gauche portugais (cf. *Inprecor*, n° 441 de novembre 1999 et n° 445 de mars 2000). Y ont participé des représentants de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, section française de la IV^e Internationale), du Parti socialiste écossais (SSP), de l'Alliance électorale rouge de Norvège (cf. *Inprecor* n° 434 d'avril 1999 et n° 441 de novembre 1999), de l'Alliance Rouge-Verte du Danemark (cf. *Inprecor* n° 425 de juin 1998), du Parti de la liberté et de la solidarité de Turquie (ÖDP, cf. *Inprecor* n° 420 de janvier 1998 et n° 439/440 de septembre-octobre 1999), de *Espacio alternativo* (courant gauche au sein de l'*Izquierda unida* en Espagne, cf. *Inprecor* n° 445 de mars 2000 et n° 446 d'avril 2000), de la Gauche républicaine catalane et du Bloc nationaliste de Galice.

re l'alternative socialiste. Nous nous battons aussi pour que les syndicats rompent leurs liens politiques et financiers avec le Labour, en s'appuyant sur le nombre croissant de responsables syndicaux qui ont rejoint le SSP. D'ailleurs, ces liens sont de plus en plus remis en cause dans les syndicats.

Pour être à la hauteur des enjeux, nous devons être plus que « *le parti des contre* », plus que des « *défenseurs* ». Bien sûr, nous sommes contre les privatisations, contre les cadeaux aux patrons, contre la flexibilité et la dérégulation. Bien sûr, nous sommes les défenseurs des services publics, de la santé, de l'école, des droits et des acquis des sala-

Le SSP fait reculer le gouvernement écossais

Élu au Parlement écossais l'année dernière, Tommy Sheridan a déposé un projet de loi pour abolir les saisies immobilières*. Son projet a été par la suite co-sponsorisé par le député travailliste de gauche John McAllion, et le député nationaliste Alex Neil et a obtenu un large soutien dans la population.

Le gouvernement voyait cela d'un mauvais œil. Deux jours avant le vote il a fait déposer un "amendement", dont le vote aurait bloqué la mesure.

Une révolte du groupe parlementaire travailliste, dont une majorité était prête à voter le projet de loi et repousser l'amendement gouvernemental, a alors vu le jour. Complètement désarçonné, le gouvernement a dû capituler en rase campagne, retirant son amendement en séance plénière du Parlement, le 27 avril. Le projet de loi a ensuite été adopté par 79 voix contre 15, et 30 abstentions. Les ministres et les députés libéraux-démocrates (parti membre, avec les travaillistes, de la coalition gouvernementale) se sont abstenus. Seuls les conservateurs ont osé voter contre. Pour la presse ce fut le «désaveu cinglant» d'un gouvernement forcé d'effectuer «son recul le plus humiliant».

En quittant le Parlement à Édimbourg, Tommy Sheridan a été acclamé par des passants. Le même jour le SSP a obtenu 12 % de suffrages lors d'une élection partielle dans un quartier ouvrier de la ville. Pendant que les députés délibéraient, des militants du SSP ont occupé un cabinet d'huissiers chargés d'opérer les saisies immobilières à Glasgow. Histoire de rappeler que celles-ci ont été combattues dans la rue avant de l'être au Parlement.

M. S.

* Une législation écossaise vieille de trois siècles autorisait les saisies immobilières et la vente des biens saisis pour cause de dette. Lorsque le mouvement contre la poll tax, il y a dix ans, a eu recours au refus de la payer, les autorités ont pratiqué des saisies immobilières. C'est en s'opposant à une de ces saisies que Tommy Sheridan fut emprisonné pour six mois en 1992.

riés. Mais toute force politique sérieuse doit se présenter avec un projet en positif. Nous abordons cette question à deux niveaux. D'abord, nous travaillons à définir ce que pourrait être le socialisme aujourd'hui, après le double échec du stalinisme et de la social-démocratie, et comment on peut rompre avec le capitalisme à l'époque de la mondialisation. Nous préparons un livre qui doit sortir au mois de novembre, dans lequel nous allons présenter notre critique du capitalisme et nos réflexions sur un socialisme pour le XXI^e siècle, en cherchant à décortiquer les mécanismes du capitalisme et montrer la possibilité d'une société basée sur la satisfaction des besoins humains. La publication de ce livre sera pour nous l'occasion d'ouvrir un large débat.

Ensuite, nous cherchons à proposer des solutions aux problèmes concrets. Une des questions majeures dans la jeunesse est celle de la drogue. Nous proposons la légalisation du cannabis et la décriminalisation des autres drogues. Notre politique a été présentée dans un livre du porte-parole du parti sur ces questions (*Drugs and the Party Line*, de Kevin Williamson). Nous avons élaboré un projet, autour duquel nous allons mener une campagne de grande ampleur, du Scottish Service Tax. Il s'agit de proposer un système d'impôts locaux, basé sur une imposition fortement progressive. La conséquence en serait d'effectuer une redistribution significative des revenus des riches vers les pauvres, inversant la tendance des vingt dernières années. Cela fournirait également des revenus supplémentaires aux municipalités, leur donnant une marge de manœuvre face au pouvoir central pour mener une politique dans l'intérêt de la population. Enfin, Tommy Sheridan a présenté un projet de loi interdisant la pratique moyenâgeuse des saisies immobilières pour cause de dettes. Grâce à un soutien de l'opinion publique et de députés travaillistes et nationalistes ce projet a toutes les chances de devenir loi.

Le SSP essaie d'agir dans les conditions concrètes de l'Écosse. Mais nous ne négligeons pas la dimension internationale. Nous voyons la construction du SSP comme partie prenante de la recomposition du mouvement ouvrier au niveau international, de l'apparition d'une gauche radicale. Nous accordons donc beaucoup d'importance au renforcement des liens entre les nouvelles formations anticapitalistes qui se créent, surtout en Europe. C'est dans cet esprit que nous avons participé à la rencontre entre plusieurs de ces formations à Lisbonne, en mars dernier (3). Nous comptons renforcer ce genre de collaboration. ■

Dilemmes existentiels pour une gauche traumatisée

Par
Georges Mitralias*

Obtenant ensemble presque 87 % des voix, les deux grands partis grecs, le PASOK et la Nouvelle Démocratie, ont dominé les élections du 9 Avril, et ont fait pratiquement le vide autour d'eux. Bien que ce pourcentage exorbitant n'était pas inédit ces vingt dernières années, il représente cette fois une nouveauté absolue pour deux raisons : a) parce qu'il n'y avait pas eu de polarisation sensible entre ces deux partis et b) parce que leurs programmes respectifs se ressemblaient comme deux gouttes d'eau. C'est donc en tenant compte du calme général qui contrastait avec la traditionnelle rivalité passionnelle des électors des deux grands partis grecs, que ces 87 % acquièrent toute leur signification politique. Il s'agit d'un vote clair et écrasant en faveur de leurs orientations communes, c'est-à-dire en faveur des politiques néolibérales qui accompagnent l'entrée (imminente) du pays dans l'Union économique et monétaire européenne.

C'était du jamais vu. Malgré les vagues successives de grandes mobilisations populaires à l'occasion de l'arrestation et du procès en Turquie du militant kurde Oğalın ou de l'intervention impérialiste en Yougoslavie, malgré les luttes très importantes des lycéens, des paysans et des enseignants durant l'année qui a précédé le rendez-vous électoral du 9 Avril, la société grecque a voté pratiquement en bloc en faveur des politiques qu'elle semblait condamner avec virulence (selon tous les sondages, il y avait 90-95 % des Grecs qui s'opposaient tant à la guerre de l'OTAN contre la Yougoslavie, qu'à la présence de l'OTAN en Grèce !). Le phénomène mérite explication. Si on laisse de côté les "analyses" habituelles sur la "schizophrénie" du corps électoral grec, ainsi que la dénonciation (très justifiée) des divers chantages exercés surtout par le PASOK sur les électeurs des partis de gauche, il ne nous reste qu'à constater que "l'état d'esprit" généré par toutes ces luttes n'a pas pu s'exprimer dans les urnes.

La raison est évidente : aucun des partis de gauche n'a été capable "d'inspirer" les

électeurs de gauche et d'exprimer leurs doléances. Ceci étant, les deux grands partis aux programmes identiques ont pu ratisser large, profitant du fait qu'il n'y avait pas de concurrent à leur gauche. Leur projet néolibéral a donc paru crédible faute d'adversaire et de projet alternatif cohérent. Dépourvues de véritable débouché politique, les diverses résistances populaires sont restées éparpillées, non coordonnées et finalement, elles n'ont généré qu'un sentiment d'impuissance. A l'heure de vérité, le "peuple de gauche" s'est donc présenté aux urnes totalement désemparé. Le fait qu'il a voté sans grand enthousiasme pour le PASOK afin d'éviter le retour de la droite pure et dure, ne change pas grand chose au triste paysage qui a émergé des urnes. La défaite a été cuisante, presque "historique". Et elle n'annonce rien de bon pour la période à venir...

Plus concrètement, les élections ont été marquées par la remontée fulgurante de la Nouvelle Démocratie qui, obtenant 42,7 % et améliorant son score de 5 %, s'est empressée de se poser en grand vainqueur "moral" de son duel avec la social-démocratie. Le résultat de la formation traditionnelle de la droite grecque mérite réflexion car il est le témoin d'un glissement progressif des couches populaires vers la droite. Selon toutes les enquêtes, ce phénomène qui était jadis impensable, est dû à l'effacement des profonds réflexes anti-droite qui existaient dans la société grecque au moins depuis la chute de la dictature des colonels (1974). Voter pour la droite ne provoque plus ni "remords" ni crises existentielles !

Le pourquoi de cette évolution cataclysmique des mœurs politiques est offert par l'évolution du PASOK. En effet, c'est ce parti, dominant la scène politique grecque depuis 1981 (si on excepte l'interlude 1989-1993), qui a contribué comme aucun autre à la "chute du mur" séparant la gauche de la droite grecque. S'ajoutant aux désillusions créées par les politiques menées par les gouvernements de son fondateur Andreas Papandreou, son virage à droite sous la direction de l'actuel premier ministre, Kostas Simitis, a rendu désormais inopérante la distinction droite-gauche.

Il ne s'agit pas seulement d'un fait "objectif", mais de l'impression qui domine même chez les plus fidèles des électeurs du PASOK. Selon tous les sondages, seule une minorité parmi eux ose encore qualifier "leur" parti comme socialiste, tandis qu'une écrasante majorité des Grecs de toute appartenance le qualifie maintenant de parti interclassiste "du centre" qui mène une politique néolibérale ! D'ailleurs, la disproportion des moyens financiers des deux grands partis était manifeste. Grâce à l'appui sans réserve du grand capital et de tous les "empires" des moyens de communication grecs, la campagne du PASOK avait surclassé celle de Nouvelle Démocratie au point que la droite ose parler (avec raison) d'un véritable scandale...

Ce n'est donc pas une surprise si, profitant des accents chiraquiens ("rupture sociale", etc.) de son nouveau leader, Kostas Karamanlis, le parti de la Nouvelle Démocratie ait pu capter une grosse partie du mécontentement populaire. Bien qu'aussi pro-européenne, pro-OTAN et néolibérale que le PASOK de Simitis, la Nouvelle Démocratie de Karamanlis-junior s'est présentée aux élections cultivant son traditionnel profil de parti de la "droite populaire", n'hésitant même pas à critiquer le gouvernement pour sa "servilité" envers l'Union Européenne, les Américains et l'OTAN !

En réalité, le parcours du PASOK n'est pas très original, et son évolution est comparable à l'évolution de la plupart des partis sociaux-démocrates européens. Sur fond des changements structurels de la société grecque, le PASOK ouvertement néolibéral de la dernière décennie, a gardé son hégémonie dans le mouvement syndical (ouvrier, paysan, etc.) tout en relâchant notablement ses liens avec ses bureaucraties. En même temps, sa direction a commencé sa transformation de "mouvement socialiste" même bureaucratise en parti électoral obéissant seulement à ses députés et surtout à son gouvernement. Est venu le temps de la mise au pas de tous les "nostalgiques" du passé populiste, de toutes les structures du parti qui pourraient servir comme courroies de transmission des revendications de sa base.

*Georges Mitralias est journaliste.

Grèce

Le nouveau PASOK "normalisé" de Simitis, qui s'est rappelé du mot "socialisme" seulement une semaine avant les élections (quand il fut pris de panique devant la menace, très réelle, de la victoire électorale de la droite), s'aligne désormais plutôt sur Tony Blair que sur Lionel Jospin...

Évidemment, une telle évolution légitime l'ouverture du débat sur la nature du PASOK. Cependant, le fait que même sous la pression du chantage, il y a toujours des milliers et des milliers des gens de gauche qui votent pour ce parti afin de faire barrage à la droite mérite attention. Bien que parti bourgeois ou plutôt, bien que parti du grand capital grec et international depuis belle lurette, le PASOK continue à ne pas être identique et assimilable à la Nouvelle Démocratie. Sa transformation est un processus qui n'est pas encore terminé et toute conclusion définitive sur sa nature reste prématurée et non exempte de conséquences désastreuses pour la gauche. Mais désormais, une chose devrait être claire : la vieille opposition interne des papandrèistes et autres populistes et nationalistes est si marginalisée et discréditée qu'elle ne représente plus aucun danger pour Simitis et ses "modernisateurs". Toute tentative de faire émerger une tendance de gauche à l'intérieur du PASOK, devrait nécessairement partir d'autres bases et surtout ne pas entretenir les illusions d'un retour à un passé mythique.

Le Waterloo de la gauche grecque

Étant donné que la victoire au finish du PASOK (43,8 %) a été rendue possible grâce au débauchage d'une frange appréciable des électeurs des partis de gauche, les principaux perdants devaient être les moins solides de ses composantes : le DHKKI (Mouvement Démocratique et Social) et Synaspismos (Coalition de la Gauche et du Progrès). Le résultat est éloquent : le DHKKI, qui avait dépassé les 7 % aux élections européennes, ne dépasse pas la barre des 3 % et n'obtient aucun député. Synaspismos perd les 2/5 de sa force électorale, avec ses 3,2 % passe de justesse la barre et élit seulement 6 des 11 députés qu'il avait précédemment. Quant au KKE (PC grec), il maintient le gros de ses forces (5,5 %), bien qu'il reste très loin de ses 8,7 % des élections européennes.

Le résultat de l'ensemble des partis de gauche est donc catastrophique. C'est aussi du jamais vu. Pour le DHKKI, c'était prévisible du moment que cette ancienne scission de gauche et nationaliste du PASOK attendait en vain la transfusion de sang nouveau qu'allait lui offrir l'explosion de la crise interne du parti de M. Simitis. Formation hybride et dépourvue de cadres, hésitant en permanence entre ses aspirations nationalistes et

son discours anti-libéral, le DHKKI qui reste sans représentation parlementaire, est désormais menacé de disparition.

Le cas de Synaspismos est assez différent. Son échec est aussi cuisant, mais ses causes renvoient aux dilemmes traditionnels de la gauche réformiste de notre temps. De l'aveu de toutes ses tendances organisées, le passage en masse de ses électeurs au PASOK est attribué à ses orientations peu claires et confuses ainsi qu'à son programme qui reste à mi-chemin entre l'opposition nette et la collaboration avec le gouvernement Simitis.

En réalité, Synaspismos est maintenant en train de payer cher ce qui a fait jadis sa force : ses contradictions. Excroissance de l'eurocommunisme à la grecque, ce parti a su offrir le refuge à une multitude de "dissidents" des diverses chapelles de la gauche traditionnelle. Ex-communistes, ex-social-démocrates et ex-gauchistes, ils ont pu tous coexister sous le même toit, en cultivant un flou artistique qui devait aboutir à la formation d'un parti sans véritable organisation et sans frontières, au sein duquel on pouvait trouver le meilleur et le pire. Des tendances social-démocrates qui flirtent avec le libéralisme et un "Courant de Gauche", hétéroclite, qui ose discourir (et parfois agir) sur la nécessité du front unique contre le libéralisme et l'impérialisme. Et au milieu, son président (Nikos Konstantopoulos) et sa fraction en équilibre permanent et instable, tiraillée de partout entre des forces que seul un miracle a pu faire tenir ensemble.

C'est exactement ce miracle qui touche maintenant à sa fin. Amputé de ses électeurs (et de ses cadres) "modérés", qui ont démenagé vers le PASOK, Synaspismos est désormais coincé entre le PC et le PASOK et se trouve à la croisée des chemins. Son congrès extraordinaire en Juin 2000 servira de test de sa capacité à survivre. Mais pour pouvoir survivre, Synaspismos doit changer radicalement : se positionner définitivement "à la gauche de la gauche" en abandonnant toutes ses illusions modérées et réformistes, c'est-à-dire en rejetant une fois pour toutes les tentations de la "gouvernabilité" qui le transforment périodiquement en une simple annexe du PASOK aux yeux de la société. Otage de l'illusion qu'il pourra prendre le contrôle du parti grâce à son alliance avec les "centristes" du président, le "Courant de Gauche" ne semble pas — malheureusement — prêt à franchir le pas. Cependant, rien n'est donné d'avance car beaucoup dépendra aussi des initiatives qui viendront de l'extérieur, tant du KKE, que de l'extrême gauche.

Affaire, donc, à suivre avec la plus grande attention d'autant plus qu'une éventuelle évolution de Synaspismos vers la gauche aura inévitablement des répercussions au sein du KKE (et vice-versa). En réalité, malgré

leur sectarisme viscéral qui les a rendus repoussants et peu crédibles pour la masse des travailleurs et des gens de gauche, Synaspismos et KKE ressemblent plus que jamais à des vases communicants : même le début de la radicalisation de l'un influera sur l'autre. Et surtout, tout positionnement de l'un en faveur de l'unité d'action, ou mieux en faveur du front unique, déclenchera la crise salutaire chez l'autre ! La raison en est simple : les conditions objectives sont plus que mûres, tandis qu'existent en leur sein des forces qui se sont déjà manifestées en faveur d'un cours nouveau de la gauche grecque dans son ensemble.

Ceci vaut aussi pour la myriade d'organisations d'extrême gauche qui ont vu leur influence électorale atteindre leurs minima historiques (pas plus de 0,12 % pour chacune d'elles). Ayant assisté au développement du KKE qui a su capter la radicalisation de la jeunesse, les principales organisations marxistes-léninistes et surtout le NAR (qui provient de la scission de la jeunesse du KKE en 1990), sont actuellement totalement désorientées et démoralisées. Leur éventuelle persistance dans la voie du sectarisme sans bornes et/ou du triomphalisme gauchiste délirant scellera non seulement leur disparition, mais aussi la perte définitive de centaines de militants dévoués à la cause du combat anticapitaliste.

C'est donc dans ce contexte de défaite et de démoralisation générale, que les révolutionnaires doivent œuvrer en toute priorité tant pour l'unité d'action, que pour la recomposition de la gauche grecque. Déjà des voix se font entendre presque partout contre les sectarismes et en faveur du rapprochement, de la collaboration, de l'unité et de l'ouverture du débat sur l'avenir de cette gauche tourmentée. Une partie de l'extrême gauche (dont l'OKDE-Spartakos, la section grecque de la IV^e Internationale) s'active sur le terrain de sa coordination et de sa recomposition. Des militants ou des courants venant de Synaspismos, du KKE et de l'extrême gauche (dont des militants de la section de la IV^e Internationale) se sont aussi regroupés autour du projet d'une revue mensuelle commune. Cette revue, qui s'appellera "Manifesto", paraîtra très bientôt (en juin) et pourra servir comme cadre de ce dialogue qui a tellement manqué, mais aussi comme une sorte "d'organisateur collectif" et de point de référence pour tous ceux qui veulent résister ensemble aux agressions du néolibéralisme. En somme, dans la grisaille du paysage politique grec, il y a comme un début d'espoir. Aux militants marxistes-révolutionnaires de saisir leur chance avant qu'il ne soit trop tard pour tout le monde...

Athènes, le 23 Avril 2000

Entretien avec Hugo Blanco

Propos recueillis par Pedro Brieger*

Hugo Blanco a 65 ans. S'il est connu internationalement, c'est surtout pour avoir pris la tête d'un mouvement de guérilla paysanne au début des années 60 dans la vallée de la Convencion, au Cuzco, au sud du Pérou. Cela lui a valu d'être emprisonné pendant 8 ans, avant d'être libéré grâce à la solidarité internationale et condamné à l'exil.

A son retour au Pérou en 1978 il a été élu à l'Assemblée constituante, député pendant 5 ans puis sénateur jusqu'à la dissolution du Parlement par Fujimori en 1992. Il est retourné aujourd'hui cultiver ses terres. Il est membre de la Centrale paysanne du Pérou (CCP) et du Parti unifié mariateguiste (PUM). Nous l'avons rencontré au siège de la CCP à Lima, peu avant les élections générales du 19 avril, au cours desquelles Fujimori — candidat à la présidence pour la troisième fois, malgré une Constitution qui limite à deux mandats la présidence de la République — a été mis en ballottage, malgré une immense fraude électorale, sous la pression de mobilisations populaires.

Pedro Brieger : Tu as été élu au Parlement pendant de nombreuses années et tu te retrouves aujourd'hui à cultiver la terre comme simple paysan. Comment vis-tu ce changement brutal de mode de vie ?

Hugo Blanco : Je n'ai jamais vécu dans le luxe et j'ai besoin de peu pour vivre. Il n'y a donc pas eu de changement brutal de mon niveau de vie. L'argent que je touchais comme parlementaire servait au militantisme. A la fin de mon mandat de sénateur, j'étais membre de la commission écologie et les paysans et les pêcheurs m'appelaient des quatre coins du pays pour que je vienne voir les désastres écologiques qui les frappaient. Aujourd'hui, je suis paysan. Je cultive un peu de café que je vends. Au sein de la Confédération paysanne du Pérou (CCP),

j'essaie d'impulser une agro-industrie collective aux mains des paysans eux-mêmes. C'est une façon, aujourd'hui, de se défendre parce que le paysan meurt de faim dans cette économie néolibérale. Il en est la principale victime. La politique néolibérale a favorisé l'entrée de produits manufacturés bon marché et les entreprises du pays ont fait faillite. Les ouvriers ont été licenciés ou alors ils tremblent de peur et n'osent pas revendiquer de peur d'être mis à la porte. Et avec le chômage et la misère la population urbaine ne peut pas acheter les produits agricoles ou alors à très bas prix. Les paysans se retrouvent avec leur production sur les bras.



Arrestation de Hugo Blanco, dirigeant de la révolte paysanne dans la vallée de Cuzco, en 1963.

Pedro Brieger : Sur le plan politique, la différence doit être très sensible depuis que tu n'es plus parlementaire...

Hugo Blanco : Bien sûr. Un parlementaire a accès aux médias. Aujourd'hui, c'est fini. Mais ce n'est pas très important pour moi. Ce qui compte, c'est mon engagement social. Parfois la presse parle de moi, parfois non ; parfois je suis parlementaire, parfois non ; parfois je suis emprisonné, parfois non... Je suis un militant social qui a été poussé par les circonstances à être guérillero ou parlementaire. Quand nous avons engagé la réforme agraire et que nous avons été attaqués par le gouvernement et les grands propriétaires nous nous sommes défendus

les armes à la main. Ensuite, la situation a permis de faire du travail parlementaire et je me suis retrouvé au Parlement où je me suis opposé à la majorité patronale de droite, pas seulement avec Fujimori... C'est vrai que cela m'ouvrait l'accès aux médias. Je me suis impliqué dans les luttes populaires. Paradoxalement, là où j'ai reçu le plus de coups, c'est quand j'étais parlementaire. L'immunité parlementaire, c'est une vraie fable. Je me suis retrouvé plusieurs fois à l'hôpital après m'être fait matraquer par la police. Ensuite, en 1992, Fujimori a fait son coup de force en dissolvant le Parlement.

Pedro Brieger : Pourquoi la résistance a-t-elle été aussi faible ?

Hugo Blanco : Parce que ce Parlement ne méritait pas d'être défendu par le peuple. Il vivait aux dépens du peuple comme cela a toujours été le cas au Pérou. Et les gens n'ont pas trouvé à redire à sa dissolution. Ils ont voté contre les partis et donné leur appui à Fujimori. L'APRA est un parti qui a détourné des sommes colossales des entreprises nationales, de la Banque agricole. Alors quand on leur a dit « il faut privatiser », les gens étaient heureux. « C'est bon, disaient-ils, on va en finir avec cette corruption des entreprises nationales. » Ils ont aussi soutenu Fujimori face au Sentier lumineux qui terrorisait les gens. Il a détruit le Sentier lumineux et les gens lui en savent gré. Il y avait aussi le problème de l'inflation. Les gens meurent de faim, ils n'ont pas de travail. On peut dire que lors du deuxième scrutin ils ont vraiment voté pour Fujimori. Aujourd'hui, c'est différent, même si je pense que Fujimori sera réélu mais au prix de fraudes colossales, avec une mainmise sur toute l'administration de l'État. Il faut voir comment l'armée fait campagne. Les présidents des bureaux de vote ont été nommés en connaissance de cause. « Pérou 2000 » fait campagne avec l'argent de l'État. Et beau-

* L'entretien avec notre camarade Hugo Blanco a été réalisé par Pedro Brieger, sociologue, journaliste et écrivain argentin.

coup de morts vont voter. Il va y avoir une super fraude. Par ailleurs, les gens n'ont pas trop le choix parce que l'opposition n'est pas crédible. Si elle était unie, les gens pourraient voter pour elle. Là, ils vont voter pour l'un, pour l'autre, mais sans illusions, en pensant que Fujimori va gagner.

Pedro Brieger : *Quelle est aujourd'hui la situation de la gauche péruvienne ?*

Hugo Blanco : Elle est très atomisée, affaiblie, incapable de présenter un candidat à ces élections.

Le Parti unifié mariateguiste (PUM) existe toujours. Il est surtout implanté dans la paysannerie, ce qui lui a évité de disparaître, mais il apparaît assez peu en tant que parti. Le PUM avait, avec Javier Diez Canseco, un bon parlementaire, honnête, combatif, intelligent. Mais il n'a trouvé place sur aucune liste, parce que c'est comme des vautours sur une carcasse et ils savaient qu'il aurait eu plus de voix que les autres. Javier est le candidat idéal par ce que c'est un vrai militant de la politique parlementaire. Moi, c'est différent. J'ai toujours été d'abord impliqué dans le travail de masse. C'est mon identité. En plus, aujourd'hui, même si j'avais pu être

Hugo Blanco : Je crois que les processus révolutionnaires se développent en deux temps. D'abord, les gens votent pour des gens même s'ils ne défendent pas leurs idées, parce qu'ils veulent en finir avec le gouvernement qui les exaspère. Au début, le nouveau gouvernement prend quelques mesures qu'ils réclamaient mais il leur faut encore faire l'expérience qu'on ne peut pas coexister avec l'ennemi et qu'il faut l'écartier définitivement parce qu'il prépare son retour. C'est le schéma de la révolution de février et de la révolution d'octobre 1917. Au Chili, par exemple, la révolution de février c'est l'arrivée au pouvoir d'Allende en 1970. Mais Allende a freiné le processus et cela a permis la victoire du coup d'État en 1973. Si la révolution n'avance pas, elle recule.

Pedro Brieger : *Mais en Équateur, les indigènes représentent moins de 40 % de la population. Comment peut triompher un mouvement qui n'est pas majoritaire ?*

Hugo Blanco : En réalité, ils sont l'avant-garde de la lutte mais la population urbaine est aussi mobilisée et les soutient. Le mouvement avait pour objectif de chasser

par le commandement conjoint. C'est absurde de penser que les paysans puissent gouverner avec eux.

Pedro Brieger : *Dans les années 60 et 70, des migrations massives de la campagne vers la ville ont modifié la structure sociale de la majorité des pays d'Amérique latine. Mais aujourd'hui le poids social de la paysannerie se manifeste en Équateur, au Chiapas, au Pérou...*

Hugo Blanco : C'est vrai, oui. Je pense que c'est positif. Je suis un de ceux qui luttent pour défendre une identité culturelle qui n'existe pas au Pérou comme elle peut exister en Bolivie, en Équateur ou au Mexique, très orgueilleux de leur identité culturelle. Dans la CCP, nous sommes majoritairement indigènes et parfois les gens pensent que nous avons une politique discriminatoire vis-à-vis des paysans qui ne le sont pas, parce que nous avons eu comme secrétaire général un indien aymara, puis un indien quechua. Dans la direction collégiale, il y a une majorité d'indiens quechuas. Nous sommes la majorité — moi aussi, je suis quechua — et nous ne mettons pas en avant cette indianité pour ne pas alimenter une discrimination contre la minorité des paysans qui ne sont pas indigènes. Notre identité, là, c'est notre condition commune de paysans. Il y a des revendications indigènes qui sont reprises par tout le monde comme par exemple la défense de la coca, des communautés paysannes et de notre forme d'organisation sociale.

Ces revendications sont reprises au niveau de la CCP. Indigènes ou non, les paysans défendent les communautés paysannes. Mais la CCP ne se bat pas pour la reconnaissance du quechua en tant que langue officielle, ou pour l'alphabétisation en quechua, ni pour des revendications concernant la culture, la médecine ou les traditions folkloriques.

Pedro Brieger : *Quelles sont les relations avec les secteurs urbains ? Quelle est la situation du mouvement ouvrier au Pérou aujourd'hui ?*

Hugo Blanco : Le mouvement ouvrier est très affaibli. Beaucoup d'usines ont fermé leurs portes — c'est ça le néolibéralisme — et ceux qui travaillent toujours ont peur d'être licenciés. Le mouvement est très faible. Le seul secteur solide est celui de la construction, très combatif et composé majoritairement de paysans. Ils n'ont pas peur d'être licenciés parce qu'ils n'ont que des emplois précaires. Mais les ouvriers des



élu, j'aurais défendu des positions qu'ils n'auraient pas acceptées et la presse n'en aurait même pas parlé. Les gens penseraient : « Qu'est-ce qu'il fait là Hugo Blanco ? ... Il ne sert à rien. »

Pedro Brieger : *Comment analyses-tu le soulèvement indigène et populaire contre le gouvernement de Jamil Mahuad en Équateur qui a contraint Mahuad à démissionner ?*

Mahuad. Mais ils ne savaient pas ce qu'ils feraient ensuite. Ils se sont retrouvés devant une situation démesurée dont ils n'avaient pas débattu et à laquelle ils n'étaient pas préparés. Peut-être était-ce une erreur de former une junte avec des militaires... Il faut beaucoup d'ingénuité pour se laisser abuser par les Forces armées officielles, qui sont les ennemis du peuple, du côté des oppresseurs... Je pensais qu'il se formerait une junte de colonels soutenus par le peuple, mais non, on a eu un triumvirat mis en place

usines et leurs syndicats, comme la CGT-P, sont très affaiblis et peu combatifs.

Pedro Brieger : Tu as vécu plusieurs années au Mexique et suivi de près le soulèvement zapatiste. Que représente pour toi le Chiapas ?

Hugo Blanco : C'est très différent de notre expérience au Pérou. Ici, ce n'est pas un parti qui a dirigé la guérilla mais le mouvement social qui était le bras armé de la Fédération provinciale des paysans de la Convencion. Nous avons constitué des milices dans un premier temps qui, ensuite, avec l'affaiblissement du mouvement paysan, sont devenues mobiles, une guérilla. Le Chiapas connaît une situation très particulière parce que le mouvement social est plus inégal au Mexique qu'il ne l'était au Pérou. Alors que le Chiapas est très avancé dans la lutte, les autres secteurs restent en arrière. C'est vrai que la ville de Mexico a élu un maire de gauche. Mais la situation est très inégale. L'important est qu'ils refusent de rester isolés et qu'ils s'ouvrent à tous les courants ou mouvements politiques progressistes de par le monde en utilisant l'Internet. C'est une des qualités exceptionnelles de leur direction. Je suis très heureux qu'ils défendent la cause des indigènes parce que le mouvement indigène en Amérique latine est intégrateur. Il se vit comme une composante de l'ensemble des secteurs exploités ; il affirme son identité, sa propre lutte, mais il ne prétend à aucune suprématie ; au contraire, heureusement, il entretient des rapports fraternels avec tous les exploités.

Pedro Brieger : Quel avenir peut avoir le mouvement zapatiste s'il ne veut pas prendre le pouvoir et qu'il reste concentré dans une région ? Que peuvent-ils changer au Chiapas même, au-delà de la sympathie internationale qu'ils rencontrent ?

Hugo Blanco : Cela dépend du développement du mouvement social dans son ensemble dont ils affirment clairement qu'ils ne sont pas l'avant-garde. « Que savons-nous des problèmes de Jalisco ou d'autres États, de ce qu'ils doivent faire ? » disent les zapatistes. « La seule réponse que nous avons trouvée, nous, c'est l'autodéfense armée et nous l'avons organisée. » J'aime beaucoup cette grande modestie. Tout dépend effectivement du développement des luttes dans l'ensemble du pays. Aujourd'hui, c'est triste, le Chiapas est très isolé et je ne sais pas ce que lui réserve l'avenir. Pour être franc, je craignais qu'ils ne

soient écrasés mais heureusement ça ne s'est pas produit.

Pedro Brieger : Cela ne soulève-t-il pas justement la nécessité d'un parti révolutionnaire qui centralise les luttes ? Ou la nécessité de construire des partis révolutionnaires est-elle définitivement résolue ?



Hugo Blanco en manif dans sa région.

Hugo Blanco : Écoute, je pense que Marcos en sait beaucoup plus sur les luttes de par le monde et il pourrait nous conseiller. Mais il n'a pas l'arrogance que nous avons eue et partagée avec nos camarades en Europe quand nous définissions ce qu'il fallait faire dans tel ou tel pays d'Amérique latine. Je ne crois plus au rôle « d'avant-garde » des partis politiques. Ils sont nécessaires comme lieux de débat et de réflexion sur les problèmes sociaux et pour porter ces discussions dans les mouvements sociaux. Rappelons-nous l'expérience traumatisante de l'URSS où ce qu'on appelait le centralisme démocratique est devenu le centralisme bureaucratique sous la férule de Staline. Bien sûr, c'est le pire des exemples. Mais nous ne pouvons malheureusement pas citer beaucoup d'exemples positifs pour le développement des luttes. Prenons le cas du PUM. Le maire de la ville de Limatambo est membre du PUM. Quand c'est le PUM qui a choisi son candidat, il a perdu les élections. Quand le parti a accepté que la Fédération municipale des paysans choisisse le candidat, il a gagné. C'est maintenant une municipalité exemplaire dans tout le Pérou. Et on le doit au fait que le parti n'a pas désigné lui-même son candidat. Je ne crois pas qu'il y ait deux catégories de personnes : les unes, élues de Dieu, membres du parti, et les autres à l'extérieur. Je suis d'accord avec le centralisme démocratique au sein de la CCP, pour participer à une mobilisation par

exemple. Mais il s'agit d'actions, pas d'idées.

Pedro Brieger : Alors pourquoi adhérer à un parti, être membre du PUM ?

Hugo Blanco : Parce que c'est un lieu de débats important. Je ne pense pas qu'ils m'interdiraient de défendre publiquement ce que je défends à l'intérieur.

Pedro Brieger : Tu es quelqu'un qui s'est toujours revendiqué publiquement du trotskisme. Est-ce toujours le cas ?

Hugo Blanco : Je pense que oui. Cela dépend des questions. Je me réclame du léninisme mais pas en ce qui concerne le centralisme démocratique. Si Lénine revenait il serait très déçu de la façon dont a été copié le parti bolchevique. Nous nous prétendions « bolcheviques ». Mais si c'était un mouvement essentiel dans la Russie de 1917, cela est beaucoup moins évident au Pérou en l'an 2000. Nous citons Mariategui qui affirmait que la révolution socialiste au Pérou ne serait ni un calque ni une copie. On le répétait mais on copiait quand même. Lénine était un hérétique parce que Marx avait prévu que la révolution se ferait dans le pays le plus développé alors que Lénine a dit qu'elle briserait le maillon le plus faible du capitalisme. C'est l'hérésie qui définit le marxisme authentique. C'est en hérétiques que nous devons être marxistes, pas en « bolcheviques ». L'essence du marxisme est dans l'analyse de la réalité et la recherche de réponses appropriées. C'est pourquoi je me considère toujours marxiste et trotskiste, avant tout pour la lutte contre la bureaucratie — qui m'inspire de plus en plus de dégoût — ou la révolution permanente. Mais si on veut créer un parti de type léniniste, on va créer une bureaucratie et je suis contre ce type de parti.

Pérou

Pedro Brieger : Fujimori a réussi à décapiter le Sentier lumineux. Pour le mouvement de masse la disparition de Sentier lumineux est-elle quelque chose de positif ?

Hugo Blanco : Bien sûr que oui ! La CCP peut réapparaître aujourd'hui parce qu'il n'y a plus Sentier lumineux. Ils arrivaient dans une communauté paysanne et demandaient : « Qui est le président ? » S'ils ne le tuaient pas toujours, ils le remplaçaient de toute façon par la personne que leur parti avait désignée. La pire caricature d'un parti. Ils ont tué des dirigeants paysans — certains mêmes qui avaient été emprisonnés sous l'accusation d'être au Sentier lumineux — en les désignant comme des « traîtres » au mouvement paysan parce qu'ils défendaient d'autres voies que la lutte armée. En plus, l'armée se servait de ce prétexte pour nous pourchasser, nous, et nous tuer en faisant croire que c'était le Sentier lumineux. Des gens ont été assassinés par l'armée qui a prétendu que c'était eux les responsables. Aujourd'hui c'est fini.

Pedro Brieger : Et le Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA) ?

Hugo Blanco : Le MRTA n'a pas été décapité aussi radicalement que le Sentier lumineux parce qu'ils ont été plus respectueux des organisations de masses et de la CCP. Mais je ne suis pas d'accord avec eux parce qu'ils substituent à l'action de l'ensemble du peuple les initiatives d'une avant-garde audacieuse. Cette méthode ne me paraît pas correcte même si je les respecte beaucoup. Je ne suis pas d'accord avec ces conceptions « avant-gardistes » en général et encore moins quand il s'agit de lutte armée.

Pedro Brieger : Les forces populaires ne réclament pas la libération des dirigeants de Sentier lumineux ?

Hugo Blanco : Non, pas du tout. Ils ne sont plus qu'une secte marginale.

Pedro Brieger : Et toi ?

Hugo Blanco : Moi, si, parce que je réclame l'amnistie pour tous les prisonniers politiques. Mais avec le Sentier lumineux on ne pouvait rien faire ensemble parce que même dans les manifestations pour les droits de l'homme ils venaient avec leurs propres banderoles pour appeler à la lutte armée et voulaient les imposer à tout le monde.

Pedro Brieger : Face à la désindustrialisation qui affecte toute l'Amérique latine

et affaiblit les syndicats, comment envisages-tu la recomposition du camp populaire ?

Hugo Blanco : C'est l'histoire qui décidera. Il faut être attentif aux formes de recomposition. Ici la CCP se renforce. Après avoir été durement touchée par la répression, par les balles qu'elle recevait de deux côtés (l'armée et le Sentier lumineux), elle se relève nettement. Je crois que nous avons gagné en qualité parce que nous avons appris beaucoup de l'expérience. Certains dans la CCP pensent qu'elle va constituer le pilier central des prochaines luttes ; d'autres, comme moi, la considèrent comme une force parmi d'autres, notamment avec le développement de mouvements régionaux. L'an dernier j'étais à Cuzco pour le 1^{er} mai. Il n'y avait pas un ouvrier dans la manifestation. C'étaient des vendeurs des rues, des étudiants ou la population des quartiers déshérités.

Pedro Brieger : Tu parles des vendeurs des rues et de leur rôle dans les luttes sociales, alors qu'ils appartiennent à un secteur social assez marginal. N'est-ce pas un panorama très différent de celui qui existait il y a 30 ou 40 ans quand l'heure était aux mobilisations des masses

ouvrières pour des revendications particulières ou globales ?

Hugo Blanco : Si, bien sûr. Je crois qu'il y a des aspects du *Manifeste communiste* qui restent actuels, comme la concentration du capital ou ses contradictions internes. Je crois que cela prend même des formes beaucoup plus aiguës que ce que Marx avait prévu. Certains se frottent les mains aujourd'hui parce que la classe ouvrière disparaît peu à peu et qu'elle va être remplacée par la machine... Oui, mais la machine ne va pas acheter les biens de consommation. Quant au rôle d'avant-garde de la classe ouvrière, je crois que ce n'est plus vrai en Amérique latine du fait de son affaiblissement organique et de l'apparition d'autres secteurs sociaux dans la lutte. La dictature du prolétariat n'est plus à l'ordre du jour, même pas dans le sens où l'entendait Lénine, celui d'un gouvernement démocratique. Je crois que notre époque ne permet plus de parler de dictature. Les gens sont accablés par les dictatures. Le gouvernement que j'appelle de mes vœux serait formé de différents secteurs, ouvriers, paysans, employés, chômeurs, habitants des quartiers déshérités, représentants des mouvements régionaux, des associations professionnelles, etc. C'est l'Histoire qui en décidera. ■

Souscription

En mai 1999 nous avons lancé un appel « 25 000 francs pour les 25 ans d'*Inprecor* ». Il ne s'agissait pas seulement de fêter un quart de siècle de votre revue d'analyses internationales et internationalistes. Il s'agissait aussi, plus prosaïquement, de permettre à *Inprecor* de renouveler son parc informatique devenu obsolète. Appel entendu : fin avril nous avons dépassé de plus de 26 % le but fixé. A toutes et à tous, un immense MERCI !

Votre soutien permettra de doter *Inprecor* d'un nouvel ordinateur, doté d'un écran permettant de voir les pages que nous montons, et d'un programme de comptabilité qui accepte de passer en l'an 2000 (et oui, notre vieux programme, décidément encore plus obsolète que l'ensemble de notre équipement, refuse obstinément de reconnaître cette « année 0 »...).

Les finances d'*Inprecor* étant toujours limitées, que ce succès n'empêche pas celles et ceux d'entre vous qui le peuvent, de continuer à souscrire. Votre aide reste indispensable et sera employée à bon escient. Alors, transformons la souscription « 25 ans » en souscription qui, à l'image de la révolution, sera... PERMANENTE !

Ancien total	28589,06
Françoise L., France	40,00
Alain G., France	100,00
Martine T., France	140,00
Jean-Claude C., France	40,00
Marie-Christine B., Suisse	440,00
Didier E., France	40,00
Joseph S., Luxembourg	270,38
Joseph W., Luxembourg	607,50
Michel C., France	40,00
Pierre D., France	240,00
Daniel L., Belgique	40,00
Frédéric L., Grande Bretagne	140,00
Frédéric M., France	50,00
Gerard B., France	40,00
Georges D., France	40,00
Emmanuel C., France	140,00
Raynaldo R., France	100,00
Francis P., France	140,00
Marc N., France	40,00
Georges P.-W., Luxembourg	40,50
Guy D., Luxembourg	121,50
Eric M., France	50,00
René R., France	40,00
Philippe P.-L., Martinique	10,00
Claude P., France	40,00
Gaston César G., Suisse	40,00
Augusto C., Italie	100,03
Nouveau total au 21 avril	31 718,97

Les primaires du PT à Porto Alegre : Entre victoire politique et risque de défaite culturelle

Par
Luíz Marques*

En vue du quatrième mandat consécutif pour administrer la ville qui, à juste titre, est considérée comme capitale de la démocratie au Brésil, les primaires pour la désignation du candidat du PT à la mairie de Porto Alegre ont eu lieu dans un climat tendu. Il y a eu comme pré-candidats l'actuel maire Raul Pont, le premier adjoint José Fortunati et l'ancien maire Tarso Genro (1). Le processus a mobilisé les militants et les sympathisants pétistes et a contribué à légitimer politiquement dans la société la désignation de Tarso Genro. Le PT sort donc renforcé en vue d'une confrontation électorale dans laquelle le camp conservateur trouve des difficultés à définir son ou ses candidats.

L'aspect triste de l'histoire est que, sous divers aspects, la victoire politique du PT choisissant son représentant pour le scrutin d'octobre est allée de pair avec le risque d'une grave défaite culturelle face à la façon de faire de la politique de la droite dans notre pays. Les procédés de séduction de l'électorat utilisés pour accumuler les votes grâce au transport d'électeurs en bus loués et aux repas payés, de même que la participation de centaines de d'organiseurs électoraux (2) venus de municipalités lointaines (en particulier Gravataí) pour donner des dimensions spectaculaires à la campagne et le bourrage d'urnes, ont montré que le PT de la capitale de la démocratie est aussi menacé de méthodes antidémocratiques qui n'anoblissent pas celui qui en bénéficie. Tel est le spectre qu'il nous faut conjurer dans la pratique politique dorénavant, encore que ce spectre ne puisse être utilisé pour mettre en cause la netteté et la loyauté du choix majoritaire.

Comme l'a souligné Raoul Pont après le décompte final des votes, « les problèmes survenus n'ont pas altéré le résultat final, mais ont profondément troublé nos relations dans le parti et doivent faire l'objet d'une discussion interne ». Ainsi, les relations entre militants dans le parti ne sont



Tarso Genro, maire de Porto Alegre de 1993 à 1996, sera candidat à nouveau en automne 2000.

plus l'anticipation éthique et morale du futur que nous souhaitons pour l'ensemble des citoyens. Pire : elles courent le risque de refléter de manière acritique la mentalité de « tout est bon pourvu que ça marche » stimulée par le néolibéralisme.

Le PT *gaúcho* n'est pas immunisé

Le déroulement des primaires à Porto Alegre a clos un cycle d'illusions dans l'imaginaire des militants de gauche. Il n'est pas vrai que le PT *gaúcho* (3) soit immunisé contre la dégénérescence idéologique qui atteint la gauche dans le monde contemporain, laquelle, de façon vertigineuse, relègue

au second plan les principes au nom d'un pragmatisme orienté par une « politique de résultats » en accord avec les règles du jeu dominant. La dépolitisation croissante du PT lors des épisodes électoraux, où n'a plus lieu le nécessaire débat programmatique entre les militants, de plus en plus traités comme des spectateurs de décisions prises par les dirigeants, révèle que l'adaptation mondiale de la gauche aux limites du capitalisme a été facilitée y compris par des procédés qu'a légalisés la direction nationale du Parti des Travailleurs elle-même. C'est-à-dire par les tendances qui la soutiennent.

Les moyens, en l'espèce, absorbent et compromettent les fins. Il s'agit d'une maladie annoncée. Dans cette atmosphère, il est

* Luíz Marques, universitaire, est Secrétaire-Adjoint à la Culture du gouvernement de l'État brésilien du Rio Grande do Sul, dont Porto Alegre est la capitale. L'article présenté ici a été écrit pour *Em Tempo*, périodique publié par la tendance Démocratie socialiste (qui regroupe au sein du Parti des travailleurs les marxistes révolutionnaires se référant aux conceptions de la IV^e Internationale).

1. Raul Pont, actuel maire de Porto Alegre, est militant de la tendance Démocratie socialiste (DS) du Parti des travailleurs (PT), il bénéficiait également de l'appui d'Olívio Dutra, gouverneur (qui n'est pas membre d'un courant structuré du PT) ; José Fortunati, actuellement maire-adjoint de Porto Alegre, est un dirigeant du courant modéré du PT ; Tarso Genro, intellectuel et dirigeant connu du PT, proche du courant modéré,

a été le premier maire du PT à Porto Alegre, puis rival malheureux de Olívio Dutra (actuel gouverneur) à la candidature du PT pour l'élection du gouverneur du Rio Grande do Sul. Il bénéficiait du soutien de presque tous les courants organisés du PT (mis à part la DS).

2. Les « cabos eleitorais », organisateurs, sont payés par un candidat et chargés d'amener les électeurs aux urnes et les faire voter pour lui. Ils ne font donc pas campagne par conviction, mais par profession. En général ils ont des listes d'électeurs, qu'ils influencent ou même « contrôlent ». Ils sont très typiques de la politique bourgeoise au Brésil, mais commencent aussi, hélas, à être utilisés par le PT.

3. Les *gaúchos* sont les gardiens des troupeaux dans les plaines du Brésil du Sud, (et aussi de l'Uruguay). Par extension la population et l'état du Rio Grande do Sul sont qualifiés de *gaúchos*.

impossible que les vices de la politique traditionnelle ne s'installent pas dans le Rio Grande do Sul, encore qu'à un degré incomparablement moindre que dans d'autres États, comme ceux de Rio de Janeiro ou de São Paulo, par exemple. La différence, toutefois, est quantitative et non qualitative. Le PT gaúcho, dans les domaines des municipalités et de l'État, parce qu'il poursuit en s'appuyant sur la participation populaire des politiques opposées aux privatisations et aux



Raul Pont et Tarso Genro à Porto Alegre lors de la campagne municipale en 1992, qui vit l'élection du second au poste de maire et du premier à celui de vice-maire.

exclusions sociales, est un emblème administratif de la lutte de l'humanité contre le néolibéralisme, en termes politiques. Mais il ne doit pas être pour autant vu comme une forteresse invulnérable aux attaques de la pensée unique, en termes culturels.

Telle est la meilleure leçon des primaires pour les militants de gauche : le maintien politique (à court terme) et culturel (à moyen et long termes) des origines socialistes du parti, contre les inflexions social-démocrates dont il est actuellement victime, est une tâche nationale et pas seulement régionale. Aucune des vertus historiques de l'ancien PT gaúcho, autrefois célébrées à tort et à travers, ne pourra survivre si elles ne s'articulent pas nationalement à des changements dans le vecteur principal du parti.

Que, néanmoins, des organisations de la gauche se soient orientées vers un pragmatisme régionaliste, c'est un signe qu'elles ont

perdu pendant ces primaires la principale référence (nationale) des buts poursuivis par le parti. Elles ont répété, volontairement ou involontairement, l'erreur classique du réformisme : prendre les raccourcis de l'incohérence au moment où le chemin arrive à un carrefour. De cette façon, pensant faire un pas en avant, elles en ont fait deux en arrière.

La diabolisation de Démocratie Socialiste

La tendance interne du PT, Démocratie Socialiste (DS), à laquelle appartient le vice-gouverneur Miguel Rossetto, est désignée par les "chiens de garde" médiatiques de la bourgeoisie comme celle qui contrôlerait le plus grand nombre de postes de responsabilité dans l'administration de l'État. Que les faits démentent l'affirmation, peu importe. A l'intérieur comme à l'extérieur du parti, on a exploité dans la dernière période la « vocation hégémoniste de DS » pour disqualifier la pré-candidature de Raul Pont.

L'argument fallacieux fait retomber sur DS toute la responsabilité collective du gouvernement d'un État mis en pièces par la précédente administration du PMDB ; cerné par le monopole des médias ; avec une majorité d'élus hostiles à l'Assemblée Législative et confronté à des tensions avec les fonctionnaires, particulièrement les travailleurs de l'éducation. La grève de ces derniers, achevée au cours de la semaine qui a précédé les primaires et (mal) dirigée par des courants syndicaux liés à "PT amplo e democrático", "Articulação de Esquerda" et "Corrente Socialista dos Trabalhadores" (4), qui allaient ensuite appuyer la candidature de Tarso Genro, a causé des dégâts dans l'opinion publique vis-à-vis du gouvernement.

Il convient de rappeler qu'au cours du mouvement de grève, pour avoir proposé une négociation sans arrêt du travail, la DS a été accusée de « gouvernementalisme » par des directions qui allaient de l'opportunisme au gauchisme. Parce qu'elle comprenait que la solution du problème des salaires de la

fonction publique est une question politique, dans un gouvernement de la classe travailleuse, au lieu de réduire la question à celle de la capacité de mobilisation et de lutte des enseignants, elle a été accusée d'« immobilisme ». Cela a eu pour résultat de faire passer DS pour la tendance la plus engagée dans la défense du gouvernement, ce qui, avec un impact évident sur les élections en cours, a servi à alimenter la stratégie visant à la diaboliser.

Cette stratégie avait une fonction doublement déloyale : a) minimiser la portée de la discussion politique sur les conceptions du parti à l'échelle nationale et b) canaliser l'insatisfaction vis-à-vis de la première année du gouvernement de l'État en faveur du courant qui, publiquement, dans son discours et dans sa pratique, n'a jamais mis en cause le rôle stratégique de celui-ci dans la confrontation avec les politiques néolibérales de FHC (5). Ce n'est pas par hasard, donc, si la défaite électorale de DS et des courants alliés est interprétée par les éditorialistes de la grande presse et par les ennemis du projet du camp démocratique et populaire comme une défaite politique du gouvernement Olívio Dutra. C'est le prix à payer pour la diabolisation manichéenne et irresponsable. Il va être encore plus durement payé, demain, dans la campagne électorale proprement dite.

L'unité est une valeur dans la lutte des classes

Les membres du parti qui ont voté majoritairement pour Tarso Genro (6) pour représenter le PT, dans la bataille institutionnelle prochaine contre les dirigeants des formations de droite, avaient à l'esprit et au cœur la volonté de poursuivre le travail de démocratisation du pouvoir local à Porto Alegre, grâce au Budget Participatif. Ils ne méritaient pas de voir leur libre choix assombri par des pratiques depuis longtemps condamnées par la culture pétiste. Ils ont opté pour celui qu'ils considéraient comme le candidat le plus adéquat pour l'emporter dans ce scrutin. C'est lui, désormais, notre candidat à tous.

Tarso Genro réunit les conditions pour transformer en réalité le quatrième mandat du PT et du *Frente Popular* (7) dans la capitale de la démocratie, où environ 70 % de l'électorat approuve l'actuelle administration. La lutte continue, camarades ! Jusqu'à la victoire !

Porto Alegre, le 11 avril 2000.

4. "PT amplo e democrático" ("PT ample et démocratique"), auparavant appelé "Articulação", est une tendance modérée du PT, identifiée à la majorité qui dirige actuellement le PT ; "Articulação de Esquerda" ("Articulation de gauche") est issu d'une rupture à gauche de la tendance historique des syndicalistes dirigeant le PT depuis ses origines et c'est le courant le plus présent au sein du gouvernement de Rio Grande do Sul (dont, curieusement, il n'assume pas la défense et ne discute pas sérieusement les orientations) ; "Corrente Socialista dos Trabalhadores" (le "courant socialiste des travailleurs") est une

tendance issue de la tradition "moreniste".

5. Fernando Henrique Cardoso, dit FHC, est président de l'État fédéral du Brésil.

6. Lors des "prévias" (élection primaire) seuls les membres du PT de Porto Alegre avaient le droit de vote. Sur 5 495 suffrages exprimés, Tarso Genro a obtenu 3 329 voix (60,58 %), Raul Pont 1 568 voix (28,53 %) et José Fortunati 598 voix (10,88 %).

7. Le Frente Popular (Front Populaire) est une coalition électorale autour du Parti des travailleurs dans le Rio Grande do Sul.

Desserrer l'étau !

(Suite de l'article de la dernière page)

où il était conduit. En pleine nuit, il dut se rendre dans un second hôpital avant de rentrer chez lui, par crainte d'un enlèvement. Sa maison a alors été l'objet d'un encerclement policier complet, son téléphone coupé. Une délégation de solidarité de journalistes algériens a été empêchée « physiquement » de le rencontrer. Une délégation de France comprenant des journalistes et des membres de Reporters sans frontières (RSF) a été agressée près de son domicile, son matériel détruit. Son état de santé est arrivé au stade où il risque un accident cardiaque. Le 1^{er} mai, la mère de Taoufik Ben Brik a annoncé que les membres de la famille Ben Brik commençaient une grève de la faim. Ensuite, son frère Jalel Zoghلامي, très actif dans le soutien à sa grève de la faim, a été sévèrement battu par les forces de l'ordre et arrêté avec trois autres personnes : Sihem Bensedrine, Noomane Tayeb, Ali Bensalem (1). Après avoir subi de graves violences policières, ces derniers ont été relâchés. Jalel Zoghلامي a été incarcéré. Il est passé devant le juge le samedi 29 avril et accusé de violences contre les forces de l'ordre. Le procès a été marqué par une forte présence de solidarité. Les avo-

cats tunisiens se sont aussi mis en grève le jour du procès. Jalel Zoghلامي a commencé une grève de la faim le 29 avril pour obtenir sa libération (2).

Mercredi 3 mai, toutes les charges contre Taoufik Ben Brik ont été abandonnées et il a enfin reçu l'autorisation de voyager. Jalel Zoghلامي condamné à trois mois de prison ferme a demandé à son frère d'arrêter sa grève de la faim. Au moment où nous mettons sous presse, Taoufik Ben Brik poursuit sa grève de la faim tout en projetant de se rendre en Algérie et en France.

Répression contre le RAID

Le dernier cas d'atteinte aux droits de l'homme concerne des personnes arrêtées en raison de leurs activités au sein du RAID. Le 8 avril, Fathi Chamkhi et Mohamad Chourabi, membres du RAID ont été interpellés en effectuant la photocopie de documents de l'association RAID. Le gérant du magasin de photocopie, Iheb El Hani, a aussi été arrêté ! Ils sont détenus dans des conditions extrêmement difficiles et inculpés de « *maintien d'une association non reconnue ; diffusion de fausses nouvelles avec l'intention de troubler l'ordre public ; outrage à l'ordre public ; appel à la rébellion et incitation des citoyens à violer les lois du pays* ».

Zoghلامي ait entamé une grève de la faim pour réclamer sa mise en liberté, nous annonçons la constitution d'un comité de défense et de solidarité avec Jalel Zoghلامي pour obtenir sa libération et la comparution devant la justice des agents qui l'ont torturé ainsi que ses amis.

Radhia Nasraoui (avocate, présidente du comité), Ali Bensalem, (ancien résistant et secrétaire général du Comité national pour les libertés en Tunisie — CNLT), Chawki Tebbib (avocat, président du comité de défense de Hamma Hammami), Salah Hamzaoui (universitaire, président du comité de Défense de Hamma Hammami), Khemis Ksila (licencié de son travail, président-adjoint de La Ligue tunisienne des Droits de l'Homme — LTDH), Mustapha Ben Jaafar (médecin, secrétaire général du Rassemblement Démocratique), Mohamed El Hadi Sassi (chômeur, Parti ouvrier communiste tunisien — POCT), Mokhtar Trifi (avocat, président de la Ligue tunisienne des Droits de l'Homme), Nora Borsali (universitaire, Association tunisienne des Femmes démocrates — ATFD), Sofiane Benhamida

(journaliste et membre du Conseil Consultatif de la LTDH), Jamel Eddine Bida (avocat, CNLT), Choukri Latif (fonctionnaire, RAID), Anouar Kosri (avocat, LTDH), Omar Mestiri (agriculteur, Secrétaire Général du CNLT), Layachi Hammami (avocat), Khellil Zaouia (médecin), Abdelaziz Djaibi (syndicaliste), Belkis Mohsni (juriste, ATFD), Nizar Ammami (syndicaliste), Ahmed Kilani (retraité), Lahbib Ziadi (avocat, président de la section de Hammam Lif de la LTDH), Fatma Ksila (enseignante, CNLT), Ahmed Kelaï (conseiller pédagogique, président de la section de Bizerte, LTDH), Kamel Dridi (syndicaliste), Najib Hosni (avocat, CNLT), Belkis Mecheri (ATFD), Iman Derouiche (étudiante, ancienne prisonnière politique), Halima Jouini (professeur, ATFD), Moufida Belghit (avocate), Mourad Benniche (avocat), Tayeb Naamane (étudiant), Najib Bekouchi (étudiant, ancien prisonnier politique), Nourreddine Benaticha (étudiant, ancien prisonnier politique), Lotfi Hammami (étudiant, ancien prisonnier politique), Fathi Benali (syndicaliste), Mohamed Aouali (syndicaliste).

SOLIDARITÉ-URGENCE

Envoyez des messages de protestation à la présidence tunisienne. Exprimez votre soutien aux victimes de l'arbitraire. N'oubliez pas d'envoyer une copie de votre message aux associations de solidarité.

Réclamez immédiatement La libération de Jalel Zoghلامي, Fathi Chamkhi, Mohamad Chourabi et Iheb el Hani !

● Fax de la présidence de la République de Tunisie : 216-1-744-721

● Téléphone de Taoufik Ben Brik : 216-1-87-23-58

● Copie de message pour les membres de RAID fax : 33 0-1-04.72.53.99.46.

● Copie de message pour Taoufik Ben Brik à RSF Fax : 33 0-1-45.23.11.51.

Ils risquent 13 ans de prison. Leur procès a débuté le 20 avril.

Un fort mouvement de solidarité s'exprime notamment en France, en Suisse, en Algérie, en Égypte et au Maroc. Le cas de Taoufik Ben Brik bénéficie d'une forte couverture médiatique. De nombreux journaux français, suisses, algériens et arabes couvrent l'affaire sans oublier télévisions et radios. Des associations, personnalités et de nombreux citoyens ont exprimé leur soutien.

Najet Zoghلامي s'est rendue en Algérie, Suisse et en France pour défendre son frère. Elle a répondu à de nombreuses interviews. Elle a même été reçue à l'Élysée par le porte-parole adjoint de la présidence de la République française.

ATTAC-France a lancé une pétition en faveur des membres du RAID et du gérant de la boutique. Elle organise une série de réunions publiques en France avec Sadri Khiari, membre du RAID (3).

Devant de telles persécutions et de telles atteintes à la liberté d'expression, de circulation et de réunion en Tunisie, il est décisif que continue à se manifester la solidarité la plus active et la plus large avec ces victimes de l'arbitraire.

le 4 mai 2000

1. Seham Bensedrine, militante des droits de l'homme, a été harcelée depuis la constitution de la maison d'édition Aloès.

2. Jalel Zoghلامي est porte-parole de l'Organisation des communistes révolutionnaires, section tunisienne de la IV^e Internationale. Il est depuis 1992 sous le coup de deux condamnations pour appartenance à une organisation illégale. Passible de 20 mois de prison, il vivait dans la clandestinité depuis de nombreuses années.

3. Sadri Khiari est sous le coup d'une inculpation en raison du rapport sur les libertés publiques en Tunisie publié par le CNLT. Précisons de Taoufik Ben Brik, Jalel Zoghلامي, Sihem Bensedrine et Ali Bensalem sont aussi membres du CNLT.

Document

Déclaration de constitution d'un Comité de défense et de solidarité avec le militant Jalel Zoghلامي

Nous, soussignés :

Suite à l'interpellation, le 26 avril 2000, du militant Jalel Zoghلامي, porte-parole de l'Organisation des communistes révolutionnaires, devant le domicile de son frère, le journaliste Taoufik Ben Brik, en grève de la faim depuis le 3 avril 2000, après avoir été agressé par des agents de sécurité ainsi que tous ceux qui l'accompagnaient (journalistes étrangers et militants), il fut brutalisé au commissariat d'Al Manar où il fut avec Ali Ben Salem, Sihem Ben Sedrine et Tayeb Naamane, sauvagement torturé.

Après s'être vu impliqué d'attentat à la morale publique et de voie de faits sur agents de sécurité alors même qu'il était avec ceux qui l'accompagnaient, victimes de ces mêmes agents; après que le militant Jalel

Par
Sayyed Murshid

Depuis le début des années 1990, une main de fer brutale s'est abattue sur la Tunisie. Tout forme d'expression indépendante a été étranglée. À une sévère répression s'est ajoutée une étouffante tutelle bureaucratique de la société. À l'extérieur, les critiques de cette situation ont souvent eu des difficultés à trouver le moindre écho.

Cependant, après plusieurs années d'un joug brutal, quelque chose a commencé à bouger. Plusieurs actions et initiatives ont exprimé l'amorce de ce changement.

En décembre 1998, une quarantaine de personnalités de sensibilités diverses décidaient de la création du Comité national des libertés en Tunisie (CNLT). À l'automne dernier apparaît le Rassemblement pour une alternative internationale de développement (RAID), section tunisienne du mouvement ATTAC, qui demande son accréditation sans obtenir jusqu'à ce jour la moindre réponse.

En mars dernier, le CNLT a rendu son rapport sur la situation des libertés. Très documenté, il est explosif. Il traite des nombreuses atteintes aux Droits de l'Homme, dénonce la collusion de l'appareil judiciaire avec les services de sécurité et fournit une liste d'officiers de sécurité responsables de tortures.

Lors des obsèques de Bourguiba, le régime, gêné, a choisi de ne pas les retransmettre en direct. Les limitant au maximum pour éviter toute expression publique indépendante, il n'a pu empêcher des comparaisons très défavorables pour Ben Ali.

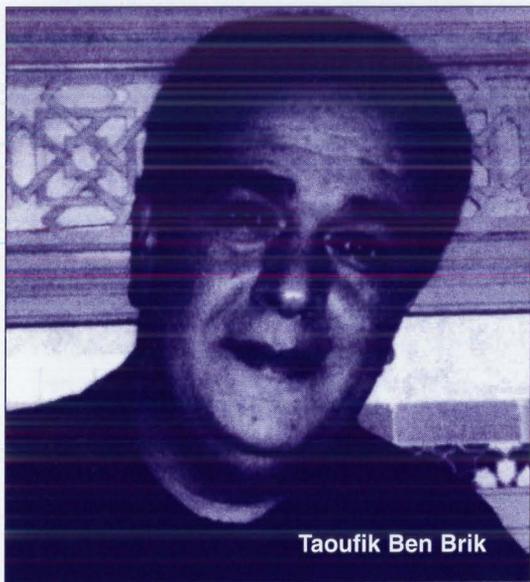
Tunisie : Desserrer l'étau !

La récente grève des chauffeurs de taxi est aussi une autre expression du malaise. Qu'un tel secteur lié par clientélisme au pouvoir réagisse est significatif d'un ras-le-bol devant la corruption et un népotisme qui ont atteint des sommets jamais vus auparavant. Plus récemment encore, des grèves et protestations lycéennes massives ont eu lieu dans le Sud tunisien. Pendant trois jours, des milliers de lycéens ont pris le contrôle de la rue avant de subir une répression sévère.

Il faut enfin noter une vigilance nouvelle à l'étranger sur la situation des droits de l'homme et des libertés en Tunisie. Sous la pression de la réprobation internationale, après des années de soutien inconditionnel en Occident, une prise de distance envers le régime de Ben Ali s'est amorcée, y compris de la part de personnalités et de secteurs jusque-là très liés ou très favorables au régime.

En Tunisie même, la solidarité devient tout particulièrement vigoureuse. Pour la première fois depuis des lustres, des dizaines de personnes ont forcé le barrage de police qui encerclait l'hôpital où Taoufik Ben Brik se trouvait et ont ainsi pu le rejoindre. De même, lors de l'ouverture du procès des inculpés de RAID et de celui de Jalel Zoghlami, de nombreuses personnes s'étaient déplacées. Il ne faut pas non plus oublier la grève des avocats tunisiens.

La résignation qui jusque-là prédominait est bien dépassée. Cela concerne, certes, des couches et des secteurs réduits, mais ce phénomène est vraiment décisif. La grève de la faim de Taoufik Ben Brik catalyse donc l'expression de ce ras-le-bol croissant. C'est une première victoire. Le régime de Ben Ali a déjà énormément perdu au niveau international : sa nature de dictature est dorénavant connue très largement. La peur change de camp. Le bras de fer engagé n'est pas terminé, mais quelque chose d'important se déroule en ce moment même en Tunisie. C'est bien un véritable tournant.



Taoufik Ben Brik

Taoufik Ben Brik : un cas exemplaire de répression et de solidarité

Le 29 mars dernier, trois militantes des droits des femmes font une grève de la faim d'un jour pour protester contre le refus des autorités de les laisser aller assister à une réunion préparatoire de la marche mondiale des femmes.

Le 3 avril, le journaliste Taoufik Ben Brik Zoghlami, 39 ans, travaillant notamment pour le quotidien *La Croix* et l'agence de presse suisse *Infosud*, débute une grève de la faim pour protester contre les mauvais traitements et les harcèlements dont lui-même et ses proches sont les victimes depuis près de deux ans. Ce harcèlement prend des formes multiples : pression directe, menaces, coupure du téléphone et du fax, surveillance policière, confiscation du passeport, agression physique... Il a aussi été inculpé pour « propagation de fausses nouvelles menaçant l'ordre public » et « diffamation de corps constitué ». Il risque une peine de six ans de prison. Réclamant le rétablissement de tous ses droits civiques, Taoufik Ben Brik s'est imposé comme un journaliste indépendant, résolu et courageux. C'est ce qui lui vaut d'être dans le collimateur du régime.

Une suite d'incidents sérieux se sont produits depuis le début de son action. La police a d'abord investi le local de la maison d'édition Aloès où Taoufik menait sa grève de la faim expulsant les présents. Après qu'il ait perdu plus de dix-huit kilos, les médecins ont décidé son hospitalisation. Son épouse Azza et sa sœur Saiida devaient être agressées au sein même de l'hôpital

(lire la suite en page 35)